LE MONDE LIBERTAIRE

HORS•SÉRIE

Bimestriel de la Fédération anarchiste
n°48 mars-avril 2013

Enfance
Éducation
ÉMANCIPATION !

+

Quel militantisme en milieu rural ?

Le territoire, le voyage, la mobilité des Roms

L'«hystère» chambre 2806, Hôtel Sofitel, New York

Hors-série n°48 du *Monde libertaire*
Supplément au *Monde libertaire* hebdomadaire n° 1697
Du 21 février 2013 au 25 avril 2013

M 06726 - 48H - F: 5,00 € - RD

#48

Édito : S'il te plaît, dessine moi un mouton ! 1
DOSSIER : LES ANARCHISTES ET L'ÉDUCATION 2
Quand les «maîtres» rêvaient aussi de s'émanciper ! 3
Questions de classe(s) : Lire, écrire... lutter 5
Loczy ou le maternage insolite 6
Portfolio photos 9
Promouvoir une éducation émancipatrice,
une préoccupation toujours d'actualité? 14
D'ores et déjà : l'école Vitruve, lieu commun 16
L'enfant victime et prescripteur de pub 24
Qu'est-ce que la pédagogie sociale ? 26
Bibliographie 32
Le territoire, le voyage, la mobilité des Roms :
Pourquoi ici ? Pourquoi chez moi ? 35
QUEL MILITANTISME ANARCHISTE EN MILIEU RURAL ? 38
Entrevue avec le collectif « La rue râle » 39
Merlieux : 40 ans de militantisme en milieu rural 44
Allemagne, les liaisons dangereuses :
Les services secrets allemands et les nazis 51
DSK : L'«hystère» chambre 2806, Hôtel Sofitel, New York 55
Lectures 58
Musiques 59
Programme de Radio Libertaire 60
Les 106 groupes et liaisons de la FA 61

S'il te plaît, dessine-moi un mouton !

«Qu'ils soient le fruit du hasard, de l'habitude, de l'erreur, de l'ignorance ou de l'amour, les enfants ne choisissent jamais de vivre.
Dans ces conditions, ce devrait être justice que toutes celles et tous ceux qui leur « donnent » la vie ou qui se targuent de la gérer, leur donnent, au moins, les moyens de choisir leur vie. En les aimant, bien sûr. Mais, aussi, en les respectant en tant qu'individus à part entière, n'appartenant à personne d'autre qu'à eux-mêmes. Et en les accompagnant dans la découverte, toujours périlleuse, de leur vie. Dans la construction, longue et difficile, de leur propre personnalité.
De cela, il n'est, hélas, que trop rarement question. Et c'est peu dire qu'il ne s'agit pas là d'un hasard !
La famille patriarcale et son triangle des Bermudes oedipien, l'État et ses robustes certitudes, les Églises et leurs chèques en blanc sur l'au-delà, l'école et ses promesses d'égalité des chances jamais tenues, la division sociale et son zoo de fauves et de moutons, l'exploitation et l'oppression de l'être humain par l'être humain aux gibets noirs desquels pendouillent par grappes les innombrables voyageurs sans bagages du capitalisme..., Tout cela (et bien d'autres choses encore) concourt, en effet, à faire de l'enfant un OBJET d'éducation, et de l'éducation un DRESSAGE, et s'oppose (explicitement ou implicitement) à ce qu'il puisse devenir librement SUJET et ACTEUR de sa propre éducation...»

Ces lignes sont les premières de la charte de l'école libertaire Bonaventure. Elles ont été écrites en 1993 et, hélas, elles sont toujours d'actualité.

Aujourd'hui comme hier le problème de l'éducation, de l'école et de l'enfant se résume à : c'est quoi la vie ?
Si on pense que c'est produire toujours plus, gagner des sous, être le meilleur, penser uniquement à sa gueule, se vautrer dans le plaisir immédiat, survivre dans l'instant, alors, il faut continuer dans la voie actuelle.
Si on pense que la vie n'est qu'une parenthèse entre le néant et le néant, un absurde absolu mais une chance extraordinaire, alors il convient de donner du sens au non-sens. Éduquer uniquement pour permettre aux enfants d'être ce qu'ils peuvent être. Les aider à se construire au maximum de leurs potentialités. Leur apprendre la liberté, l'égalité, l'autogestion, l'entraide.

L'école libertaire Bonaventure a démontré le bien-fondé de cette démarche. C'est un fait, nous avons appris à nos enfants à lire, écrire, compter. Nous leur avons appris à construire leurs savoirs. Nous leur avons appris la liberté, l'égalité, l'autogestion, l'entraide et le bonheur de vivre.
Assurément, il serait important de multiplier des Bonaventure. Mais pourquoi est-ce si difficile, voire impossible ?
Peut-être parce que le capitalisme fou qui est en train de détruire les conditions même de la vie sur cette planète n'est pas franchement d'accord ?
Jadis, le mouvement ouvrier avait compris, via les universités populaires, que son émancipation passait par son auto-éducation.
Nous en sommes toujours là. Il n'y aura pas de révolution éducative sans révolution sociale (et vice versa).
Alors, s'il te plaît, dessine-moi un mouton, mais n'oublie pas le Kalachnikov!

Jean-Marc Raynaud

Les anarchistes et L'ÉDUCATION

Mais pourquoi donc les anarchistes, plus que d'autres courants du socialisme, se sont-ils toujours intéressés à l'éducation ? Ce court texte se propose d'apporter, non pas une réponse exhaustive, mais quelques éléments de réflexion sur cette question centrale dans les pratiques et les théorisations libertaires.

La première raison à cet intérêt permanent est l'inscription du mouvement libertaire dans une tradition humaniste radicale et philosophique dans la filiation de Rabelais, Montaigne, Rousseau, Pestalozzi, Condorcet, Godwin… et par la suite dans une réflexion éducationniste engagée par Fourier, Considérant, Le Français… ce qui eut pour conséquence directe que la plupart des théoriciens anarchistes s'intéressèrent à l'éducation et produisirent sur elle quelques réflexions comme le firent Proudhon d'abord puis Bakounine, Kropotkine, Reclus et bien d'autres. Tradition intellectuelle et révolutionnaire qui donna lieu à de fortes réflexions pédagogiques comme celles de Guillaume, Pelloutier, Thierry, Robin, Faure, Ferrer et à de significatives réalisations emblématiques comme l'orphelinat de Cempuis, La Ruche, les Écoles modernes ou d'autres moins connues comme les écoles libertaires de Hambourg ou l'Avenir social animé par Madeleine Vernet. Tradition et intérêt jamais démentis et qui perdurent jusqu'à aujourd'hui avec l'école Bonaventure, il y a quelques années, le lycée autogéré de Paris (LAP) ou la Dionyversité à Saint-Denis aujourd'hui. Ce qui est à souligner, c'est l'intérêt des anarchistes pour tout type de public, des enfants de Hambourg ou de Barcelone, des orphelins d'Epône, des jeunes gens du LAP, aux travailleurs et aux chômeurs des Bourses du travail et des athénées mais aussi pour tout type d'enseignement, généraliste dans les écoles et les universités populaires ou professionnels dans les Bourses du travail ou à la Ruche. Réalisations qui visent à rappeler que l'éducation doit être intégrale, qu'elle doit, sans hiérarchisation des savoirs, permettre de développer autant la main que le cerveau, autant l'individu que la capacité de celui-ci à coopérer collectivement dans l'égalité.

Ce qui probablement explique aussi pour une part cet attrait pour la chose éducative des libertaires, c'est probablement leur méfiance absolue sur les capacités de l'État, outil de domination par essence, à favoriser un partage réel des savoirs et à élaborer des processus pédagogiques visant à produire de la conscience et de la liberté. État auquel les autres courants du socialisme souhaitent déléguer l'éducation et confier les enfants à des fins le plus souvent de production d'un individu nouveau, idéal et normé que les anarchistes refusent. Pour eux, un principe fondamental, ne jamais laisser (autant que faire se peut) les apprenants aux mains des représentants de la domination (État, Église, patronat…). Un autre élément d'explication est sans doute lié au constat évident que les enfants d'aujourd'hui sont les acteurs sociaux de demain. Il convient donc, en partie par l'éducation libre, de favoriser l'autoconstruction d'adultes libres gestionnaires d'une société de la liberté et de l'égalité économique. Ce qui a pour conséquence d'articuler étroitement les méthodes et les modalités d'apprentissage au projet et aux fonctionnements sociétaux à construire. Ceci autant dans les lieux formels d'éducation (école, formation professionnelle, université…) que dans les autres espaces éducatifs non formels ou informels (rue, terrain de sport, syndicat, association….).

En bref, coopérer à l'école et ailleurs, travailler les savoirs, se les approprier aujourd'hui pour autogérer demain. Aux structures d'éducation donc, en toute cohérence idéologique, de pratiquer, comme le proposait déjà Albert Thierry, l'action directe pédagogique afin de réaliser l'action directe sociale.

Hugues Lenoir

Quand les « maîtres » rêvaient aussi de S'ÉMANCIPER !

Étymologiquement, le mot « pédagogue » désigne ce serviteur chargé de conduire les enfants à l'école, jusqu'au « magister », les aidant à porter leur matériel scolaire. S'il lui est confié la belle tâche d'accompagner l'enfant sur le chemin qui mène aux savoirs, il n'en demeure pas moins un esclave… qui rêve lui aussi d'émancipation et peut-être de sentiers buissonniers.

Longtemps, cette position de dépendance définira le statut d'instituteur[1] : dépendance financière (on se souvient de la première phrase des *Mots,* l'autobiographie de Jean-Paul Sartre *:* « *En Alsace, aux environs de 1850, un instituteur accablé d'enfants consentit à se faire épicier.* »), mais aussi, et peut-être surtout, dépendance politique vis-à-vis des notables, du curé, puis de l'État, lorsque les enseignants deviendront fonctionnaires. Les règlements des premières Écoles normales ne font alors pas dans la demi-mesure : « *Me conformer, aussi sincèrement que ponctuellement, au règlement de la maison et le trouver bon ; quel qu'il soit, afin de m'exercer à l'esprit et à l'habitude de la soumission et pouvoir un jour exiger l'obéissance à mon tour.* »
Le XIXe siècle est ponctué de différentes tentatives pour s'organiser[2], mais il faudra attendre les premières années du siècle suivant pour que les espoirs militants se concrétisent. C'est dans la foulée de l'affaire Dreyfus qui ébranle la confiance dans les institutions républicaines (son armée et sa justice, bien sûr, mais aussi son école) qu'une génération de jeunes institutrices et instituteurs se forge une conscience politique et sociale. Au sein des « Amicales », ces associations professionnelles chapeautées par l'administration (souvent présidées par l'inspecteur ou le recteur lui-même), qui prônent la collaboration et la soumission, de jeunes adjoints, en conflit avec leurs directeurs autoritaires, s'organisent et créent des « Émancipations ». De l'Amicale à l'Émancipation, le programme n'a pas besoin d'être développé… Ces dernières vont se détacher de la tutelle du corporatisme amicaliste et de celle de l'administration – qui finalement sont peu ou prou les mêmes !

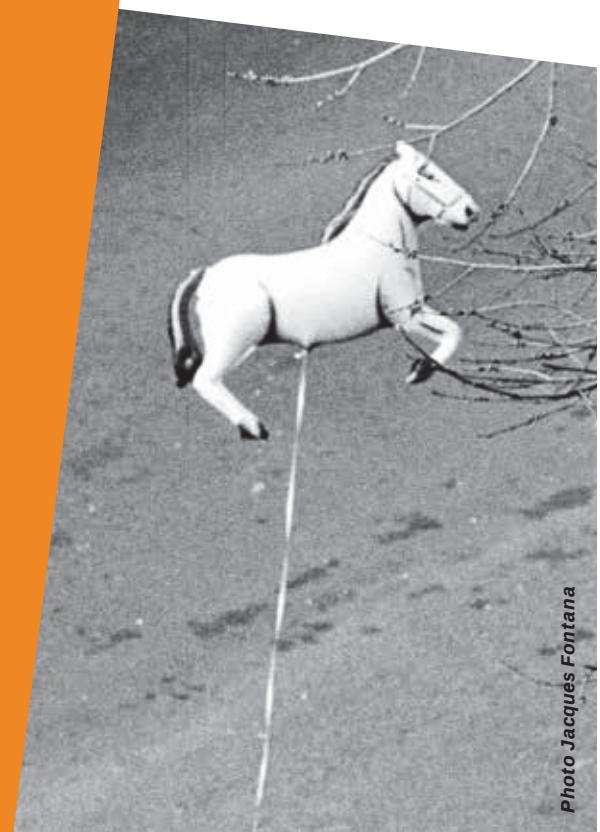


Photo Jacques Fontana

1 Le nom d'instituteur apparaît sous la Révolution française.
2 L'une d'entre elles, l'Association fraternelle des instituteurs et institutrices et professeurs socialistes de 1849 est présentée par Hugues Lenoir dans *Pour l'éducation populaire*, éditions du Monde libertaire.

Constatant que leur projet d'émancipation est inconciliable avec la hiérarchie, ces groupements s'autonomisent et – malgré l'interdiction qui frappe alors tous les fonctionnaires («*L'autonomie des fonctionnaires a un autre nom ; elle s'appelle l'anarchie ; et l'autonomie des sociétés de fonctionnaires, ce serait l'anarchie organisée.*», circulaire du ministre de l'Instruction publique Eugène Spuller, 20 septembre 1887) – se transforment en syndicat. Malgré tout, une certaine tolérance accompagne la naissance de ces premiers syndicats... La « guerre » ne sera véritablement déclarée que lorsque ces instituteurs vont annoncer leur intention de rejoindre la sulfureuse CGT. «*Par leurs origines*, écrivent-ils dans le Manifeste des instituteurs syndicalistes du 26 novembre 1905, *par la simplicité de leur vie, les instituteurs appartiennent au peuple. Ils lui appartiennent aussi parce que c'est aux fils du peuple qu'ils sont chargés d'enseigner. Nous instruisons les enfants du peuple, le jour. Quoi de plus naturel que nous sonnions à nous retrouver avec les hommes du peuple, le soir? C'est au milieu des syndicats ouvriers que nous prendrons connaissance des besoins intellectuels et moraux du peuple. C'est à leur contact et avec leur collaboration que nous établirons nos programmes et nos méthodes.*»

Révocations, mises à pied se succèdent... mais cette répression aura aussi raison des réticences ouvrières. Car, si l'école de la bourgeoisie – qui a remplacé selon l'expression alors utilisée dans la presse militante le culte de Dieu par celui de la patrie et du coffre-fort – est honnie, ses représentants, les instituteurs, ne sont pas forcément mieux acceptés.

À l'heure où les syndicats ouvriers envisagent de créer leurs propres écoles primaires – sur le modèle par exemple de celles de Ferrer en Espagne - l'arrivée de ces fonctionnaires n'est pas, au départ en tout cas, forcément bien accueillie.

C'est pourtant leur présence au sein des organisations ouvrières qui va marquer profondément l'histoire de la contestation sociale et pédagogique de l'école.

Convertis au syndicalisme révolutionnaire, l'arme de la grève leur est interdite ; mais, ils ne la revendiquent pas non plus, comme l'écrivent Émile Pataud et Émile Pouget dans *Comment nous ferons la révolution :* la place des instituteurs révolutionnaires n'est ni dans la rue ni sur les barricades, elle est en classe.

C'est donc vers un autre principe du syndicalisme révolutionnaire qu'ils se tournent : l'action directe qu'ils s'efforcent alors d'appliquer à la pédagogie, suivant les réflexions d'un des leurs, Albert Thierry.

C'est donc au sein de l'institution qu'ils mènent leur combat pour contre carrer la propagande nationaliste, capitaliste, l'enseignement de l'obéissance... Non pas en employant les mêmes méthodes grossières de bourrage de crâne mais en imaginant une éducation à la liberté, une pédagogie de l'émancipation individuelle mais surtout collective. Dans un système éducatif de ségrégation sociale (une école pour le peuple, l'école primaire, et une école pour les riches, collège et lycées) leur refus de parvenir est sans concession. Ils dénoncent la méritocratie républicaine qui fait croire que, selon la formule de Jean Foucambert, «*l'école sera d'autant plus "démocratique" qu'elle permettra à un plus grand nombre de dominés de rejoindre le camp des dominants*»...

L'école émancipée, telle est leur ambition, et ce sera le *credo* de leur revue, fondée en 1910, mêlant l'actualité des luttes sociales dans et hors de l'école, les revendications professionnelles et l'expérimentation pédagogique. C'est par exemple dans cette revue, à laquelle il participera pendant dix ans, que Célestin Freinet, lui-même adhérent à la Fédération unitaire de l'enseignement, puisera ses sources d'inspiration pédagogique et trouvera ses premiers compagnons pour lancer son mouvement.

Les Amicales, qui se sont fondues dans la réformiste CGT après la scission de 1922, sont les lointaines ancêtres de nos syndicats institutionnels. D'autres, s'inspirant de l'héritage des «Émancipations», explorent les chemins de la lutte et de la pédagogie rêvant de libérer les enfants en se libérant eux-mêmes...

Grégory Chambat
CNT éducation,
membre du comité de rédaction de la revue *N'Autre école*,
auteur de *Pédagogie et révolution* (éditions Libertalia)
et de *Apprendre à désobéir, petite histoire de l'école qui résiste*
(éditions CNT-RP).

QUESTIONS DE CLASSE(S)
Lire, écrire… LUTTER

Appel à soutenir le lancement du site coopératif d'informations sociales et pédagogiques « Questions de classe(s) »

Acteurs de l'éducation : parents, travailleurs, chercheurs, issus de différents horizons associatifs, pédagogiques, syndicaux, etc., nous pensons que les questions scolaires et éducatives (au-delà de l'école) sont des questions sociales.
Notre pari est de proposer un espace alternatif et sans esprit de concurrence au service de tous ceux et celles qui luttent pour changer la société et son école.
« Questions de classe(s) », c'est d'abord un site où chacun peut informer, débattre, populariser ses luttes, mutualiser ses pratiques et ses réflexions.
« Questions de classe(s) », c'est aussi l'expression d'une démarche collective de mise en commun des points de vue sur l'institution scolaire et plus largement l'éducation, au travers de contributions collectives ou individuelles.
Groupes, associations, syndicats, mouvements pédagogiques, collectifs de luttes ou individus ont besoin de lieux de convergence et de débat. Partant de ce constat, « Questions de classe(s) » se veut un site Internet coopératif autour des luttes sociales et des pratiques pédagogiques visant l'émancipation.
Nous pensons qu'il y a une grande similitude entre ce sur quoi se fondent et s'appuient toutes les alternatives, quels que soient les champs sociaux, économiques, politiques dans lesquels elles se développent ou tentent de se développer, comme il y a une grande similitude dans les obstacles et les résistances qu'elles rencontrent.
Nous pensons qu'il y a un lien intime et nécessaire entre pédagogie et lutte sociale et que les réflexions, les luttes et les pédagogies s'écrivent, se partagent.
Vous pouvez déjà assister à la construction du site sur www.questionsdeclasses.org (lancement officiel prévu le 1er mars).
Nous vous invitons à soutenir et relayer cette initiative en vous joignant aux signataires de l'appel (envoyer un mail à contact@questionsdeclasses.org).

COLLECTIF D'ANIMATION :
Laurent Ott (pédagogue social, chercheur en travail social philosophe), François Méroth, (militant associatif, Haute-Savoie), Grégory Chambat (professeur en collège, comité de rédaction de *N'Autre école,* CNT éducation 78), Bernard Collot (ex-instituteur-apiculteur), Irène Pereira (enseignante en philosophie, SUD Éducation), Nicolas Hernoult (professeur des écoles, militant à SUD éducation 92), Fabien Delmotte (CNT-Solidarité ouvrière, association Autre Futur, doctorant et enseignant en philo), Jean-Louis Cordonnier (GFEN), Jean-Pierre Fournier (comité de rédaction de N'Autre école), Steven Masson (enseignant et militant syndical SUD éducation dans la Drôme), Nada Chaar (professeur d'HG, doctorante en sociologie), François Spinner (comité de rédaction revue *N'Autre école*, SUD Éducation 91), Ugo Palheta (sociologue de l'éducation et membre du comité de rédaction de la revue *Contretemps*), Éric Zafon (comité de rédaction de *N'Autre école*), Dupont Franck (maitre G en RASED, membre de SUD Éducation, du Collectif RASED 62, administrateur du site RASED en Lutte), Amadéi Henri (*Émancipation*, syndiqué au SNESup-FSU), Éric Dussart (professeur des écoles, CNT Éducation 59/62), Jean Rumain (« PsysColère » et adhérent SUD *é*ducation), Charlotte Nordmann (essayiste et traductrice), Jean Foucambert (AFL)

LOCZY
ou le MATERNAGE INSOLITE[1]

Les pratiques éducatives à la pouponnière Loczy peuvent inspirer les personnes en recherche d'un rapport différent entre adultes et enfants. À Loczy, on ne défend pas ouvertement une égalité dans la relation entre l'adulte et l'enfant. Pourtant, on y constate l'absence de domination de l'un sur l'autre, et une forme d'éducation pensée pour éviter de blesser, humilier, dévaloriser, faire plier l'enfant.

C'est Emmi Pikler, une pédiatre hongroise qui, dans les années 1950, a créé cette pouponnière. Sa volonté alors n'était pas de fabriquer des révolutionnaires. C'était de permettre à des bébés, dont le début de vie a été marqué par des événements traumatiques (abandon, maltraitance...) de continuer à se développer et à se construire en tant que personnes. Elle souhaitait promouvoir une autre vision du bébé considéré comme une personne capable d'initiatives, bien que dépendant de l'adulte. Elle désirait également développer une pratique éducative originale basée sur la liberté d'action laissée à de tout jeunes enfants.
Emmi Pikler a révolutionné les rapports adultes-bébés. Loczy devient au fil des années un centre de recherches sur l'éducation de touts petits en collectivité, qui rayonne aujourd'hui dans le monde entier et influence la pédagogie des structures d'accueil des jeunes enfants type crèche, pouponnières...

1 *Loczy ou le maternage insolite* – ouvrage du Dr Myriam David et Geneviève Apple, édition Scarabée cemea-1973.

La non-directivité et la liberté de mouvement et d'expression

Emmi Pikler pensait que tout petit déjà, on pouvait orienter l'éducation d'un enfant de façon à en faire un adulte autonome, responsable qui sait se positionner sur ce qu'il vit, et non une personne corvéable à merci, manipulable, qui n'a d'avis sur rien. Elle met en pratique à Loczy des principes de non-directivité dans l'éducation des touts petits, qui remettent entièrement en question la position de l'adulte éducateur qui amuse, manipule le bébé au gré de ses fantaisies sous prétexte de satisfaire ses besoins, et du bébé, marionnette, passif aux mains de l'adulte. À Loczy, le bébé est libre de ses mouvements dans toutes les situations même au cours des soins durant lesquels l'adulte lui laisse la possibilité de prendre des initiatives, et attend de lui une coopération active. Elle part du principe que même s'il ne parle pas, il a une parole qu'un adulte attentif doit percevoir et respecter. Le bébé bien que dépendant des soins que lui prodigue l'adulte, devient acteur dans une relation humanisante, respectueuse de sa personne.
Elle met en avant «l'activité autonome» de l'enfant. Elle montre que si l'adulte tient compte de ses réactions, ses manifestations et le laisse participer activement lors des soins quotidiens (change, repas, le bain, l'habillage), le bébé peut en dehors de ces soins vaquer à ses occupations de façon autonome sans intervention de l'adulte. Pour elle, la non-directivité de l'adulte et l'activité autonome du bébé lui permettrait de faire l'expérience de ses propres limites, avoir une meilleure connaissance de lui-même et faire preuve de créativité pour influencer le monde qui l'entoure. Dans le film «*Loczy ou une maison pour grandir*»[2], les témoignages des adultes qui ont passé leurs premières années de vie à Loczy sont surprenants par le recul dont ils font preuve par rapport à leur vie, leurs réussites, leurs échecs, leur choix et par la confiance qu'ils ont en eux.
Le bébé qui vient de naître, laissé dans son lit, fait preuve alors

2 Un film de Bernard Martino (2000 - France - 170 minutes), où le réalisateur retrace le contexte historique, culturel et pédagogique dans lequel cette institution est née.

d'une activité intense et dévoile progressivement ses compétences sans avoir besoin de l'adulte. Plus tard lorsqu'il sait se saisir des objets, il sera installé sur le dos par terre et pourra se mouvoir librement à son rythme, et en grandissant, changer de position, se déplacer, se mettre debout. L'adulte est alors présent pour l'aider à y parvenir seul en créant les conditions nécessaires pour cela. Le bébé est entouré de matériaux simples qui deviennent par la créativité de l'enfant de multiples occasions de jeux et d'éveil : bassines en plastique, anneaux de rideaux, morceaux de tissus, balles... qui sont proposés par l'adulte en fonction des goûts, des intérêts et des possibilités de chaque enfant. Il n'y a pas de jouets à effets sonores ou visuels souvent à piles comme dans nos crèches et dans nos magasins de jouets. Ils stimulent inutilement les sens de l'enfant, le mettent dans une situation passive et hypnotique, qui peut jouer par la suite un rôle important dans son engouement pour la télé. En plus de cela ces jeux ont une durée de vie limitée, au plus grand bonheur de notre société de consommation.
À Loczy, le rôle de l'adulte est celui d'une personne bienveillante qui laisse l'enfant aller à son propre rythme, ne hâte pas son développement, et n'intervient pas directement dans son activité.

Une confiance et un respect du rythme de chacun dans les apprentissages

Les conceptions locziennes de l'éducation du tout-petit sont en rupture avec les pratiques éducatives courantes, qui tendent souvent vers du dressage. Dans nos sociétés, les enfants doivent se montrer très tôt compétitifs et productifs. Et même si depuis la moitié du XXe siècle l'on n'emmaillote plus le bébé, les adultes le mettent souvent dans des positions qu'il ne maîtrise pas et où il se trouve en difficulté pour agir. On veut sans cesse hâter son développement. Il doit vite apprendre à s'asseoir, se mettre debout, à marcher plus tôt que son voisin. Dès son plus jeune âge, que ce soit à la maison ou dans les structures d'accueil, on lui propose une multitude d'activités d'éveil censées développer chez lui telle ou telle compétence ou qui consiste souvent en la

Photo Jacques Fontana

fabrication d'un objet : une étoile en pâte à sel pour Noël, un dessin pour maman... qu'il n'a souvent pas la possibilité de refuser car il veut faire plaisir à l'adulte. L'enfant sent que c'est important pour ce dernier et se conforme à ses attentes.

À Loczy, on est également loin de la méfiance que l'on entretient à l'égard de nos enfants tout jeune. La relation adulte enfant est basée sur la confiance de l'adulte en la capacité de l'enfant d'être acteur de son propre développement et de son éducation. La transgression des règles par les enfants n'y est jamais soumise aux reproches, encore moins aux punitions. Elle est seulement verbalisée par l'adulte, qui indique les conséquences de cette transgression avec douceur. L'adulte montre clairement à l'enfant qu'il a confiance en sa capacité d'entendre et de se remettre en question quand ça a du sens pour lui, mais qu'il lui faut du temps pour intégrer les règles.

En tant qu'anarchiste, je ne peux être que sensible à cette approche. À chacun selon son rythme et ses intérêts personnels ! L'égalité entre éducateur et éduqué se retrouve dans le fait que l'éducateur ne profite pas de son expérience et de la possession d'un savoir pour asseoir un pouvoir sur l'éduqué et fait en fonction de ses demandes, de sa participation, de son rythme d'apprentissage. Au final, ils sont censés s'apporter et s'influencer l'un et l'autre !

L'influence de Loczy dans les mentalités et ses limites

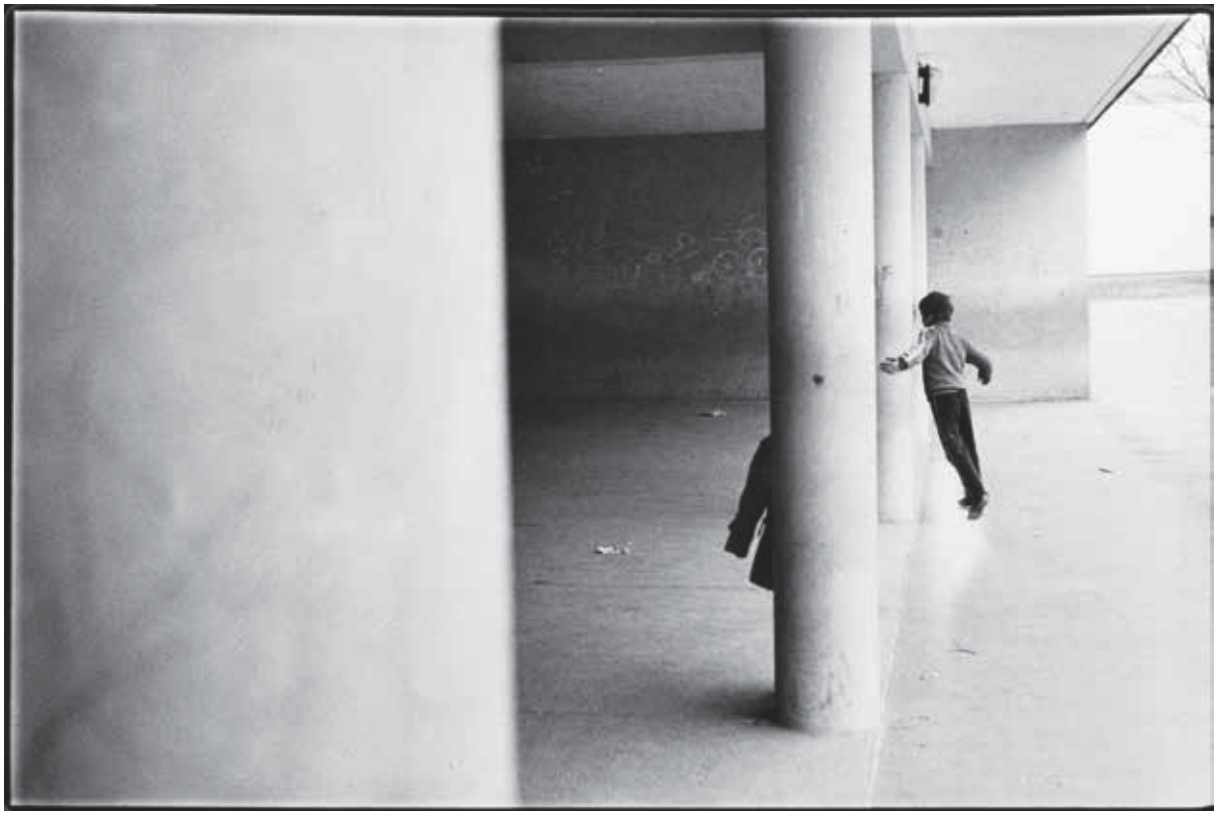
En France, le projet de loi sur la délinquance nous en dit long sur la méfiance que nous entretenons vis-à-vis de nos enfants. Car même si la loi n'est pas passée, des traces sont présentes dans les mentalités. Le personnel des crèches ou les parents dissimulent souvent mal leur inquiétude face à toutes formes de comportements agressifs, considérés comme laissant présager une future graine de délinquant. Et les diagnostics hâtifs tombent comme un couperet : un enfant de 2 ans peut très vite être catalogué comme futur psychopathe ou hyperactif. Alors qu'il s'agit souvent d'une défaillance de l'adulte qui attend trop de l'enfant ou qui n'a pas été assez à l'écoute de ses besoins et de ses demandes.

La plupart des projets pédagogiques en crèche notamment mettent en avant certains principes éducatifs comme la liberté de mouvements, le respect du rythme de chacun, l'autonomie, la position de l'enfant acteur de son éducation. Pourtant comme pour la déclaration des droits de l'homme, ce ne sont que des déclarations de principes ! La réalité est bien différente sur le terrain. Dans les faits le rapport de domination de l'adulte sur l'enfant demeure ! L'application de ces principes nécessite comme à Loczy, de la part du personnel, un véritable travail de réflexion et de formation en équipe pluridisciplinaire composée de psychologues, pédiatres, éducateurs. Les nurses qui s'occupent directement des enfants bénéficient de temps d'échanges d'observations, et de formation qui sont souvent l'occasion de déconstruire leurs propres représentations de l'enfant et de l'éducation, de prendre du recul vis-à-vis de situations qu'elles rencontrent. Nous n'avons pas ce genre de formation et d'accompagnement dans nos structures. D'autre part, l'application de ces principes nécessite de la part de l'adulte de renoncer à ce qu'il a intégré dans l'enfance, à savoir un certain pouvoir sur l'enfant et un certain contrôle sur ses actes, ses comportements et ses apprentissages. Le « C'est l'adulte qui décide » a encore de beaux jours devant lui ! Et même si l'« éducateur » est averti et conscient, il ne doit pas faire l'économie de ce travail de déconstruction.

L'expérience de Loczy constitue aussi une avancée dans la prise en compte de la parole des bébés et des jeunes enfants. Ce peut être un apport pour notre future société anarchiste dans la manière d'envisager la place des personnes dépendantes (personnes âgées, handicapées...) qui, du fait de leurs capacités de communication limitées et de leur faible autonomie, sont souvent dépossédées de leur parole et de leurs idées. Elle peut aussi apporter des réponses quant à la nécessité de garantir leur autonomie et leur liberté d'expression.

Même si Loczy participe à l'évolution des mentalités, c'est aujourd'hui un genre de laboratoire expérimental qui ne représente pas une menace pour le système. Il n'y a aucune volonté des pouvoirs publics de doter les structures de moyens suffisants pour que l'application de ce genre de projet se généralise. Et même si les méthodes utilisées à Loczy étaient étendues à toutes les structures en charge des jeunes enfants, elles demeureraient des îlots de résistance. Elles ne pourraient prétendre, seules transformer les rapports humains vers l'égalité tant souhaitée par les anarchistes. La famille, l'école, la publicité, la télé, le salariat se chargeraient par la suite de rétablir la docilité, la passivité, nécessaires à la survie de notre société capitaliste. Du coup, changer le système éducatif est une véritable nécessité, mais seule une transformation radicale de la société peut aboutir à l'émancipation totale des personnes.

Muriel
(Groupe Gard-Vaucluse)



Photos de Jacques Fontana

Promouvoir UNE ÉDUCATION ÉMANCIPATRICE, une préoccupation toujours d'actualité ?

On pourrait croire qu'avec l'accès aux établissements du secondaire du plus grand nombre et le développement des technologies de l'information, on assisterait à une certaine harmonisation des niveaux d'études et à une baisse des discriminations sociales au sein de l'Éducation nationale.
Cependant, comme le montrent de récentes études sociologiques, l'école est encore et toujours le lieu de la reproduction sociale et de la normalisation de la pensée.
Dans « *La Nouvelle école capitaliste* »* les auteurs démontrent que les récentes réformes ont aggravé une réalité déjà présente.
« *C'est la concordance, à partir des années 1980, des attaques de la droite néolibérale contre l'État providence et de la promotion de nouvelles formes de management dans les entreprises qui a permis de concevoir un vaste programme de réformes touchant tous les services publics… Les contraintes du capitalisme néolibéral sont ainsi progressivement introduites dans le fonctionnement des systèmes éducatifs au moyen de nouvelles normes institutionnelles dont les réformes sont porteuses… C'est un nouveau régime salarial qui s'instaure et impose sa norme au monde de l'éducation : former des individus adaptables et des personnalités fluides… Les mutations présentes sont le résultat de conduites sociales, lesquelles sont pour une large part favorisées ou stimulées par des cadres institutionnels ou des situations objectives. C'est ainsi que l'on perdrait beaucoup à oublier que les systèmes éducatifs sont l'enjeu de luttes entre les classes pour la reproduction des positions sociales les plus favorisées, ou à négliger la recomposition de pouvoir à l'intérieur même du champ de l'éducation.* »
Pour autant, renoncer à transformer l'école en arguant d'une trop grande prégnance des réalités socioculturelles des familles revient à s'en remettre à un destin inéluctable et à condamner les enfants à un avenir déjà bouché avant même d'avoir vécu.

Ici et là, des enseignants et éducateurs résistent toujours

Si l'école ne peut pas tout, elle peut, en plaçant l'enfant et le jeune comme auteur et sujet, se garder de le préparer à une acceptation inéluctable d'un parcours et d'une orientation tous tracés. L'école, en développant des savoirs artificiels, considérés par beaucoup comme inutiles parce qu'éloignés de la vraie vie, augmente le fossé entre la culture familiale et la culture scolaire. Ce qui ne veut pas dire que l'enseignement alternatif devrait se contenter de savoirs non conceptuels ou de compétences servant dans la vie pratique, mais que les savoirs à acquérir doivent prendre du sens dans la vie de celui qui apprend.

Le sens du savoir

« La méthode naturelle d'apprentissage », chère à Célestin Freinet, permet de partir de l'expression et de la création de l'enfant pour construire, avec les autres et avec l'enrichissement de l'adulte, des savoirs et compétences en relation avec les préoccupations des jeunes. Les conférences, exposés sont autant d'occasions de mettre l'élève en situation d'auteur et de transmetteur.

La coopération

Dans les classes coopératives, mises en place dans des modes d'éducation alternatifs (Pédagogies Freinet, institutionnelle, Decroly, Montessori) on constate que les élèves ne sont pas mis en compétition les uns par rapport aux autres et que l'apprentissage par et pour tous-tes est valorisé. L'apprentissage de la vie en société, l'éducation au civisme partent de situations vécues et non comme une norme à appliquer. Les règles sont construites collectivement, il est institué une régulation de la vie de groupe (réunions de classes, coopératives, conseils…).

Remise en cause du statut de l'enseignant

L'adulte est un passeur qui crée les conditions de cette appropriation par l'enfant. Il est sûr que cela suppose un certain « lâcher-prise » qui n'est pas évident pour tous. Néanmoins, celui qui veut modifier les conditions d'enseignement doit accepter de renoncer à une part de son pouvoir au profit d'une appropriation progressive par les élèves de la marche collective de la classe. Si la classe est rarement un lieu de pure autogestion, du fait de la différence de statuts entre les adultes et les enfants, elle peut devenir un lieu d'apprentissage de la responsabilité et du dépassement de soi et de ses seuls intérêts. L'élève qui a une responsabilité doit penser aux autres, se mettre à la place de, concevoir que le pouvoir qui lui est donné à un moment donné est lié au respect de certaines règles et ainsi comprend mieux les enjeux de la vie collective.

Remise en cause des modèles normés

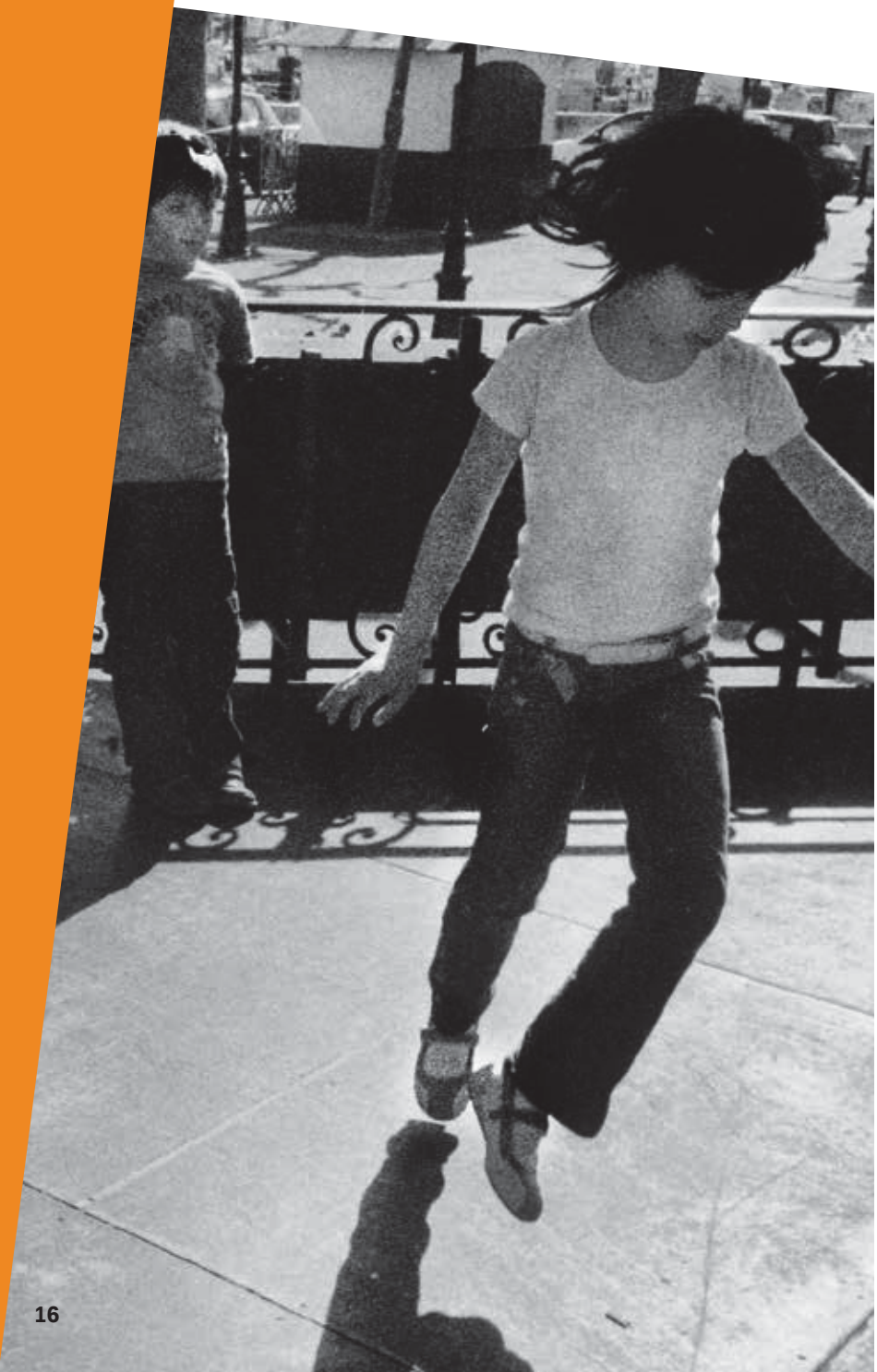
L'égalité « garçon-fille » peut s'épanouir dans la rotation des tâches et des responsabilités ainsi que par la valorisation de tous types de connaissances (marchés de connaissances, exposés…). Une éducation polyvalente ou intégrale donne à tous et toutes, à tour de rôle, l'occasion d'être celui qui sait, qui transmet (le « fort » en dessin, en techno, en sport…) est à un moment donné valorisé. Les cases réductrices dans lesquelles l'enseignement traditionnel classe les élèves explosent au profit d'une envie d'apprendre, de partager et d'une reconnaissance de chacun-e de ce qu'il-elle peut apporter au groupe.

Ne rien lâcher

Mettre en œuvre une telle pédagogie aujourd'hui, au sein d'une école traditionnelle, qui se veut compétitive et normative, n'est pas simple. D'autres, comme à l'école Bonaventure*, ont tenté de le faire en dehors de l'institution. Ce débat n'est pas tranché, il est peut-être moins urgent qu'à un certain moment. Cependant, accepter de reproduire l'existant en appliquant les contraintes établies par l'administration (fichage, livrets de compétence, socle commun, nouveaux programmes, et bientôt, nouveaux rythmes…) signifie que l'on accepte de rester dans l'inacceptable reproduction. On ne peut pas porter un tel rôle sans se poser des questions. Se poser des questions consiste déjà à résister. Résister à plusieurs, c'est se donner les moyens d'une nouvelle éducation émancipatrice à construire.

Virginie Benito
Groupe de Rouen

D'ores et déjà : L'ÉCOLE VITRUVE, lieu commun



"Plus d'hésitation : l'œuvre à fonder était trouvée. Il s'agissait de réunir 40 à 50 enfants en un vaste cercle familial et de créer avec eux un milieu spécial où serait vécue, dans la mesure du possible, d'ores et déjà, bien qu'enclavée dans la société actuelle, la vie libre et fraternelle : chacun apportant audit cercle familial, selon son âge, ses forces et ses aptitudes, son contingent d'efforts, et chacun puisant dans le tout alimenté par la contribution commune sa quote-part de satisfactions... L'éducation doit avoir pour objet et pour résultat de former des êtres aussi complets que possible... L'important, c'est que, à l'école, l'enfant apprenne à apprendre..."

Sébastien Faure,
Encyclopédie anarchiste

Parmi tous les gens qui ont voulu changer le monde, il y en toujours quelques-uns qui ont souhaité le changer tout de suite, enfin disons, en attendant, un peu, pour s'occuper, faire quelque chose de leurs jours. Il est évident que ça a eu le don d'énerver les autres. Les bouleverseurs patentés. Les maquignons du Grand Soir. Ceux qui voient ça en grand, toujours, dans les dimensions globales, et qui regardent les «commenceurs» avec un petit air de mépris railleur.

L'école Vitruve est un de ces lieux, parmi d'autres, où la mise en commun a tenté de prendre forme. Beaucoup de choses y auront et y sont encore essayées, mais malgré ses cinquante ans de vie, peu la connaissent. Atypique, on l'ignore ou on feint. On n'en comprend guère le fonctionnement, on s'étonne de sa durée. On croit savoir. Tâchons de chasser la buée.
Voilà comme ils se présentaient, tout à l'heure :

«*L'école Vitruve est animée et cogérée par une équipe d'instits selon des modes et des principes éducatifs différents dans le cadre du service public de l'Éducation nationale. Son projet éducatif s'attache à promouvoir la coopération et l'entraide mutuelle, l'ouverture vers la communauté scolaire et l'éducation par la citoyenneté et l'autonomie.*» [1]

J'ai, quelques temps, eu la chance d'y faire métier, au quotidien. Par goût de la diagonale, je voudrais sortir du cadre. Interroger les mots qui viennent à la bouche quand on répond : «Vitruve» à ceux qui prétendent vouloir bouger les choses, changer l'école, l'éducation, faire du neuf.
Décrire un tel lieu n'est pas simple. Si je dis, par exemple, que l'école Vitruve n'est pas une école comme les autres, qu'est-ce que je dis, en fait ? Je raconte ma petite histoire. Je fais un aimable récit, un bla-bla gentil, rebelle et original. Du genre que l'époque apprécie, finalement. Sur sa marge. Les médias, tout ça. Pour le contraste. Mais c'est faux, je raconte une histoire, un baratin, au mieux je parle le langage des dominants, j'utilise les mots qu'ils veulent et comme ils veulent, les mots qu'ils ont déguisés à leur guise.

Vitruve n'est pas une école comme les autres parce que les autres écoles n'en sont pas. Voilà la chose. L'école, en France, n'existe pas, c'est un bâtiment tout au plus, un amoncellement annuel de classes bien séparées, de gens bien séparées, gosses, adultes, tout ça triés, casés, notés, *classés.* Tout le monde sait bien qu'on vit chacun chez soi à l'Éducation nationale, avec le nom sur la vitre, le code (CE1b, CM2a...), des listes et la porte fermée. C'est même comme ça que disent les techno-gestionnaires et leurs robots informatiques : classes administratives.
Voilà ce qu'ils appellent *école*. Et ce n'est pas quelques sympathiques adeptes de l'alternative célestine qui pourraient dire le contraire. À part qu'ils sont, ces Robinsons, dans la caserne.
Il y a là de la matière à décoder. Si le système ment de la sorte sur les mots, c'est qu'il y a évidemment quelque chose à cacher, quelque chose à ne pas laisser faire, un négatif à maintenir sous le couvercle. Une autre possibilité. L'autre possibilité, c'est le mot lui-même : l'école. Et que, s'il y a quelque chose à fonder de véritablement novateur pour combattre l'échec de quelques-uns, l'ennui de tous les autres, cette nécrose éducative, si quelque chose est à faire, dès maintenant, c'est bien dans l'envahissement des lieux, dans leur mise en commun, dans l'installation collective, dans le *vouloir faire école*.

Et créer des lieux communs. Contre l'idiome dominant. De reconsidérer l'école, le lieu école comme un tout, comme le seul vrai ensemble accessible à tous, enfants et adultes, lieu de production de savoirs, de formations et d'émancipation. La bonne mesure, la juste dimension, possible, humainement possible, tout de suite.

Affinons le propos. Le projet de départ, à Vitruve, est bien de réfléchir et d'agir ensemble au niveau de l'école sur deux points : comment lutter contre l'échec scolaire et comment considérer l'enfant dans son rapport au monde. Autrement dit : comment produire des pratiques sociales et les conditions qui pourraient faciliter sa conquête des savoirs, son indépendance, son émancipation. Tant que notre humanité se mesurera à sa capacité incessante de transformer le réel, à tenter de modifier ce qui est *donné,* il sera de notre devoir d'agir sur le concret, d'ores et déjà, pour faire de la réalité du monde une aventure humaine. C'est un projet politique.
Ce qu'il ne faut absolument pas perdre à l'esprit, c'est que l'idée politique, le projet politique à Vitruve n'ont pas été réellement prédéfinis. Ils sont apparus en marchant. Encore une fois, pour filer la métaphore, cet organisme vivant, ce groupe d'adultes politiquement, pédagogiquement disparate, s'est installé dans un milieu, s'est adapté à son écosystème et s'en est nourri (tout en le protégeant) pour se transformer lui-même. On a agi sur lui et il a agi sur nous pour nous rendre mieux réactifs, plus réceptifs, plus inventifs, plus malins. On a inventé un lieu autant qu'il nous a révélés, enrichis, transformés.
Si projet politique il y a, il est donc apparu au fur et à mesure des rencontres, des contacts, des recherches, des ramifications possibles. Il a incorporé des événements, inattendus ou provoqués, qui sont devenus, dans un processus évolutif, des ressources, des appuis, du gain de temps. Il y a eu, comme dirait le biologiste Thierry Lodé, un avantage évolutif par l'équilibre des échanges avec le milieu.

Bien sûr, au départ, il y a, chez les instits qui composent ce «commun», l'énonciation de pistes, de questionnements, de souhaits, de valeurs, mais ce ne sont là que prétextes, induisant la nécessité de produire ce commun qu'est devenue l'école. On ne peut pas, pour répondre à l'ensemble des questions qui se posent alors, se contenter d'enseigner six heures par jour (ou moins) à destination de groupes d'enfants disjoints : il est nécessaire de globaliser,

1 *www.ecolevitruve.fr*

Photo Jacques Fontana

de mutualiser, à travers des rencontres d'enfants, de recourir à des « brisures de segments », de se réunir, de redistribuer temps et espace autrement.

« *Les apprentissages se déroulent de manière globale à travers des projets de production… Le lire, l'écrire, le compter, le parler… se retrouvent dans ce projet global. Les enfants sont, de fait, dans une pratique sociale du commun, du lieu commun, capables d'aborder l'école dans sa totalité. Ils deviennent familiers des lieux, du temps, des personnes qui s'y trouvent, des apprentissages personnels nécessaires. Ils peuvent les envisager. En connaître le plus possible…*
Se pose nécessairement le problème de la dimension de ce milieu. Il semble que le changement est possible quand l'individu est dans un rapport simple au commun et au projet de celui-ci (un individu en rapport avec 250 par exemple). Alors l'école devient un bien commun qu'il faut porter, protéger, mais aussi pousser à la rencontre de l'extérieur pour une pollinisation croisée qui va la fertiliser. Au-delà, il semble que cela devienne plus compliqué. »[2]

Aparté 1 : histoire

L'école Vitruve existe depuis une cinquantaine d'années. À la base, ce sont des militants pédagogiques, dans les années 1960, pour la plupart issus de différents courants de l'Éducation nouvelle, qui cherchent à mettre en œuvre leurs idées, issues de la Résistance, notamment les méthodes actives inventées dans le cadre de l'Éducation populaire.
Ces gens cherchent à investir des lieux et Robert Gloton, un inspecteur de l'Éducation nationale, militant du GFEN lui-même, parvient à convaincre sa hiérarchie de lancer une expérience pédagogique à grande échelle dans un coin reculé du 20e arrondissement de Paris : quarante classes expérimentales. Le 20e tout le monde s'en fout et Gloton se garde bien de parler d'école, au départ. Mais il fait en sorte de regrouper ces quarante classes sur quatre lieux géographiques bien déterminés.
Les instits de Vitruve ont bien investi un territoire, un lieu, un écosystème, plus ou moins bien servis par les hasards de l'histoire. Là, ils ont inventé, fabriqué des pratiques, produits des conditions pour *commettre* le projet de départ : faire école.

« *Inévitablement, les collègues inspecteurs de Robert Gloton ricanent et parlent d'une «"pédagogie des Folies Bergères". Les instituteurs de sa circonspection trouvent ses initiatives par trop dérangeantes et le font savoir. Le Syndicat national des instituteurs s'insurge contre le recrutement hors mouvement de "volontaires" et contre des innovations pouvant être considérées par les collègues "comme un désaveu objectif" des pratiques courantes. Soutenu par l'INRP (Institut national de la recherche pédagogique), Robert Gloton est convaincu qu'une pédagogie intégrant les idées de l'Éducation nouvelle dont celles de Freinet, mais s'adaptant aux conditions d'un quartier populaire d'une grande ville, est de nature à donner du sens à l'école aux yeux des élèves et à modifier la représentation que s'en font les parents.* »[3]

Tous ces militants avaient bien l'intuition, dès le départ, qu'il fallait aller vers la fabrication d'écoles et dépasser la classe, nouvelle, moderne ou pas. Cette intuition volontaire, Gloton en fait d'ailleurs le constat, dans un texte de la fin des années 1960 :

« *En réaction contre l'isolement traditionnel des classes au sein de l'établissement, tout est mis en œuvre pour traduire dans les faits ce principe fondamental : l'unité pédagogique n'est pas la classe, mais l'école.* »[4]

Prolongement

Il est de bon ton de moquer l'individualisme de l'époque et, en même temps, de vilipender tout ce qui, de près ou de loin, aurait à faire avec le mot «commun».
À Vitruve, il existe une vision globale de l'école chez chacun des instits qui y participent. Très vite, pour chaque individu, adulte comme enfant, cela devient un lieu appartenant à tous et dont tout le monde et chacun a la charge. Rien n'est jamais acquis. C'est un apprentissage constant, qui produit de l'imprévu, des nouvelles directions, des questions, de la recherche, des essais, toutes sortes de *décisions hésitantes*, c'est-à-dire des décisions évidemment partielles et provisoires, susceptibles d'être modifiées.
Dans la fabrication du «commun», on peut raisonnablement penser que le préalable n'est pas de faire des réunions, de produire des plans sur la comète, de réciter des théories pour se mettre d'accord autour de valeurs communes, mais *d'investir un lieu*.
Le projet politique, *a posteriori*, d'un tel lieu commun pourrait être également que l'individu, adulte ou enfant, en fin de compte, se développe dans ce genre d'école, améliore ses compétences, amplifie sa pensée, sa créativité et sa conscience au monde. Le commun n'entre pas en concurrence avec lui, il ne le diminue en rien, ne le restreint pas. Le commun devient une affaire personnelle. Un prolongement.
Ce n'est pas l'appartenance au groupe qui construit le commun, mais bien plutôt la gestion du lieu qui va amener une nouvelle réalité commune, et, étrange conséquence absolument pas préétablie : le commun vient « s'inscrire » dans le patrimoine de chacun. On est plus créatif, plus réactif, plus inventif. On gagne en liberté. Améliorant, par réaction en chaîne, le bien-être général. Ce sens du « lieu commun » est comme « un geste de plus ». Une nouvelle possibilité d'existence. C'est une pensée prolongée, ramifiée, communicante, une capacité de plus pour chacun de se situer au monde, dans le monde et avec les autres.

2 *«Vitruve, une école (hors) du commun», Ecorev n°39, printemps 2012*

3 *www.pacte-educatif.org*
4 *www.ecolevitruve.fr*

Moins parmi qu'avec. Le commun n'est pas seulement *plus que la somme des membres qui le composent*, il est bien plus, bien au-delà : producteur d'individus en extension.

Une autre des caractéristiques essentielles de l'école Vitruve est qu'elle s'est dotée d'une coordination en lieu et place de direction. On peut tout à fait la définir comme conséquence du «lieu commun».
Cette coordination a tout de suite été une fonction tournante entre les instits. Dans les trois autres écoles créées par Gloton dans les années soixante, il y a eu des directeurs militants, mais ça s'est écroulé dès qu'ils sont partis. À Vitruve, la coordination a permis que le système se reproduise. C'est une gestion collégiale avec un coordinateur tournant d'année en année, qui est un instit de l'équipe. Il/elle ne prend pas de classe, mais reste néanmoins en contact avec les enfants. Après cinquante ans d'expérience, on peut affirmer aujourd'hui que ce format de gestion et d'organisation est clairement un format viable et reproductible.

En quoi ce lieu commun est-il aussi celui des enfants ? Je cite :

«*Les enfants participent activement à la gestion de l'école. Parallèlement à la coordination adulte, il y a une coordination des enfants. Elle est apparue en 1979, en classe verte : un groupe d'enfants a été créé dont la mission était de gérer l'ensemble de la classe verte avec les adultes, puis, en revenant à Paris, on a investi cette expérience dans l'école.*
À côté de cette coordination il y a d'autres responsabilités, par exemple les ludothécaires, qui sont chargés de sortir à chaque récré la « boîte à jeux » et à gérer leur distribution ; les gestionnaires de flux, qui font en sorte que les descentes et montées d'escalier se déroulent dans le calme, car à Vitruve, pas de montée en rangs ; les médiateurs, qui sont chargés de faire la médiation entre des individus en conflit. Ils sont renouvelés chaque mois (comme les autres responsables, l'idée étant que tous les enfants prennent des responsabilités)… Le commun ne produit pas forcément que de la paix et de l'harmonie et n'empêche pas les conflits de surgir.
La désignation des responsables et des délégués peut se faire selon quatre modes démocratiques différents : le tirage au sort, le vote, la désignation par un secrétariat ou bien par les adultes. Depuis le milieu des années soixante-dix, une fois par semaine, il y a le "Conseil d'école" qui rassemble les délégués de chaque groupe et les coordinateurs, avec un adulte. Cette réunion est précédée d'une prévision d'ordre du jour. 90 % des sujets concernent la gestion de la cour d'école, des couloirs, des toilettes (problèmes dont on peut difficilement s'occuper quand on vit en classes isolées), mais, parfois, y sont aussi abordés des problèmes relatifs à l'amitié, au racisme, au sexisme… ça dure environ trois quarts d'heure à une heure. Un compte-rendu est ensuite diffusé, affiché, lu, étudié.»[5]

Que dire du métier qui conséquente au lieu commun ? Est-ce bien le même métier ? Et que penser d'une formation «extérieure» à celui-ci, au lieu-même où il est et se produit : l'école ?
D'après Viveret[6], l'éducation est «colonisée» par la logique de la formation, elle-même influencée par l'obsession du travail. Sur la question du travail justement, il évoque le glissement sémantique entre le *métier*, ce «ministère mystérieux» des origines, qui voit l'artisan, entre savoir-faire et plaisir de faire, se trouver dans une relation assez mystérieuse mais viable, vivante, vivable avec son objet de travail, et *travail*, cet instrument d'immobilisation voire de torture. Il rappelle que l'objectif historique du mouvement ouvrier (mouvement de l'ouvrage, de l'œuvre) était bien de "sortir du travail" pour accéder à l'*œuvre* et ne plus perdre sa vie à la gagner.
À Vitruve, le glissement n'est pas que sémantique. L'objet de travail, l'objet politique c'est l'école. Le métier qui en découle est un projet de vie. Faire classe ou faire école, s'agit-il, alors, du même métier ?

Constats provisoires

Premier constat

Le «commun», c'est bon pour tout le monde. Si le coopératif, le collectif, les projets, le commun, sont utiles pour les enfants, participent de leur émancipation et de leur conquête des savoirs et de l'esprit critique, on se demande pourquoi cela ne le serait pas aussi pour les adultes qui disent en avoir la charge.

Deuxième constat

Le «commun», c'est bon pour chacun. Le «commun» est partie prenante de l'individu et ferment de son développement. On pourrait jusqu'à risquer que le commun produit de l'individualité, un surplus d'individualité. Réhabiliter *commun* et *individualisme,* voilà un bel exploit pour tout de suite.

Troisième constat

Des lieux communs partout. C'est le lieu qui détermine le reste. La nature du groupe qui se constitue, «l'équipe» et ses modalités fonctionnelles sont tout au plus une conséquence organisationnelle du lieu.

Quatrième constat

On ne devient pas, on n'est pas des «organisations apprenantes», concept prétentieux et erroné, il faut renverser la formule : on est des apprentis qui nous organisons, adultes comme enfants.

«*Car, en s'organisant, on apprend qu'on est apprenti comme les gosses. On est à des niveaux différents d'eux puisque, évidemment, on a plus d'expériences, plus de savoirs, plus de connaissances. N'empêche qu'on est, quand même, des apprentis en train d'organiser quelque*

5 *«Vitruve, une école (hors) du commun», Ecorev n°39, printemps 2012*
6 Conférence de Patrick Viveret, Vitruve, 2012

Photo Jacques Fontana

chose, un projet, un lieu, un espace, un temps qui permettent d'améliorer l'apprentissage de tout le monde, nous compris. Après, il y a des réponses qui peuvent venir. Ce sont des réponses techniques, organisationnelles, politiques, facilitantes, des réponses logiques. Et provisoires. Friables, par bonheur : on peut en inventer d'autres. Mais comme on décrit toujours ce modèle d'organisation, ces réponses techniques d'abord, on croit que c'est ça qui a inventé le reste, défini le truc. Non ! C'est le sens qui a inventé la structure, pas la structure qui a inventé le sens.» [7]

Cinquième constat

«L'espoir des opprimés de retourner le savoir de la classe dominante pour en faire un instrument de libération est une illusion aussi profonde que de s'en détourner. Il n'y a rien à gagner à le recevoir, il y a tout à perdre à l'ignorer... Ce qui est essentiel, ce n'est ni la manière dont les savoirs se transmettent, ni la quantité de savoirs existants que les dominés pourraient s'approprier, mais les conditions dans lesquelles des savoirs nouveaux vont être produits au plan individuel comme au plan social... Le problème fondamental n'est pas l'accès au savoir mais l'accès à la production de savoirs. »[8]

Sixième constat

Équipe pédagogique, innovation, organisation apprenante, ingénierie éducative, nouvelles technologies, numérique[9] sont apparemment les mots-clés du modernisme éducatif. Cela devient une part non négligeable des discours officiels. Aussi bien, d'ailleurs, des secteurs avancés de l'Éducation nationale, les célèbres «pôles académiques de soutien à l'innovation» («pôles», rien qu'à dire, on frissonne...) que des différents groupes de l'Éducation nouvelle. Tout cela tient encore trop du discours et des vœux pieux. La classe, le cours, la matière restent l'unité de mesure, la hiérarchie à la clé. Aucun changement ou amélioration du système éducatif ne se fera à partir de ces dimensions-là. Il est aisé de remarquer que, depuis une trentaine d'années, la plupart des projets en cours ou des tentatives de constitution de vrais lieux communs (école, collège, lycée), débutent ou se sont déroulés, le plus souvent, de manière autonome, par la volonté de quelques-uns. Un jour, il a fallu commencer (cf. Fespi[10]).

Septième constat

Instit dans sa classe et instit dans une école, ce n'est pas (plus ?) tout à fait le même métier.

Aparté 2 : la petite marchande d'allumettes

Notre vieille expérience (qui a de l'expérience) ne fait pas que des envieux ou des adulateurs. La critique est toujours au rendez-vous et la bienvenue. Il faut bien assumer sa part de négatif. Ils sont en nombre ceux qu'on insupporte, et virulents parfois : quelques hiérarchiques, quelques administratifs, représentants du personnel,

7 «J'ai un module sur l'organisation apprenante», interview Vitruve, mai 2010.
8 «L'École de Jules Ferry», Jean Foucambert, AFL 2007
9 *«Nous créons un service numérique à destination des professeurs, afin qu'ils puissent échanger leurs bonnes pratiques.» Vincent Peillon, Le Parisien Magazine, janvier 2013.* Ouvrir les portes et travailler ensemble sur un lieu commun coûterait moins cher, monsieur le ministre.
10 www.fespi.fr

istes de tous bords, républicains, chercheurs, trouveurs, pédagos, anti-pédagos, curés, défroqués, personnel enseignant, socio-thérapeutes, ethno-méthodologues, parents déçus, citoyens, inconnus, connus, droite, gauche, voisins, passants, badauds… On y trouve aussi, parfois, de surprenants adversaires.

À quelque temps de là, une charmante anecdote s'est déroulée au moment de la rédaction du célèbre *appel de Bobigny.* Le contenu ne mangeait pas de pain et l'unité, alors, s'affichait plein pot : grand remue-ménage chez les pédagos, les syndicalos, les parents d'élèves, on allait voir ce qu'on allait voir. Sonnez hautbois, résonnez trompettes !
À peine rédigé, le truc dans les tuyaux, chacun d'affûter sa plume, pressé de signer… En attendant que ça aboutisse, cependant, chacun repart vaquer, de son côté, aux affres du quotidien.
Encore toute émue de sa future signature, une haute dignitaire de la pédagogie nouvelle (que nous appellerons Trorigolote pour que ça ne fasse pas trop sérieux) chargée régulièrement par son groupuscule de causeries éducatives, de symposiums subventionnés, de tribunes de formation et autres réjouissances pédagogiquement correctes, rentre au bercail. Elle cachetonne comme consultante (*Educational consultant*, conseillère pédagogique, en français) au sein d'un segment inspectorial de la hiérarchie du XXe arrondissement. Le Grand Soir peut attendre et il n'y a pas de sots métiers : il faut bien bouffer.
Les hiérarques, justement, ce jour-là, débattent des priorités académiques. Il y en a tant, et si contradictoires, qu'il faut bien, à trois, passer du temps à en traduire la quintessence. Trier. En ces heures sombres de l'obéissance, il convient de fonctionner donc, sans zèle mais conformément, c'est-à-dire : obéir, mais, aussi, parfois, surtout : faire obéir. Le labeur est fastidieux, ingrat, mais la suite de carrière est à ce titre.
Au bout d'une heure, tout est lu soudain, traduit, compris, calibré, applicable. Les IEN ont fini d'épuiser les directives, appris l'esprit, la lettre, l'ordre des mots, confronté les contenus, mesuré les risques et les dégâts collatéraux. On sent la pause nécessaire chez les cadres ; la secrétaire apporte le café… Chacun s'ébroue et c'est, dans ces instants, qu'il y en a toujours un sur les trois qui cherche à faire le mariole.

Pourquoi et comment «Vitruve» est venu sur la table, personne ne le sait. Il y a bien l'inspecteur en titre, peut-être, qui l'a ramené ou bien un entrefilet dans la presse qui fait jaser ou le besoin d'un pousse-café, qu'importe, le sujet est là, appétissant, bien que hors des balises de la politique académique. Allez, on s'lâche… «*Alors Vitruve, quelles nouvelles ?*». Genre : «*Mon pauvre vieux, t'as hérité de la patate chaude… Ils ne t'en font pas trop voir* ?»
Celui à qui on s'adresse et qui veut briller, tout de même, prétend vouloir brûler la chose, la griller, la consumer, la calciner, la rendre à Cendrillon.
«*Vitruve ? Il faudrait y foutre le feu !*» matamore l'obéissant chargé d'audaces. Ou, peut-être, juste : «*Vitruve, quoi Vitruve ? Tu ne veux pas qu'on y mette le feu ?*»
C'est alors que Mme Trorigolote, silencieuse jusque-là, car préparant, en lousdé, sa future conférence sur le long chemin qui reste à faire pour concevoir la mise en œuvre d'une véritable refondation de l'école afin de rendre chacun tous capable, ramène sa fraise, elle aussi, pour faire l'intéressante, et minaude : «*Je veux bien fournir l'allumette…*»

Cette histoire aurait juste mérité l'explication du sobriquet sous lequel la dame en question est désormais connue : *la Petite Marchande d'allumettes*. L'histoire dit autre chose. Elle dit vrai. Elle dit où nous en sommes.
Car le plus curieux n'est évidemment pas qu'on veuille brûler un tel lieu, chacun a bien le droit de se réchauffer l'insuffisance comme il veut pour supporter l'époque ; quelle importance ? Autodafés, bûchers, feux purificateurs, l'incendie se voit de loin. Finalement, on est en assez bonne compagnie : sorcières, hérétiques, diables, libres-penseurs, livres mal-pensants, savants audacieux…

Non, le plus questionnant est bien que ces propos aient été tenus et soutenus par une militante de la cause innovante. Signant toutes les pétitions qui passent. S'agitant dans les congrès, rêvant à voix haute de refonder l'école. Avant de refonder, madame, il conviendrait sans doute, déjà, de fonder…
Il est de notoriété (d'école) publique qu'il faut sortir l'école française de son échec, de son ennui, de la nécrose éducative qui est la sienne depuis si longtemps. Alors, que nous vaut tant de haine cul-cul clanesque ? Les pédagogies nouvelles auraient-elles froid ? Quelles questions derrière tout ça ?
N'y a-t-il pas là, tout bonnement, l'aveu d'un échec ? Quel est l'impensé ? Qu'est-ce que ces militants, tous généreusement impliqués dans ces mouvements pédagos, dans l'éducation au quotidien, dans des valeurs souvent sympathiques pour l'avenir et la vie en rose, pourraient nous présenter comme bilan ? Qu'ont-ils fait en réalité, à part *classe* ? Quels actes ? Quels dépassements ? Qu'est-ce que cent ans d'éducation nouvelle revendiquée auraient à nous montrer comme réalisations collectives ? Comme pratiques communes ? Où sont les avancées concrètes, les découvertes, les imprévus ? Pourquoi se contenter au quotidien d'accompagner ou d'accommoder le modèle dominant : la classe ? Et pas l'école tout entière, le lieu école ? Pourquoi rien, ni dans les pratiques, ni dans les propositions concrètes, ni dans les formations ne remet en cause ce modèle ?

Ou faut-il en conclure, dans cette mise à feu, que la réalité «Vitruve» dérange ? Vouloir voir disparaître un tel lieu commun, n'est-ce pas l'aveu de l'échec d'une pensée qui s'est toujours cantonnée à vouloir résoudre, comme tout le monde, les problèmes de *la* classe, de l'instit dans *sa* classe comme si cela avait jamais permis de résoudre «l'échec», comme si les enfants d'aujourd'hui, ne vivaient pas d'abord l'école dans sa globalité. Cramer Vitruve, n'est-ce pas dire que ce qui

est proposé là, aujourd'hui, dans cette école, ne peut pas exister, pour le moment, ailleurs. Qu'il faut en nier la possibilité, l'idée-même, que ça ne peut exister, pour l'instant. Ou pas comme ça. Que cette autre éducation, nouvelle, moderne, émancipée, libérée, ce qui compte, c'est juste d'y croire, pour plus tard. Juste un discours, des promesses. Une foi.

Et que si le machin Vitruve se permet d'exister, c'est que c'est un faux, un mirage, bourré d'erreurs, d'approximations, de compromis, que ça a trop duré et qu'il doit disparaître. D'où l'*autodafé*, cet «acte de foi».

Alors quoi ? Pourquoi la dame, elle a dit ça ?

Simplement parce que ces gens, dont elle est, n'ont jamais été capables de dépasser ce que la dominance leur propose. Ils sont les professeurs d'utopie qui croient nous reposer de notre quotidien médiocre. C'est bien l'utopie qui les ronge ; l'utopie, littéralement : ce lieu de *nulle part*, ce lieu-jamais, cette impossibilité, cet inaccessible, et qui doit le rester, pour ne l'atteindre jamais et y croire toujours, ce truc à curé défroqué, cette catéchèse, ce paradis politiquement correct. Et inutile. Ce non-lieu commun.

Leur bazar à eux, leur bazar pédagogique revendiqué, parlé, rêvé, réclamé, théorisé, vendu, proclamé, pétitionné, c'est pour plus tard et doit être parfait. Et, à Vitruve, rien n'est parfait ni abouti. Comme la réalité qui est inaboutie par définition. Vitruve, c'est imparfait, bourré d'erreurs, de conflits, d'engueulades, de choix, d'histoires, d'à-peu-près, d'essais, d'hésitations prolongées, de décisions hésitantes, d'imprévisibles découvertes, de ruses. Vitruve, c'est présent et imparfait, voyez-vous.

Mais ça existe !

Gérard Delbet

POUR EN SAVOIR PLUS

Les Commissions de Vitruve
Ouvrage collectif composé en 2008

Suffit-il de décréter l'égalité pour la faire ? Paul Robin
Film de Philippe Mérieu et Richard Hamon, 2001.

Vitruve, une école de la République
Film de Richard Hamon, 2002

On ne peut pas faire boire un cheval qui n'a pas soif
Film de Jonathan Duong et Maud Girault, 2009

Photo Jacques Fontana

OHL

L'ENFANT victime et prescripteur de pub

Être intégré dans un groupe, reconnu par ses pairs : c'est l'une des préoccupations les plus courantes chez les enfants. Mais l'identification au système de valeurs affiché par les adultes et aux moyens d'accéder au bien-être par la seule accumulation de biens de consommation, rend les enfants victimes. Ceux-ci, soumis au matraquage publicitaire et démunis de tout pouvoir sur leur vie par ailleurs, vont utiliser ce moyen de pression sur leur entourage et devenir à leur tour prescripteur d'achats.

Alimentation, jouets, jeux vidéo, mode vestimentaire... tout est bon pour fabriquer le futur consommateur. Sous prétexte de jouer « avec » l'enfant, en se mettant à son niveau dans la pub, on se joue « de » lui. Ce qu'on développe, c'est la dictature de la pub sur l'enfant. Paul Ariès parle de « *viol de l'univers des enfants* ».[1]
Les quelques chiffres cités par lui en 2006 sont consternants : en France, les enfants sont confrontés à 20 000 spots publicitaires par an. Il est dépensé entre 150 000 et 1 million d'euros pour un spot. Depuis trente ans, les dépenses des enfants doublent tous les dix ans. Il est dépensé 2 milliers d'euros grâce au pouvoir de prescription des enfants sur la famille.
Or, la pub interagit avec la conscience mais aussi l'inconscient, on définit des techniques de dressage des enfants. L'ensemble des modèles des familles ressemble au diktat des enfants, mais en fait de diktat, c'est celui des publicitaires.

Les industriels et publicistes s'en donnent à cœur joie, relayant les préjugés sexistes. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les catalogues de jouets ou de se rendre dans les grandes surfaces pour constater la présence de rayons roses ou bleus, jouets pour parfaites petites femmes d'intérieur ou valeureux guerriers, on croit rêver devant tant de mièvrerie réactionnaire ! Même des journaux, revues pour la jeunesse qui échappaient jusque-là aux discriminations de genre, se mettent à abreuver les enfants d'images stéréotypées.

Ce n'est pas la seule violence symbolique réalisée par la pub. La violence sociale est très forte. Ne pas pouvoir accéder aux biens de consommation exhibés régulièrement est une grande souffrance chez certains enfants et les renvoie à l'échec de leurs parents.

L'enjeu est bien l'acceptation dès le plus jeune âge (il paraît que, dès 18 mois, les enfants reconnaissent les logos !) de l'idée que le seul mode de vie qui vaille est celui de l'ordre marchand et de la course à la consommation.

Heureusement, certains parents, et professionnels de l'enfance (documentalistes, enseignants, animateurs...) ne s'y trompent pas et, à la fois, tentent de soustraire les enfants dont ils ont la charge à ces pubs avilissantes et d'en dénoncer le développement, y compris dans l'institution scolaire.
Tous les ans, à la rentrée, des enseignants organisent une campagne « Rentrée sans pub » et rappellent qu'on peut et doit se passer de sponsors dans le service public.
Un doute ? Le Crédit agricole a organisé des concours d'orthographe, le Crédit industriel et commercial, un apprentissage de la Bourse (Un simple clic pour faire du fric !), les magasins Leclerc, des initiations à l'environnement, Colgate, des campagnes d'hygiène buccodentaire, présence de panneaux publicitaires sur les murs et à la sortie des écoles, etc.
Il faut savoir que c'est Jack Lang qui a aggravé l'entrée des marques à l'école en donnant un prétendu code de déontologie aux industriels, mais qui, de fait, a favorisé leur développement. Il a remplacé le principe de laïcité par le principe de neutralité[2].
Alors, idiots les enfants ? Non, encore et toujours soumis aux adultes qui croient bien faire en leur laissant ces plaisirs : « Consommez, pendant ce temps-là, vous ne nous emmerdez pas ! » et qui leur permettent à eux aussi de rester des enfants.

Virginie Benito
Groupe de Rouen

1 Paul Ariès : *Putain de ta marque : la pub contre l'esprit de révolte (Golias).*

2 La circulaire du 28 mars 2001 («Code de bonne conduite des interventions des entreprises en milieu scolaire») a ouvert une brèche dans la prohibition stricte fixée par celle du 27 avril 1995, qui précisait clairement : «*Il ne sera pas donné suite aux sollicitations émanant du secteur privé, dont les visées ont généralement un caractère publicitaire ou commercial*». *Le nouveau texte de 2001 innove : «Les établissements scolaires sont libres de s'associer à une action de partenariat» qui peut «être mise en œuvre par les équipes pédagogiques».*

Qu'est-ce que LA PÉDAGOGIE SOCIALE ?

En France, on connaît particulièrement bien la pédagogie traditionnelle qui a toujours dominé dans nos écoles, nos collèges et nos lycées, bien au-delà de 1968. Cette pédagogie traditionnelle est non seulement répandue, mais elle a la peau dure. Elle est revenue en grande force à partir de 1984, dans les instructions officielles et les pratiques de l'Éducation nationale (retour aux apprentissages fondamentaux ; évaluation omniprésente ; retour de l'autorité, etc.).

Elle se renouvelle avec les nouvelles technologies qui permettent de l'individualiser, c'est-à-dire de faire de la pédagogie traditionnelle… en série, chacun dans son coin. Mieux, elle se démocratise et cela donne des cours sur Internet et par téléphone. Mais il s'agit toujours et éternellement de la même chose avec la pédagogie traditionnelle : se remplir du savoir de l'autre, pour pouvoir ensuite – on l'espère – le répéter.

On connaît en France, un peu moins les pédagogies nouvelles qui bien entendu sont tout sauf nouvelles ; elles dérivent essentiellement de la pensée de J.-J. Rousseau, et nous voyons ainsi qu'elles n'ont rien de récent. Les écoles, les courants qui les appliquent prennent souvent le nom des grands initiateurs (Montessori, Steiner, etc.) ; elles sont souvent aussi privées, très chères et fréquemment « hors contrat ».

Mais on connaît infiniment moins en France le troisième courant, celui qui s'est détaché de la pédagogie nouvelle ; c'est le courant de la pédagogie sociale.

Le courant comme le nom, prennent leur origine en Pologne au début du XXe siècle

«Le grand atout de cette pédagogie est qu'elle favorise la **reconnaissance** et la **construction des compétences participatives** chez des enfants exposés à des situations particulières (enfants vivant dans des conditions économiques, sociales ou familiales difficiles, etc.) et renforce de façon déterminante leurs capacités à élaborer entre eux, avec les adultes et avec d'autres enfants leurs propres projets d'intégration et d'émancipation.

Différentes associations en France mettent en œuvre des actions s'inscrivant dans le cadre de la pédagogie sociale, parmi lesquelles on peut citer l'association Intermèdes-Robinson, les Alouettes, l'association Traces[1].

Cette forme de travail se développe aussi à l'étranger, notamment en Pologne.

La pédagogie sociale fait référence, dans sa méthodologie, à des théories fondées par Helena Radlinska (1879-1954), éminente pédagogue polonaise, dont la plus grande expérience était le travail social sur les forces sociales (*praca socjalna*) c'est-à-dire une action éducative et politique qu'elle a conduite à différentes périodes de sa vie, tant au plan national qu'international.

C'est en 1908 qu'est publié son premier texte : *Qu'est-ce que la pédagogie sociale ?* (*Co to jest pedagogika spoleczna ?)*[2]. Elle ne la pense probablement pas alors comme une science[3], mais s'attache à développer une réflexion sur un champ de pratiques à dimension sociale. On peut supposer que l'expression " pédagogie sociale ", au tout début, est comprise également comme projet de **justice sociale. » (Ewelina Cazotte dans « *Pratiques en pédagogie sociale* », Chronique Sociale, ouvrage à paraître)**

Et en France ?

Employée par Célestin Freinet dans différents textes, l'expression «pédagogie sociale» exprime la volonté d'inscrire la pédagogie au cœur de la société et des rapports humains qui l'animent. Radlisnka définit la pédagogie sociale comme une « pédagogie avec toute sa personne », «*comprenant toute la vie humaine dans toutes les phases d'âges et se basant sur différentes formes d'associations et de dispositifs locaux* ». C'est une pédagogie

1. L. Ott, *Le travail éducatif en milieu ouvert*, Érès, 2007.
2. F. Laot, E. Marynowicz-Hetka, « Éducation sociale en France et pédagogie sociale en Pologne », in B. Hake, F. Laot, *La Question sociale et l'éducation des adultes. Perspectives européennes XIXe-XXe siècles*, Peter Lang, 2009.
3. Kaminski, 1978.

Photo Jacques Fontana

« *de l'expérience de vie* ». Elle vise à la fois « *une croissance totale et l'aide à la transformation du réel grâce aux forces individuelles et collectives* ». Il s'agit d'œuvrer en même temps à l'émancipation sociale et à un développement créatif de l'individu.[4]

Freinet, quant à lui, ne recherche pas seulement une pédagogie mieux en harmonie avec les besoins des enfants et le développement de leurs possibilités, mais une **pédagogie d'action,** de transformations personnelle et sociale. Il ne s'agit pas de trouver la pédagogie la plus performante, ni même la plus adaptée (qui produirait de « *la réussite scolaire* ») ; mais il faut, au contraire, créer les conditions d'une réappropriation de la pédagogie elle-même par ceux qui en sont les auteurs : enfants, enseignants et parents. Cette ambition dépasse l'école et, de fait, la pédagogie Freinet est une pédagogie qui déborde l'enfant, la classe et l'école elle-même, en débouchant sur la correspondance, la sortie, l'initiative sociale, etc.

Un besoin ressenti par de nombreux acteurs

D'une part, il s'avère qu'un climat liberticide règne actuellement à l'école et oblige de plus en plus les éducateurs à solliciter et renvoyer à des structures extérieures, des associations, des temps périphériques au temps de classe, ou aux parents eux-mêmes, la responsabilité de la relation éducative, ou l'éducation tout court. D'autre part, la diminution du temps scolaire, la centration sur les savoirs fondamentaux, le récent développement de la discrimination du traitement scolaire des enfants (stages de vacances, soutien ciblé, etc.) amènent les éducateurs à réaliser que ce sont aujourd'hui les temps périscolaires qui sont devenus les plus grandes sources d'inégalités et d'injustices ; les enfants les plus favorisés par leur milieux accèdent à des savoirs plus ludiques et plus ambitieux hors temps scolaire, pendant que les plus pauvres n'ont que le droit de rabâcher et de voir leur comportement de plus en plus surveillé et sanctionné. Le *dualisme scolaire* devient aujourd'hui un véritable *dualisme social,* au risque de se transformer progressivement en une sorte « d'apartheid éducatif ».

Enfin, en dehors même des éducateurs, d'autres intervenants sociaux ressentent la nécessité de travailler autrement, de s'ouvrir vers tous les publics et de sortir eux aussi des institutions qui les enferment de plus en plus ; il en est ainsi d'artistes, mais également d'éducateurs spécialisés ou de jeunes enfants. Le chantier de pédagogie sociale, ouvert à l'initiative de l'Icem, regroupe aujourd'hui une trentaine de participants, de toutes ces origines professionnelles et qui ont en commun un grand intérêt pour le travail « hors institution », « hors cadre », voire le « travail éducatif de rue »[5]. Car c'est bien de cela dont il s'agit : de **travailler dans la rue,** hors des institutions, de se réapproprier en quelque sorte l'espace public comme espace social et de vie. L'entreprise est nécessaire mais mérite d'être comprise dans sa véritable ambition ; la rue n'est pas un cadre, ni même une réalité univoque. Elle est **l'affirmation d'une option politique et pédagogique majeure.**

La rue, espace à réinvestir

La rue a toujours représenté, que ce soit pour les philosophes ou les pédagogues, le milieu qu'il fallait fuir. Ainsi, dès le XVIII[e] siècle, des philosophes éducateurs comme Rousseau ou Pestalozzi ne peuvent imaginer de système éducatif abouti, raisonné (en un mot, philosophique), que le plus loin possible de la ville et de ses fureurs. Le philosophe léguera ainsi à l'éducateur l'image erronée que toute éducation reposerait sur le primat de la volonté de l'éducateur, que celle-ci s'exerce de façon directe ou par la censure des influences extérieures.

Dans le travail social, il est de bon ton de manifester une certaine filiation ou proximité de pensée avec Jean-Jacques Rousseau ; cela est conforme avec l'histoire et les vieux rêves des éducateurs. Rousseau ne met-il pas en scène un système éducatif apparemment non violent, qui semble abolir le face-à-face de l'éducateur et de l'enfant ? Ne fait-il pas apparaître la Nature comme force de régulation des tensions, de médiation, de tiers relationnel efficace, au profit d'un mode éducatif à la fois réaliste et non directif ? De fait, c'est lointainement (mais sûrement) en référence à cette pensée naturaliste que se sont développées et se développent encore toutes les pratiques d'éloignement, de séjours de rupture, de centres éducatifs plus ou moins fermés à la campagne. La pensée est ainsi toujours la même, depuis les premières colonies agricoles, pénitentiaires et les premiers séjours « d'aération » : l'environnement redresserait naturellement l'individu mal influencé par la ville, par la rue, par son quartier. Il s'agit de jouer l'environnement contre le milieu ; selon une dialectique éducative de base, l'un est perpétuellement idéalisé, le second, diabolisé.

Bien entendu tout ceci est d'une hypocrisie sans nom. L'environnement n'est que l'alibi du désir de puissance et de contrôle de l'éducateur. Rousseau peut prétendre qu'Émile s'intéressera de sa propre initiative à l'étude du cycle de l'eau : c'est bel et bien le précepteur qui a décidé d'orienter sa promenade vers une source, puis un torrent. Les éducateurs peuvent toujours prétendre que ce n'est pas leur faute si « les téléphones portables ne captent pas » dans le village, eux ont prévu l'affaire et gardent le monopole des moyens de communication. La peur des influences qu'on ne peut entièrement contrôler est une caractéristique de la pensée éducative idéaliste, celle qui voudrait

4. Ewa Marynowicz-Hetka, « Travail social, développement du concept », in Evelyne Baillergeau et alii : *La Dimension formative du travail social*, L'Harmattan, 2009.

5. Ce qui fait écho au thème des Rencontres de la démocratie locale, en 2010 à Grenoble : « La démocratie hors les murs ! »

maîtriser à la fois les buts, les moyens et les parcours, par où en passe un enfant. La ville est ainsi éternellement synonyme de dangers, de dérives et, la peur des éducateurs, comme des politiques, vis-à-vis des phénomènes urbains, manifeste ainsi la crainte de ne plus pouvoir maîtriser des individus et une réalité trop complexe.

Une pédagogie de la réalité

Le travail de rue repose sur des postulats qui vont aujourd'hui à l'encontre de ceux qui s'imposent dans les pratiques institutionnelles ; les enfants viennent d'eux-mêmes, ils ne sont envoyés par personne et on ne sollicite pas, comme conditions, d'autorisations préalables de qui que ce soit, même pas des parents. De même, la situation d'atelier de rue laisse complètement au hasard de déterminer qui va venir, ou qui ne viendra pas. En outre, ce type de travail repose complètement pour sa suite sur la **libre initiative** et **liberté de revenir** (ou pas) des enfants contactés. Bien entendu, de telles pratiques s'adressent fondamentalement à des enfants saisis dans leur réalité et leur environnement ; aucun éloignement n'est nécessaire : ce sont les éducateurs qui ont pris sur eux la difficulté du déplacement et l'obligation de se rendre disponibles. De telles pratiques de rue mettent ainsi en pratique des *principes* fondamentalement *philosophiques* (en l'occurrence kantiens) qui sont :

• *la globalité :* les personnes ne sont pas accueillies, acceptées, contactées sur telle ou telle particularité, sur tel ou tel critère, mais au contraire de façon globale, avec tout ce qu'elles sont et dans leurs relations naturelles avec leur environnement ;

• *l'universalité :* c'est, *a priori*, à tous que s'adresse un atelier de rue et, du coup, ceux qui s'y rendent n'y gagnent aucun statut spécifique, aucune image particulière qui manifesterait leur séparation vis-à-vis du corps social ;

• *l'autonomie :* c'est sur la libre participation que reposent de telles actions ; il n'y a ni contrat ni engagement ; la relation qui s'établit progressivement au sein du groupe, ou entre les enfants, et les éducateurs, est la seule chose qui implicitement lie les individus entre eux.

Les pratiques de travail de rue mettent également en jeu d'une façon complètement différente cette grande difficulté des institutions à s'adresser conjointement à des groupes et des individus. La plupart des institutions présentent le groupe à leurs usagers et bénéficiaires comme un « pis aller », une contrainte, au mieux une exigence morale, mais rarement en tout cas comme quelque chose de positif. À leur contact, les enfants ressentent souvent le groupe comme privatif, voire comme un milieu hostile qui mérite qu'on apprenne à s'en défendre ou à s'en préserver. Le travail de rue repose quant à lui sur une perception inverse du couple groupe/individu. Dans un atelier d'expression, une ludothèque de rue, **le groupe n'est pas synonyme d'empêchement,** il est au contraire ce qui autorise, ce qui légitime le contact. L'enfant viendra d'autant plus facilement que le groupe est là pour l'y autoriser, plus encore pour l'encourager et le soutenir. De même, le groupe des éducateurs vient-il encourager l'enfant à établir des relations différençiées avec des adultes perçus plus librement qu'ils sont nombreux.

La situation éducative de rue témoigne ainsi modestement qu'une autre articulation groupe/individu reste possible. Loin d'en être la négation, le groupe peut être le moteur du développement, de l'enrichissement des personnes. Le groupe soutient, protège, nourrit, cultive les différences…

À la condition, bien entendu, que ce groupe soit structuré par un cadre éducatif qui garantisse la sécurité matérielle et affective de chacun. C'est possible en atelier de rue, cela devrait l'être aussi en institution. Le **refus du clivage groupe/individu** est commun à l'ensemble des pédagogies sociales et des pratiques qui s'en inspirent ; ainsi, la pédagogie Freinet repose-t-elle intégralement sur ce renversement. Dans une classe coopérative, c'est le groupe qui garantit les différences individuelles, qui favorise les initiatives de chacun, qui encourage ses membres à l'expression personnelle et à rechercher tous les moyens de la développer. La pensée de Paulo Freire rejoint, elle aussi, cette conception en concevant et définissant le groupe comme ce qui permet de prendre conscience de toutes les oppressions qui nous entravent ; le groupe permet d'ailleurs, dans un second temps, de trouver les moyens concrets de s'en libérer. Les pédagogies sociales de ces auteurs rejoignent et irriguent ainsi les pratiques éducatives de rue, en resituant celles-ci non pas dans une vision charitable de l'éducation, mais dans une **vision politique.** Le travail de rue, en s'adressant aux personnes prises dans leur milieu d'habitation et en proposant le développement de relations éducatives durables et mutuelles entre elles, contribue à éveiller la conscience de ce qui échappe si souvent à l'homme : sa condition. Comprendre sa condition est une entreprise qui ne peut se réaliser que là où nous sommes, à partir de la connaissance et de la compréhension de nos proches, dans un travail éducatif durable et pratique.

Rompant avec la vision idéaliste de projets éducatifs basés sur des modèles, le travail éducatif de rue repose au contraire sur des pratiques fréquentes, collectives, permises par du matériel mis à disposition de tous. Les pratiques éducatives de rue amènent les éducateurs – mais aussi les militants associatifs – à réfléchir à leur action en tenant compte de la complexité des situations ; les dimensions économiques, politiques, interculturelles, générationnelles ne sont plus niées ou occultées, mais trouvent à être perçues comme des *ressources.* Les ateliers de rue permettent souvent l'expression des sensibilités, la prise en compte des besoins affectifs et le développement des capacités d'expression personnelles. Ils rejoignent sur ce plan l'héritage vivant de la pédagogie Freinet.

Nos outils

Le travail en dehors des institutions, et le plus souvent en dehors de tout local, libère considérablement la relation éducative. Pour autant, des repères, des outils sont nécessaires.
Nous amenons peu de matériel, mais nous en apportons toujours avec nous. Au minimum, il s'agit de jeux, de livres, de matériel de dessin, peinture. Nous apportons également fréquemment de quoi faire des petits « travaux à la main » : fils, perles, terre, etc.
Ce matériel doit être accessible à notre public. C'est pourquoi nous utilisons des caisses de rangement commodes et larges que les enfants ou tous les participants peuvent utiliser en autonomie.

Nous n'avons pas de local, mais nous nous rendons repérables de toutes les façons possibles. Nous nous installons en visibilité, au centre des espaces ; nous déployons des tapis de sol colorés.

L'accueil dans le concret

En pédagogie sociale, nous n'accueillons personne à proprement parler, mais, au contraire, nous rejoignons notre public, là où il est, dans son contexte immédiat. Pour autant, nous déployons de nombreuses manifestations d'accueil : salutations systématiques, y compris vis-à-vis des personnes qui se tiennent à distance.
Nous prenons des nouvelles de la famille, de l'école, de la journée. Nous demandons ou observons l'état physique ou affectif. Nous sommes attentifs à tout ce qui nous est donné à voir, à tout ce qui nous est dit ou montré, mais également à tout ce qui échappe habituellement. Nous prenons le temps de reformuler les propos qui nous paraissent importants dans leur discours afin de leur signifier qu'ils ont été écoutés et reconnus dans ce qu'ils vivent.
L'attention et *l'intention* sont des bases qui viennent sceller la relation.

Un exemple, l'association Intermèdes Robinson à Longjumeau : SE RÉAPPROPRIER LES ESPACES SOCIAUX, EN FAMILLE

L'association Intermèdes-Robinson réunit à Longjumeau des enfants, adolescents, adultes (dont de nombreuses familles) autour d'une action de développement socio-environnementale.
Au cœur du quartier sud de cette ville, classé REP, RAR, CUCS et PRE, l'association anime de multiples ateliers éducatifs de rue destinés aux enfants et habitants du quartier.
Depuis septembre 2009 dans le cadre de sa recherche action et du développement des techniques de pédagogie sociale au bénéfice des publics les plus isolés, Intermèdes-Robinson développe un atelier éducatif hebdomadaire pour des enfants Rroms du bidonville de Moulin-Galant (périphérie de Corbeil-Essonne) et un second à Massy (depuis février 2011), avec la même régularité.

En complément de nos ateliers de rue, l'association, aidée des habitants et de ses adhérents, cultive et entretient trois terrains maraîchers ou agricoles à proximité de la ville, dans les communes environnantes (Saulx-les-Chartreux et Chilly-Mazarin). Ces terrains accueillent plusieurs fois par semaine des groupes d'adultes, des enfants et des familles (le dimanche) autour d'une action de jardinage coopératif, social et communautaire.

La pratique maraîchère vise également a l'autoproduction d'aliments et de légumes, qui se prolonge, de retour au quartier, lors d'ateliers de production de nourriture, à travers des ateliers cuisine dont certains se déroulent « dans la rue ». D'autres ateliers complètent ces derniers comme des ateliers d'autoproduction de produits d'entretien et cosmétiques simples et naturels.

L'association Intermèdes contribue à des réseaux de recherche et de réflexion, notamment avec le GPAS avec lequel elle participe à des recherches actions, production de méthodes, ou avec le Mouvement Freinet.
Au sein de ce mouvement (Icem Pédagogie Freinet), Intermèdes-Robinson participe activement à un « chantier de pédagogie sociale » qui réunit très régulièrement des artiste sociaux et porteurs d'actions innovantes en pédagogie de rue ou sociale (travail éducatif, artistique et social, souvent en dehors des institutions, à partir de principes communs se référant aux pédagogues sociaux: Freinet, Korczak, Freire, Makarenko.
http://assoc.intermedes.free.fr. Notre association y édite également un blog hebdomadaire riche en photos et descriptions d'activités ainsi que des documents vidéo qui illustrent notre démarche.

Contact: Association Intermèdes-Robinson, 28, rue des Marguerites, 91160 Longjumeau.
Laurent Ott, président - Tél. : 06 61 48 21 98 - Mail: intermedes@orange.fr.

Nous partageons et prenons appui sur l'univers, la culture de ceux que nous côtoyons, et il est des plus important de le signifier. Dès que possible, nous invitons les gens à s'asseoir, à se poser et très rapidement nous proposons à manger et à boire.

Durée, régularité et rituels

Nos actions se déroulent dans tous les milieux, même les plus précaires ; c'est pourquoi elles se doivent d'être stables, sûres et régulières.
De même, afin d'affirmer cette stabilité, nous nous employons à **ritualiser le quotidien.** Avec les enfants, par exemple, nous veillons à reproduire les mêmes séquences, les mêmes événements. Nous associons les enfants au déroulement de ces rituels et nous les en rendons volontiers « responsables ».
Nous prenons le temps de nous dire au revoir avec les mêmes attentions de l'accueil : nous assurons que les Robinsons seront là. Le temps de la fin de l'atelier est toujours un moment sensible de la journée, un temps d'angoisse.
En effet, pour beaucoup d'enfants, il signifie la fin de ce temps de convivialité, la fin d'une présence sécurisante des adultes et le retour à une réalité parfois synonyme de solitude. C'est un moment sensible pour tous les acteurs.
Plus nous mettons des mots sur ce moment de départ, plus nous rassurons, plus nous confirmons la certitude de nous revoir et plus nous permettons à l'enfant d'habiter l'absence.

Un regard, une posture

Nous signifions toutes les petites choses que nous remarquons (une nouvelle coupe de cheveux, des oreilles percées, de nouvelles chaussures, un nouveau jeu).
Cela nous permet concrètement « d'habiter » et de « nourrir » les relations.
Quand nous sommes en atelier de rue, nous adoptons une vision globale, un regard horizontal qui part du premier plan, mais qui intègre le paysage.
Nous sommes attentifs aux fenêtres qui s'ouvrent, au passage même lointain, à la circulation des véhicules. Nous sommes en éveil tout en restant présents à ce qui se passe à côté de nous.

En pédagogie sociale, il n'y a pas d'entrée par les compétences, mais par la présence ; c'est parce que nous sommes là que nous sommes saisis par la demande de l'autre ou des autres. Nous ne pouvons pas nous défausser avec quelque orientation hasardeuse. Nous savons depuis longtemps que nous n'avons rien fait quand nous avons donné de l'information sur les démarches sociales ou administratives.
Car les obstacles sont trop nombreux et c'est dans l'ici et maintenant, au plus près et dans le concret, qu'il faut y répondre.
Alors nous construisons sur place : avec le peu de moyens que nous avons souvent, nous réalisons les aides, les accompagnements, que notre public n'arrive pas à obtenir.

Par exemple, face à l'incapacité des CAF d'aider vraiment certaines familles à partir en vacances, nous réinventons l'idée de vacances. Plutôt que de « villages vacances familiaux traditionnels » qui répondent aux idées stéréotypées des vacances « farniente », nous bricolons du divers.
Nous faisons des bivouacs, dans des terrains de proximité pour les ados, organisons une journée à la mer pour les familles, des soirées de rue pour la fête.
Les vacances, nous les faisons dans les interstices de la vie et du béton.
Aucun miracle, jamais, nous ne soldons ni les rêves ni les désirs, nous faisons juste un peu de possible avec le désir, la soif, la faim, la rage aussi peut-être.
Et cette inventivité, nous sommes bien obligés de la mobiliser aussi pour la souffrance mentale, pour les jeunes exclus des collèges, pour les psys qui ne reçoivent pas les jeunes et les enfants que personne n'accompagne…
Les adultes sans boulot et sans espoir, les jeunes sans stage et sans place, et même – nous l'avons expérimenté – les personnes âgées « Alzheimer » sans souvenirs et sans but… qui ne savent plus qui elles attendent.
Le grand danger de cette réalité serait de croire que la pédagogie sociale serait alors ce « chaînon manquant » pour tous les incasables, une sorte d'horrible ghetto…
Mais le travail de rue n'est pas une institution ; elle n'est pas le satellite commode de toutes les autres qui excluent, expulsent, oublient ou ignorent…
D'ailleurs comment pourrions-nous supporter d'être cela ? Nous ne réparons pas, ne bouchons pas les trous.
Plutôt que de combler les manques, nous mettons de l'huile sur le feu. Nous rendons visibles ceux qui sont cachés, les invitons à se rendre visibles, à prendre place dans les espaces publics. Nous leur proposons un « nous » hésitant, un « je » un peu plus fort pour sortir d'un « on », sans avenir, sans personne et sans voix.

Nous dépersonnalisons les problèmes, les socialisons, ce dont il s'agit c'est de sortir de « l'individu-prison ».

Laurent OTT

BIBLIOGRAPHIE

Pédagogie libertaire, autogestionnaire, alternative

J'ai arbitrairement constitué des catégories entre les différentes approches pédagogiques afin de faciliter l'entrée des lecteurs dans ce large corpus non exhaustif cependant. J'ai par ailleurs distingué quelques ouvrages généraux difficiles à classer dans une catégorie spécifique. Néanmoins, ces catégories artificielles sont poreuses à bien des égards et les caractéristiques et les pratiques de ces courants de penser et d'agir l'éducation sont souvent convergents. Il n'est donc par rare de trouver dans l'un ou l'autre, de l'un à l'autre, des cousinages et des proximités parce que la plupart de ceux et celles qui les ont portés et/ou constitués dans le passé se sont lus ou encore connus -quelquefois même affrontés-et que ceux et celles qui s'en revendiquent et les pratique aujourd'hui se côtoient dans de nombreux espaces éducatifs. Cousinages d'autant plus forts que d'aucuns et d'aucunes, sans sectarisme d'école, mixent les pratiques, associent des outils et s'inspirent sans vergogne de tels ou tels prédécesseurs. Prédécesseurs d'ailleurs eux-mêmes souvent remis en cause, discutés, dépassés par les pratiques et les recherches des acteurs contemporains confrontés à des évolutions politiques, économiques, sociologiques des apprenants avec, et non pour, lesquels ils et elles oeuvrent, ou du fait de connaissances nouvelles, en particulier celles de la psychologie et du développement, par exemple.

Mon choix repose davantage sur les projets politiques et sociaux portés par tel ou tel courant que sur les pratiques pédagogiques *stricto sensu*. Tous ou presque associent travail pédagogique et accès au savoir dans une lignée démocratique qui pose l'hypothèse d'une société plus égalitaire, moins brutale comme conséquence « naturelle » de l'éducation de tous les individus. Certains sont plus explicitement et plus étroitement liés à un projet qui associe transformation sociale radicale et modes d'apprentissage. C'est le cas en particulier des pédagogies libertaires et/ou autogestionnaires[1] qui s'inscrivent sans ambiguïté dans une perspective politique et organisationnelle que je n'ai pas souhaité distinguer tant leurs intentions sont proches, si bien que certains auteurs emploient indistinctement l'un ou l'autre vocable.

Hugues Lenoir

1 J'emploie à dessein le pluriel pour souligner combien ces pratiques sont aussi plurielles. En effet, une uniformité pédagogique ne rentre pas dans le cadre de pensée de ces courants. Il serait même contradictoire de vouloir y chercher une unicité de pratiques. Ce sont avant tout les valeurs qui les rapprochent en accord et en cohérence avec les actes éducatifs posés.

Pédagogie libertaire et autogestionnaire

Baillargeon N., *Éducation et liberté*, t. 1, 1793-1918, Lux éditeur, Montréal, 2005.
Brémand N., *Cempuis, une expérience d'éducation libertaire à l'époque de Jules Ferry*, Éditions du Monde libertaire, Paris, 1992.
Brémand N., « L'enseignement intégral de Paul Robin », *Volonté anarchiste*, n° 41, Fresnes, 1992.
Boumard P., Lamahi A. (dir.), *Les Pédagogies autogestionnaires*, Yvan Davy Éditeur, Vauchrétien, 1995.
Chambat G., Pédagogie et révolution, Paris, Éditions Libertalia, 2011.
Collectif, *Bonaventure, une école libertaire*, Éditions du Monde libertaire/Éditions Alternative libertaire, Paris-Bruxelles, 1995.
Collectif, *Cette éducation toujours nouvelle, les 15 ans du LAP*, Paris, sans date.
Collectif, *L'Affaire Ferrer, Centre national et musée Jean-Jaurès*, Castres, 1991.
Collectif, *La Farine et le son, bilan d'une république éducative libertaire, Bonaventure*, Éd. du Monde libertaire/Éd. Alternative libertaire, Paris-Bruxelles, 1999.
Collectif, *Une fabrique de libertés, le lycée autogéré de Paris*, Éditions Repas, Valence, 2012.
Delaunay E., article « Éducation » de l'*Encyclopédie anarchiste* dite de S. Faure, Éditions de La Librairie internationale, Paris, sans date.
Faure S., *Écrits pédagogiques*, Éditions du Monde libertaire, Paris, 1992.
Fonvieille R., *De l'écolier écœuré à l'enseignant novateur*, Yvan Davy Éditeur, Vauchrétien, 1996.
Ferrer S., *Le Véritable Ferrer*, L'Écran du Monde, Paris, 1948.
Ferrer i Guardia F., *L'École moderne*, BXL laïque, Bruxelles, 2009.
Houssaye J., *Janusz Korczack*, Hachette, Paris, 2008[1].
Humbert J., *Une grande figure,* Paul Robin (1837-1912), La Ruche ouvrière, Paris, 1967.
Jomini-Mazoni R., *Écoles anarchistes au Brésil* (1899-1920), ACL, Lyon, 1999.
Le Gal J., *Le maître qui apprenait aux enfants à grandir, un parcours en pédagogie Freinet vers l'autogestion*, Éd. libertaires et Éd. ICEM pédagogie Freinet, Toulouse, 2007.
Lenoir H., *Éduquer pour émanciper*, Éditions CNT-RP, Paris, 2009.
Lenoir H., *Henri Roorda ou le Zèbre pédagogue*, Éditions du Monde libertaire, Paris, 2009.
Lenoir H., *Éducation, autogestion, éthique*, Éditions libertaires, Saint-Georges-d'Oléron, 2010.
Lenoir H., *Précis d'éducation libertaire*, suivi de *Victor Considérant, un utopiste et un éducationniste bien oublié*, Éd du Monde libertaire, Paris, 2011.
Lenoir H., *Autogestion pédagogique et éducation populaire : l'apport des anarchistes,* Saint-Georges-d'Oléron, 2013 à paraître).
Lewin R., Sébastien Faure et la Ruche, *Cahiers de l'Institut d'histoire des pédagogies libertaires,* Ivan Davy Éditeur, Vauchrétien, 1989.
Marcos V., Rieu A., Marcos J., *Francisco Ferrer y Guardia*, Le Coquelicot, Toulouse, 2009.
Raynaud J.-M., *T'are ta gueule à la Révo, dires et agirs d'éducation libertaire*, Éditions du Monde libertaire, Paris, 1987.
Roorda H., *Le pédagogue n'aime pas les enfants*, Mille et une nuits, Paris, 2012.
Schmid J.-R., *Le Maître-Camarade et la pédagogie libertaire*, Éditons Delachaux et Niestlé, Neuchâtel, 1936.
Stirner M., *De l'éducation*, Cahiers Spartacus, février-mars 1974.
Thierry A., *Réflexions sur l'éducation*, L'amitié par le livre, Blainville sur mer, sans date.
Vasquez A., Oury F., *De la classe coopérative à la pédagogie institutionnelle*, Éditions Matrice, Vauchrétien, 2000.
Wagnon S., *Francisco Ferrer, une éducation libertaire en héritage*, éditions ACL, Lyon, 2013.

1 J'ai arbitrairement placé Janusz Korczack dans le courant autogestionnaire, mais je conviens qu'il pourrait aussi figurer dans la catégorie pédagogie alternative. Voir ci-dessous Avet et Mialet qui lui consacrent un long chapitre.

Pédagogie « nouvelle » et alternative

Avet R., Mialet M., *Éducation et démocratie, l'expérience des républiques d'enfants*, Editions Champ social, Nîmes, 2012.
Brémand N., *Les socialismes et l'enfance, expérimentation et utopie (1830-1870)*, PUR, Rennes, 2008.
Collectif, *Les Chemins de l'apprentissage, l'actualité des méthodes d'éducation nouvelle*, Retz-CEMEA, Paris, 1996.
Cousinet R., *Pédagogie de l'apprentissage*, PUF, Paris, 1959.
Decroly O., *La Fonction de globalisation et l'enseignement*, Lamertin, Bruxelles, 1929.
Dewey J., *Démocratie et éducation*, Armand Colin, Paris, 1990.
Dommanget M., *Les Grands Socialistes et l'éducation* : de Platon à Lénine, A. Colin, Paris, 1970[2].
Freinet C., *Œuvres pédagogiques*, édition en deux volumes établie par Madeleine Bens-Freinet, Seuil, Paris, 1994.
Freire P., *Pédagogie des opprimés*, Maspero, Paris, 1974.
Heber-suffrin C., *Échangeons nos savoirs*, Editions Syros, Paris, 2001.
Heber-suffrin C., *Savoirs et réseaux, se relier, apprendre, essayer*, Editions Ovadia, 2010
Illich I., *Une société sans école*, Seuil, Paris, 1971.
Knowles M., *L'apprenant adulte*, Editions d'organisation, Paris, 1990.
Lenoir H., *Pour l'éducation populaire*, Éditions du Monde libertaire, Paris, 2012.
Montessori M., *La Pédagogie scientifique*, ESF, Paris, 1970.
Neill A. S., *Libres Enfants de Summerhill*, Éditions La Découverte, Paris, 1992.
Ott L, *Pédagogie sociale, une pédagogie pour tous les éducateurs*, Chronique sociale, Lyon, 2011.
Rogers C., *Liberté pour apprendre*, Dunod, Paris, 1972.
Viaud M.-L., *Des collèges et des lycées différents*, PUF-Le Monde, Paris, 2005.

Ouvrages généraux

Houssaye J. (dir.), *Quinze Pédagogues, leur influence aujourd'hui*, Armand Colin, Paris, 1994.
Houssaye J. (dir.), *Quinze Pédagogues, textes choisis*, Armand Colin, Paris, 1994.
Houssaye J. (dir.), *Pédagogues contemporains*, Armand Colin, Paris, 1996.

Filmographie

Écrit dans la marge, ENS-Louis Lumière, Lyon, 2010, 62' (Lycée expérimental de Saint-Nazaire).
L'École de la Neuville, Amram, M. & Dubosc, D. (1988), film documentaire, Vigneux : Matrice, 105' (pédagogie institutionnelle).

Sites Internet

http://avpi.11vm-serv.net (pédagogie institutionnelle)
http://www.cahiers-pedagogiques.com
http://www.cemea.asso.fr
http://www.cnt-f.org/nautreecole
http://www.dionyversite.org// (université populaire de Saint-Denis)
http://www.emancipation.fr
http://www.freinet.org
http://www.gfen.asso.fr
http://www.l-a-p.org/ (LAP)
http://1libertaire.free.fr/Autogestion34.html (LAP)
http://www.l-a-p.org/ (LAP)
http://www.mirers.org/ (échanges de savoir)
http://www.scoplepave.org/ (conférences gesticulées)

2. Ce livre de Maurice Dommanget, syndicaliste révolutionnaire, militant de l'École émancipée, contient aussi de belles pages concernant la pédagogie libertaire.

Le territoire, le voyage, la mobilité des Roms

POURQUOI ICI ? POURQUOI CHEZ MOI ?

Comme nous l'avons vu dans le numéro précédent, les Roms sont un peuple européen, il est donc absurde de se demander pourquoi ils ne restent pas chez eux. De plus, la notion de territoire est complètement différente de la nôtre, du moins du monde occidental, qui voyons le territoire de la nation comme un espace délimité par des frontières immuables où s'applique la toute-puissance de l'État. Il est important de chasser tout orgueil en se souvenant que la frontière de l'État-nation est virtuelle et qu'elle n'est pas légitime d'un point de vue géographique.
Pour la nation rom, car il s'agit bien d'une nation avec son drapeau et son hymne, le fait de s'approprier un territoire et de le délimiter crée immédiatement des conflits. De fait, le Rom ne souhaite pas posséder de territoire mais il se sent chez lui partout, car «*la terre est à tous*».

Même si 90 % des Roms en Europe sont sédentaires, le voyage possède une place prépondérante dans la culture, mais une place essentiellement philosophique. Philosophie de vie qui consiste à se dire qu'il est mieux de partir vers un autre horizon si la situation actuelle n'est plus viable. Ainsi le Rom est un voyageur, même s'il est sédentaire d'un point de vue technique, le monde n'est qu'un vaste champ des possibles où il peut potentiellement s'installer, pour un jour ou pour toujours, tout en gardant la possibilité de déguerpir à tout moment, mentalement au moins. De plus, dans la culture rom le voyage, que ce soit pour travailler, pour un pèlerinage ou encore pour des fêtes, a de tout temps joué un rôle social important car il permet de renforcer les liens au sein de la communauté, mais aussi de se confronter aux autres groupes et donc de se créer une identité de part ses différences avec les autres. Mais, de plus en plus, à cause entre autres de la précarisation croissante et des mutations économiques qui ne permettent plus la pratique des métiers traditionnels, la mobilité des Roms est mise à mal et certains auteurs parlent d'une perte de la culture pour certaines communautés qui se voient contraintes d'adopter le mode de vie de la population majoritaire faute d'avoir les moyens de perpétuer le leur.

Les migrations actuelles des Roms d'Europe de l'Est vers les pays d'Europe de l'Ouest ne sont, en revanche, pas un fait culturel. Il s'agit là de migrations contraintes dues aux conditions de vie dans ces pays. Il importe de préciser que ces migrations ne sont en aucun cas massives : depuis la fin des régimes communistes

dans ces pays, puis l'ouverture des frontières en 2004 et 2007, ne sont repérés en France que 16 000 Roms originaires des pays d'Europe de l'Est, ce qui fait 0,026 % de la population totale française. Ces roms « migrants » ne représentent donc pas de vagues d'immigration massive comme les médias laissent à penser. Par ailleurs, la confusion entre Rom et Roumain est fréquente alors que seulement 3 % de la population roumaine est Rom (contre plus de 5 % en Slovaquie par exemple). Il est donc important de replacer ce phénomène migratoire à sa juste place afin de se rendre compte que le « problème rom » n'est pas un problème de flux migratoires incontrôlés mais d'abord un problème d'acceptation de l'autre, et de ses différences.

Il convient également de connaître les raisons de ces migrations car il est important de garder à l'esprit qu'une personne, fusse-t-elle Rom, ne quitte pas son domicile ni ses attaches sans nécessité. Les migrations en provenance des pays d'Europe de l'Est sont effectives depuis l'effondrement du bloc communiste à la fin des années 1980, où les Roms qui avaient été déracinés des campagnes durant les quarante dernières années pour être relogés dans des immeubles en ville, se sont retrouvés sans travail et complètement esseulés dans un environnement urbain. De nombreux pogroms et actes violents ont poussé de nombreux Roms à émigrer hors des villes ou à la périphérie de celles-ci. Les Roms se sont donc retrouvés sans terres puisqu'ils avaient été déracinés de leurs territoires ruraux antérieurs. Ils se sont installés sur les zones où la spéculation foncière était nulle, à savoir sur les zones inondables ou polluées des communes. En 2010, Amnesty International relève une nouvelle tendance qui risque de bouleverser une nouvelle fois l'implantation des Roms d'Europe de l'Est. En effet, de nombreuses communes expulsent les Roms de leurs territoires sous prétexte que leurs habitations sont construites sur des zones inondables, ou font le choix de construire des murs autour des quartiers roms. De plus, du fait de l'implantation hasardeuse de ces quartiers, ce sont les premières victimes lors de catastrophes naturelles. L'hostilité à leur égard et le taux de chômage qui touche la communauté rom constituent également d'autres facteurs qui poussent les familles roms qui le peuvent à émigrer. À cela il faut ajouter les guerres dans les Balkans ainsi que les pogroms et poussées de l'extrême droite comme en Hongrie par exemple.

La situation dans les métropoles françaises, et par extension dans les métropoles d'Europe de l'Ouest

Les métropoles d'Europe de l'ouest sont attrayantes pour ces populations – non pas pour bénéficier d'aides comme il est souvent question dans les débats car les ressortissants roumains ou bulgares ne perçoivent que peu ou pas d'aide publique – mais pour le mirage économique perçu depuis l'est.
Prenons par exemple le territoire de la métropole lilloise, territoire de quatre-vingt-cinq communes abritant environ un million deux cent mille habitants : début 2012, la métropole lilloise comptait mille sept cent vingt Roms dits « Roms migrants » ce qui, rapporté à l'échelle de la métropole, ne représente que 0,2 % de la population globale (chiffres issus du recensement de l'AREAS en janvier 2012). Il est difficile de parler de migration massive depuis 2010 il n'y aurait eu que mille arrivées supplémentaires. Le « problème Rom » est ainsi à considérer comme un problème de choix politique et non comme un problème de « migration massive ».

Il convient maintenant de comprendre les conditions de vie de ces familles afin de prendre conscience qu'il s'agit là d'un problème sanitaire en premier lieu, mais aussi profondément sociétal et philosophique. En effet, les Roms nous mettent face à nos choix et à nos convictions en nous bousculant quotidiennement. Il ne s'agit pas là d'aller voir la misère du monde durant ses vacances ni d'aider des populations des favelas du Brésil ou des bidonvilles du sous-continent indien. Ils ne nous laissent pas de choix, ils nous forcent à regarder cette misère que l'on ne voudrait apercevoir que lorsque nous le souhaitons. Ils nous questionnent également sur nos choix de société ainsi que sur nos priorités.

Par exemple, à Lille, Martine Aubry, maire et présidente de la communauté urbaine, s'était clairement affichée contre la politique raciste du gouvernement Fillon suite au discours de Grenoble de l'été 2010. À la suite de cela, quatre villages d'insertion avaient été créés – même si l'initiative revient à l'Afegi et non à la communauté urbaine de Lille qui n'a en réalité qu'un rôle de gestionnaire du foncier et des réseaux, villages qui sont loin de faire l'unanimité de par leurs modes de fonctionnement et surtout l'image qu'ils dégagent, mais qui servent de vitrine à l'engagement de Martine Aubry pour la population rom de la métropole lilloise. Parallèlement à cela, les expulsions de terrains avaient été gelées sur le territoire de la métropole lilloise, gel qui n'a en fait duré qu'une année. Cette même présidente ainsi que tous les élus verts et socialistes n'ont pas émis d'objection lorsqu'en août 2012 les Roms ont été expulsés des campements situés autour du nouveau grand stade, sans doute pour faire place nette autour de cet emblème du sport. Il faut savoir qu'à chaque expulsion ce sont toutes les démarches associatives mises en place difficilement et lentement qui s'écroulent. Ce sont des enfants scolarisés qui se retrouvent à errer sur le territoire de la métropole et ce sont également des personnes qui iront s'installer sur un autre site mais toujours dans la métropole lilloise. Il faut donc choisir entre les aider ou construire un des plus grands stades européens ou encore entre maintenir un campement « sauvage » ou installer des sièges d'entreprise comme à Roubaix sur la zone de l'Union. Bien souvent le choix ne se pose pas pour les élus qui, s'ils tiennent à leur siège, préfèrent satisfaire les électeurs plutôt que de maintenir un campement, de l'aider à créer un tissu associatif ou d'améliorer les conditions de vie sur le site.

Les actions qui sont mises en place pour aider les Roms sont la plupart du temps des mesures d'urgence qui ne résolvent pas les difficultés profondes. De plus, la question des subventions peut être posée : est-il préférable de subventionner une association par l'intermédiaire d'un salarié ou de verser directement cet argent aux premiers concernés ? Peut-être que la création d'emplois pour les Roms dans ces associations serait un début de solution ? On s'aperçoit alors que c'est toute notre manière de penser et d'agir qui fait l'objet d'une remise en question permanente et qu'il serait judicieux de tenter de connaître ces populations afin de les comprendre et de ne plus agir sous couvert de l'urgence humanitaire. Il est important de comprendre la culture des Roms car la politique actuelle, quand elle n'est pas à l'expulsion, est à l'intégration de ces populations, intégration qui passe par une acculturation tant elle est basée sur notre propre mode de penser. Bien souvent l'échec des actions mises en place, comme les villages d'insertion, est imputé aux populations elles-mêmes qui ne feraient aucun effort d'intégration. Il faut bien comprendre que toutes les actions créées et mises en place le sont sans aucune concertation avec les Roms eux-mêmes sous le prétexte d'une urgence humanitaire. C'est de nos points de vue que les actions sont mises en place et il est temps sans doute de nous questionner et de ne pas tenter d'imposer la culture et le mode de vie occidental.

En conclusion, nous pouvons retenir que la responsabilité de la situation actuelle des Roms n'incombe pas uniquement aux décideurs mais est issue du passé de discriminations et de préjugés que les Roms traînent depuis plusieurs siècles. Cette situation est aussi en grande partie due à nous-mêmes qui sommes chamboulés dans notre conviction que la vraie misère n'existe que dans les pays en développement, qu'elle ne peut être ici, tous les jours sous nos yeux. Dans un deuxième temps, nous nous apercevons que lorsque nous tentons d'aider ces populations nous sommes également bousculés dans notre manière de raisonner car le danger est de créer une sorte d'assistanat et de passer à côté du vrai problème qui semble être culturel et sociétal, avant d'être humanitaire. C'est à nous tous de réfléchir à la manière dont nous voulons nous positionner par rapport à la situation exposée ici, mais également à nos convictions et nos compétences. Malgré tout, il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit là d'hommes et de femmes qui vivent tous les jours dans une très grande misère et qu'il y a une urgence humanitaire quotidienne qu'il faut surmonter, que de nombreuses associations tentent de pallier, mais qui ont toujours besoin de plus d'aide et de moyens. Comment se positionner alors face à ce paradoxe lorsqu'on affiche d'un côté qu'il ne s'agit pas en premier lieu d'un problème humanitaire, mais que l'on insiste ensuite sur le fait qu'il y a une urgence humanitaire ? C'est dans ce paradoxe que réside toute la difficulté d'agir. Il faudrait d'un côté subvenir aux besoins urgents quotidiens et de l'autre réfléchir ensemble et avec eux sur la manière dont ils voient leur avenir. Difficile lorsque l'on sait que le mot « demain » n'existe pas en Rromani.
Peut-être faut-il commencer par leur accorder des gestes quotidiens tout en essayant de réfléchir à la manière dont nous pouvons vivre avec eux, à ce que nous avons à partager et échanger ? À faire l'effort d'aller à leur rencontre, afin de les connaître, comme des voisins et non plus comme des étrangers.

Nicolas Le Boëdec

Photo Loran Conduche

Quel militantisme anarchiste EN MILIEU RURAL ?

Quand on évoque le militantisme, il est le plus souvent question des grandes métropoles où se concentrent en grande partie de la population, centres politiques et culturels et médias. Ces grands pôles urbains et leurs banlieues font la une de la presse : lieux des grandes manifestations d'ampleur nationale, lieu de tous les enjeux d'urbanisme, de flux, lieux de concentration d'emplois. Se rajoute à cette dimension un centralisme parisien très français, sorte d'exception culturelle. Il faut bien le reconnaître : les militants politiques en milieu rural sont le plus souvent les grands absents des médias, y compris des médias dits alternatifs[1].

Pourtant, les campagnes sont aussi des lieux où l'on vit, où l'on travaille (et où se posent donc aussi toutes les problématiques liées au monde du salariat : chômage, précarité, etc.), où l'on se déplace, et où on lutte.

La fameuse « affaire Tarnac » avait ponctuellement attiré les projecteurs médiatiques sur ce qui apparaissait comme un fait nouveau depuis la vague des urbains vers les campagnes dans les années 70. Oui, des militants radicaux existaient à la campagne, et, comble de cette surprise, ils y étaient installés, intégrés et actifs. Les luttes ponctuelles contre des grands travaux, de la ligne ferroviaire à grande vitesse Lyon-Turin à la lutte contre l'aéroport de notre-Dame-des-Landes nous rappellent ponctuellement qu'on y vit, qu'on y lutte, et que, même dans des zones rurales, des anarchistes existent, militent et agissent.

À la Fédération anarchiste, nous avons aussi des groupes qui existent dans des zones rurales. Ces groupes comptent souvent parmi les plus actifs, les plus inventifs, et la tendance observée dans notre organisation montre que les contacts isolés et nouveaux groupes se multiplient dans les campagnes.

Il nous a donc semblé nécessaire de nous intéresser d'un peu plus près à ce qui fait la spécificité du militantisme anarchiste en milieu rural à travers deux groupes très différents, mais malgré tout reliés par les mêmes objectifs et les mêmes idées. Tout d'abord, un groupe implanté dans l'Aisne, dans le nord de la France, au milieu des plaines et des étendues agricoles. Il s'agit du groupe de Merlieux, dénommé « groupe Kropotkine ». L'autre groupe sur lequel nous nous sommes penchés, lui, se situe dans le sud-est du territoire français, en moyenne montagne, dans le Vercors et le Royan. Il s'agit du groupe « La Rue râle ». Deux groupes, donc, sur deux territoires très différents tant géographiquement que sociologiquement. Des réalités de terrain et donc de militantisme qui font de ces deux situations des approches singulières et qui nous rappellent que les idées et pratiques anarchistes ont leur place partout.

1. On notera qu'un des seuls journaux militants à s'intéresser régulièrement au militantisme rural (qui n'est pas forcément limité à la mouvance clairement revendiquée comme anarchiste) vient de la revue *Silence* !, consacrée à l'écologie, aux alternatives et à la non-violence. Coordonnées : http://www.revuesilence.net/ , 9, rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04 France

ENTREVUE avec le collectif « La Rue râle »

Pouvez-nous nous raconter comment votre groupe militant anarchiste s'est implanté dans le Vercors et le Royans ?

Juste pour situer, pour les quelques-uns qui préféraient somnoler près du radiateur plutôt que de suivre les cours de géo, le Royans est une petite enclave idyllique située au pied du Vercors, et bordée par l'Isère et sa banlieue dortoir qui cour de Grenoble à Valence.
L'histoire de La Rue râle dans le Royans, ça a commencé tout simplement par un couple qui a eu la bonne idée de tenir une table de presse lors d'un de ces évènements importants qui ponctuent la vie locale de nos campagnes, type une foire bio ou quelque chose dans le genre.

Très vite on s'est fait plein de contacts et de table de presse en table de presse, un petit groupe s'est formé. À partir de là on a pu envisager plus sereinement des évènements d'une plus grande envergure. Après avoir débattu un petit peu des actions qu'on pouvait mener, on a assez rapidement écarté la prise de la mairie, et on s'est rabattu sur des actions plus de l'ordre de l'éducation populaire : projections, rencontres avec des auteurs, ou plus conviviales comme des concerts, des pièces de théâtre. Très vite on a eu beaucoup de sympathisants et le groupe s'est étoffé. Il faut ajouter aussi à tout cela que pour démarrer, on a à l'époque bénéficié de bons coups de main des autres groupes de la Fédération anarchiste dans la région.

Par chance il existait aussi un groupe dans le Vercors, avec qui on partageait des réalités de terrain similaires. Et bien que les habitants des plateaux descendent rarement dans la vallée (des falaises de plusieurs centaines de mètres séparent les deux territoires), la force de notre idéologie, la fraternité qui imprègne notre militantisme et surtout le besoin de se sentir moins seul nous ont amenés à nous rapprocher, à se donner des coups de mains et finalement à développer nos actions sur les deux secteurs géographiques, au prix de bon nombre de kilomètres et d'une confiance aveugle dans les dispositifs de sécurisation de la route (les quelques pistes qui rallient les plateaux du Vercors au Royans forment des canyons régulièrement ponctués d'éboulis de funestes réputations).

D'autre part, le fait d'être un peu en dehors des grands axes de circulations, des pôles économiques clairement définis, a également aidé à se développer dans ces deux territoires. Il faut

blog :
http://vercors-libertaire.blogspot.fr
courriels :
laruerale@no-log.org
fa.vercors@no-log.org

faire un détour, on ne passe pas par ici par hasard et ceux qui habitent là n'ont pas tout le confort consumériste à porter de main. De fait il existe dans une certaine mesure un vieux restant d'habitudes à faire des choses collectivement, à s'organiser ensemble localement, bien sûr avant tout dans le cadre de la vie quotidienne plus qu'en termes de militantisme politique.

À la campagne, la vie politique des municipalités est souvent animée par des gens qui se revendiquent «sans étiquette». De votre côté, comment assumez-vous l'étiquette «anarchiste»?

C'est relativement simple et complexe à la fois. Il est vrai qu'à la campagne (mais pas que) les chefs de village et leur équipe se revendiquent souvent sans étiquette, loin des querelles politiques, parce que mon bon monsieur, nous on est là pour faire tourner une commune et pas pour défendre une boutique. Bref un pragmatisme de façade qui cache de toute façon une sensibilité politique, parce que, qu'on le veuille ou non, ou plutôt parce qu'ils le veulent ou non, s'impliquer dans les instances municipales, organiser une collectivité, c'est se retrouver face à des choix politiques.

Du coup il est vrai que dans certaines zones géographiques il existe un certain vide politique. Le fait que nous, militants anarchistes, nous nous présentions comme tel remplit d'une certaine façon ce vide et oblige en parallèle les autres forces en présence à se positionner de façon plus explicite. En gros, on retrouve alors soit des équipes municipales plutôt de gauche qui se disent chouettes, des anars, leur présence va pouvoir nous aider à maintenir une dynamique plutôt de gauche dans notre coin, soit on a affaire à des équipes municipales plutôt de gauche qui se disent merde, des anars qui viennent nous foutre des bâtons dans les roues et montrer qu'on est pas tant de gauche que ça. Et puis sinon y'a les autres...

En outre, du fait de ce «vide politique», arriver avec l'étiquette anarchiste n'est pas si encombrant qu'on a nous-même tendance à s'autopersuader. D'abord parce qu'il faut bien le dire, la télévision est arrivée relativement tard dans les foyers du Royans (!). En outre malgré la déformation médiatique du terme anarchiste les gens ont encore tendance à se baser sur leur propre perception de la réalité. Les relations qu'on a avec l'ensemble de la population en règle générale, nos implications individuelles dans des asso dite «apolitiques», leur permettent assez rapidement de comprendre qu'ils n'ont pas à craindre les égorgeurs de bourgeois que nous sommes s'ils nous croisent seuls la nuit dans une ruelle mal éclairée (le réseau électrique est également encore mal implanté dans nos contrées, et ne parlons pas des portables...).

Il faut peut-être aussi préciser que nous avons aussi tendance à utiliser souvent le terme libertaire plutôt qu'anarchiste, surtout au début, suivant à qui on s'adresse. En règle générale on essaie de pas mettre des A cerclés de partout et d'avoir des éléments de communication «propres sur eux» et avenant plutôt que de céder à la tentation du graphisme punk en lutte. Au final les gens nous disent souvent : « Ben finalement vous êtes bien organisés . » Notre action a contribué à nous faire bien voir des gens et petit à petit à être moins frileux avec l'étiquette «anarchiste».

Enfin le « vide politique » cité plus haut est souvent accompagné d'un vide culturel. Quand tu proposes de mettre en place des évènements à consonance vaguement culturelle dans ces espaces, tu es rarement refoulé. Anarchiste ou pas anarchiste, il est facile de trouver des salles, du matériel à moindre frais.

Ceci dit il faut bien reconnaître que lors de nos premières apparitions, on a parfois été confronté à des situations cocasses du fait de la réputation médiatique qui colle à la peau de tout anarchiste qui se présente comme tel. Par exemple quand les militants du Parti communiste remballaient leurs tracts (ça leur arrive d'en distribuer...) en deux-deux et s'en allaient au pas de course quand ils nous voyaient débarquer pour vendre Le Monde libertaire à la criée !

Comment êtes-vous perçus par la population et par les autres militants politiques présents?

Justement, on évoquait précédemment la question de la relation avec les gens. Ce n'est d'ailleurs pas propre au militantisme rural mais ça s'étend bien au-delà. Il y a fort à parier que dans la plupart des villes de taille moyenne cette question se pose de la même façon. Seuls les militants parisiens peuvent se permettre le luxe de ne pas côtoyer les autres militants politiques ou les habitants.[1]

Du fait qu'une bonne part de nos activités individuelles et collectives soient proches de notre lieu de vie (travail, loisir, etc.), on est très vite amené à connaître la population locale et vice et versa une bonne partie de la population locale connaît notre militantisme. Ainsi on ne nous voit pas uniquement comme des militants, mais on ne peut pas non plus cacher cet aspect comme le permet l'anonymat urbain. C'est à double tranchant. D'un côté ça démystifie l'étiquette anarchiste que nous collent les médias. D'un autre il faut pouvoir l'assumer peut-être plus intensément qu'en ville. Quand dans certaines discussions entre militants on en vient à parler d'ennemi politique, il faut savoir qu'à la campagne l'ennemi est bien identifié. Lui aussi d'ailleurs t'a bien identifié et il y a de forte chance pour que tu le croises régulièrement. Si l'animosité politique déborde les frontières de l'idéologie, ce qui ne manque pas d'arriver lorsqu'on milite avec ferveur et enthousiasme, le quotidien s'en trouve parfois rapidement chamboulé.

1 Alors ça, camarades, c'est une légende urbaine ! (ndlr)

D'autre part, malgré le vide politique ambiant, il n'est pas rare de croiser d'autres militants, dans le paysage associatif. D'autant plus que l'effervescence que crée l'activité d'un groupe comme le nôtre peut redonner à d'autres le goût et l'envie de militer... pour sa propre chapelle. À propos de chapelle notre coin est particulièrement bien tenu par la mouvance dite des cathos de gauche, auxquels il faut savoir reconnaître une réelle présence, bien que vieillissante, dans le paysage associatif.

Cette promiscuité associative et militante ne nous permet pas de toiser l'autre avec mépris et adversité, a moins de se la jouer puriste révolutionnaire, mais notre groupe n'a pas opté pour ce label. Parfois, pour construire des projets d'une certaine envergure, on en arrive à faire des réunions avec des militants non anarchistes. Et on arrive à construire des trucs ensemble sans pour autant devoir mettre de côté nos spécificités libertaires. Peut-être au nom du même pragmatisme décrié dans la bouche des élus, mais la réalité du terrain prime parfois sur les étiquettes.

Mais dans l'ensemble on est perçu comme un collectif très actif. On a d'ailleurs réussi à occuper le terrain associatif de telle sorte qu'il n'est pas rare qu'on soit sollicité par d'autres acteurs associatifs locaux pour participer à leurs évènements.

Vous êtes dans une région de moyenne montagne, une région relativement préservée, mais assez touristique tout de même. Comment cela se traduit-il en ce qui concerne l'emploi ? Beaucoup d'emplois sont saisonniers donc précaires ...

Il faut bien reconnaître que le Vercors comme le Royans ne sont pas des bassins d'emplois identifiés en tant que tel. Il y a effectivement une industrie touristique très saisonnière sur les plateaux, mais ça s'arrête là. Pour le Royans, qui représentait, dans son glorieux passé, la seconde industrie de tabletterie après le Jura, il n'y a même pas cette carte touristique.
Les quelques gros employeurs sont des structures d'insertion et d'encadrement de personnes handicapées, mais il faut bien reconnaître que peu d'habitants travaillent dans le Royans, la plupart des salariés travaillent à la ville. D'ailleurs dans le Royans peu d'habitants travaillent tout simplement. La part des retraités est supérieure au nombre d'actifs, et il y a effectivement une vraie précarité. En gros, le Royans ferait une belle banlieue dortoir, mais elle est encore trop excentrée des grands axes de trafic. Ceci dit ça viendra sûrement.

Le logement semble également une problématique bien présente dans votre région : beaucoup de résidences secondaires, peu de logements disponibles pour les petits budgets qui veulent continuer à habiter là ...

À vrai dire, même s'il reste encore quelques différences entre la ville et la campagne, elles ont tendances dans l'ensemble à disparaître. C'est un peu forcer le trait mais globalement qu'est-ce que la campagne si ce n'est une ville avec plus de distance entre les bâtiments ? Du coup beaucoup de problématiques dites nationales se retrouvent à la campagne, que ce soit au sujet du logement, de la précarité, des sans-papiers, de la prison, etc. On pourrait croire que les seuls sujets de préoccupation à la campagne sont l'écologie, la nature et les petits oiseaux, mais pas du tout.

Vous ne possédez pas de local militant fixe... Comment faites-vous pour pouvoir organiser des évènements publics ?

À la campagne, la question du local ne se pose pas d'emblée. Les salles des fêtes sont gratuites, on s'arrange avec les grosses associations locales pour avoir des salles de réunions publiques et les réunions de groupe se font souvent chez l'habitant.
Dans un second temps, vu que note activité se développe et comme tout anarchiste qui se respecte on a des livres à foison qu'on voudrait faire partager au plus grand nombre, on se dit qu'un local ce serait pratique. C'est un peu la solution de facilité que de tout avoir sous la main : de quoi stocker des livres, de quoi recevoir des gens, etc.

Et puis en y réfléchissant à deux fois, on se rend compte que le territoire sur lequel on milite est assez étendu et que finalement c'est peut-être plus pertinent de tourner sur l'ensemble des communes, d'organiser des évènements sur l'ensemble du territoire, de se rendre visible un peu partout, de profiter des multiples possibilités qu'offre l'ensemble de notre secteur, en sommesd'être omniprésents.

En contrepartie, ça demande effectivement plus d'énergie déployée dans la logistique, et pas mal de sueur, mais un investissement en termes d'argent et d'activité qui est plus souple : pas de permanence à assurer, pas de loyer à débourser.

On est aussi conscient que les gens sont parfois déroutés quand ils nous demande ntoù est-ce qu'on est basé. Ils ont besoin

d'un ancrage local pour nous identifier. Actuellement la seule façon de nous contacter, notre seule vitrine (en dehors des outils fédéraux tels que Publico[2], Le Monde libertaire, le site fédéral, etc.) c'est notre blog et notre adresse mail.
Le top ce serait sûrement d'avoir suffisamment de force pour faire les deux... mais on n'en est pas là pour l'instant !

2 Publico, autrement appelée Librairie du Monde libertaire, librairie fédérale de la Fédération anarchiste : 145 rue Amelot, 75011, Paris, http://www.librairie-publico.com (ndlr)

Quels évènements, rencontres, etc., avez-vous déjà organisés ? Comment cela s'est-il passé ?

Très rapidement on a essayé de mettre la barre haute en termes d'activité, histoire de bien se faire connaître et d'assurer une présence sur le territoire. On a essayé de s'en tenir à une activité publique par mois. Ça paraît énorme comme ça et à vrai dire ça l'est ! Mais on a réussi à tenir ce rythme quasiment trois ans et ça a payé en termes de visibilité de notre collectif. Par évènements publiques on entend toute sorte de conférences sur des thèmes d'actualité ou des questions de fond, des rencontres avec des auteurs, des projections, des pièces de théâtre, des ateliers participatifs, des expos, etc. Et cerise sur le gâteau, on organise un évènement annuel de plus grande ampleur, sur plusieurs jours.

En général ça se passe très bien. Les gens répondent souvent présent, avec régulièrement des nouvelles têtes, ce qui étonne (et dans une certaine mesure énerve aussi) souvent les autres acteurs associatifs qui n'arrivent pas toujours à toucher au-delà du cercle de « groupies » habituel.

Ce qu'on constate aussi dans l'organisation de ces évènements, et particulièrement ceux de plus grande envergure, c'est l'importance de faire partie d'une fédération : pouvoir utiliser des outils de communication qui relaie l'info dans toute la France voire le monde entier, avoir des tonnes d'articles de propagande et d'information relativement facilement grâce à Publico et aux éditions[3], pouvoir compter sur les coups de main des copains, ça nous aide beaucoup. Bien sûr il y a aussi tous ceux et celles sur qui on peut compter bien qu'ils n'aient rien à voir avec la fédération. C'est ce qui fait la richesse de notre mouvement ...

Pouvez-vous nous expliquer comment est née cette idée de faire un bibliobus anarchiste, dénommé « L'Utobus » ? Cette expérience fonctionne-t-elle ?

Au départ on avait toujours cette idée de faciliter la diffusion de nos idées mais avec le fait qu'on avait ni l'envie ni la force de tenir un local. D'autre part sur les tables de presse qu'on organisait on voyait beaucoup de gens qui auraient pu être intéressés mais pour qui le prix des livres était un frein. Et puis y'avait aussi l'envie de pouvoir présenter nos idées dans des coins plus reculés, où on ne nous attendait pas, aller à la rencontre de gens qui n'avaient jamais entendu parler de nous. Alors en rassemblant tout ça et en mélangeant bien on obtient l'Utobus : une médiathèque sociale itinérante, un peu sur le principe des bibliobus de jadis.

On n'a encore pas beaucoup de recul sur cette expérience qui est encore toute jeune. Ce qu'on peut dire c'est qu'il y a énormément d'éditeurs et de bibliothèques qui ont eu le panache de jouer le jeu et nous ont permis d'avoir un superbe fonds à mettre à la disposition des habitants du Royans. Nous ne les remercierons jamais assez. En termes de fréquentation, ça tourne. Ce qui est certain en tout cas, c'est que ça représente énormément de boulot. Mais dans l'ensemble on peut dire que l'expérience est pour l'instant une réussite. La preuve : Le Monde libertaire s'y intéresse !

Vous êtes entre Valence et Grenoble : comment se passe votre vécu militant par rapport à ces villes assez

3 Éditions Libertaires, et Éditions du Monde Libertaire (NDLR)

proches ? Rejoignez-vous des initiatives qui s'y passent, et comment faites-vous pour parvenir à exister localement sans vous faire « aspirer » par le militantisme de ces villes ?

Vu d'ici, Grenoble ou Valence ne nous paraissent pas si proches. Loin de se sentir aspiré, on a plutôt l'impression de faire vivre le mouvement autour de nous, de façon « autonome », d'apporter notre pierre à l'édifice. Et en toute franchise, au regard du nombre de citadins qui viennent dans nos évènements, on pourrait se demander si c'est pas plutôt les rats des champs qui attirent les rats des villes…

Avez-vous un sentiment d'isolement vis-à-vis du mouvement libertaire global ou bien vous sentez-vous partie prenante de celui-ci ? Concrètement, comment cela se traduit-il ?

On ne peut pas parler de sentiment d'isolement, loin de là, surtout à l'heure des technologies de communication. En outre on a quand même pas mal de relations avec les copains des villes environnantes. Et mine de rien le fait de faire partie d'une fédération ça donne aussi un bon sentiment de travail collectif. Un exemple parlant est de voir l'agenda du Monde libertaire qui présente de la même façon un évènement qui se tient à Paris, à Rennes ou Saint-Jean-en-Royans.

Lors des mouvements sociaux d'ampleur nationale (on pense entre autres au mouvement des retraites de l'an passé), comment s'inscrire localement dans ce type de dynamique plus vaste ?

Honnêtement s'il y a un moment où militer signifie rejoindre les copains en ville, c'est bien dans ces moments-là. À vrai dire, à quelques exceptions près, il n'y a pas une grande tradition de manif ici. Les gens sont quand même un peu dans leur coin et préfèrent aller grossir les rangs des manifs en ville. Ceci dit, pour le coup de la réforme des retraites par exemple, on a quand même réussi à organiser un rassemblement avec diffusion de tracts et tout le tintouin. Quand la mobilisation prend une ampleur considérable, il n'est pas impossible de voir la colère déborder dans la campagne. Et ça c'est bon !

C'est aussi dans ces moments-là que sont intéressantes toutes les alternatives trop souvent décriées comme réservées aux bobos, comme les amaps par exemple. Les liens que ces expériences créent, le sentiment de collectif qu'elles véhiculent, les échanges et débats qu'elles permettent, génèrent des pratiques qui peuvent s'inscrire dans ces dynamiques d'ampleur nationale. Pour en revenir au mouvement des retraites par exemple, dans notre amap la distribution de légumes ressemblait plus à une assemblée générale spontanée qu'à un panier de bobos en mal de légumes : les gens formaient de grands cercles de discussion, oubliant presque leurs légumes au profit des dernières nouvelles des mobilisations pendant que le maraîcher s'organisait pour fournir des légumes aux grévistes du coin.

On a le sentiment que dans les grandes villes, le militantisme est souvent plus « classique » (collages, manifestations, etc.). Qu'est-ce qui fait la spécificité de votre militantisme ?

C'est vrai que dans notre coin, les collages ne sont en général pas trop bien vus par les gens qui les associent rapidement à une dégradation, à une pollution visuelle. Étant donné que le moindre collage un tant soit peu libertaire est associé directement au collectif La Rue râle, on n'a ni envie de faire des actions contre-productives, ni envie d'avoir un rendez-vous chez les bleus à chaque fois qu'on sort notre seau de colle. Parce que c'est aussi ça la réalité de militer à la campagne : tu colles des affiches un peu trop voyantes, un peu trop politiques, un peu trop en-dehors des campagnes électorales, et hop, le lendemain c'est direct une visite de deux képis à ton domicile … La notoriété, on trouve ça marrant la première fois, mais à la longue ça lasse ![4]

Mais dans l'ensemble c'est vrai que tout comme pour les collages, le militantisme dans notre campagne est relativement différent de celui des gros centres urbains. Alors qu'en ville on aura peut-être plus facilement tendance à se lancer dans des actions de revendication et d'affrontement, à la campagne le terrain nous semble plus propice pour jouer la carte de la construction. Au-delà des évènements publics qu'on organise, on porte beaucoup notre action sur la mise en pratique de nos idées, avec par exemple des projets comme l'Utobus ou encore le développement d'une zone de gratuité. On essaie aussi de pousser nos idées et nos pratiques dans les différentes structures dont on fait partie à titre individuel ou collectif.

Il y a un côté plus positif dans tout ça qui nous permet de vivre un militantisme enthousiaste, qui va de l'avant. Ceci dit les deux approches sont complémentaire, y'en a pas une mieux que l'autre. Disons qu'on n'a pas forcément besoin d'attendre que ce système soit détruit pour jeter les bases d'une nouvelle société.

Ceci dit, tout n'étant pas tout rose au pays des « Bisounours », on se permet, quand même de temps en temps une petite manif histoire de conserver la forme, de pratiquer les bons gestes, et parce que les sujets de révolte sont nombreux.

MERLIEUX
40 ans de militantisme anarchiste en milieu rural

Par le groupe Kropotkine
de la Fédération anarchiste

Cela fera bientôt 40 ans que des anarchistes « sévissent » à Merlieux. Cela fera aussi 10 ans que le groupe Kropotkine organisait son premier Salon du Livre Anarchiste alors appelé « OFF. »
Le salon du Livre Anarchiste des 28 et 29 septembre 2013 sera l'occasion de fêter ça.

En 1973, lorsque la « Communauté » (une dizaine de personnes), s'est installée dans ce petit village qui comptait 133 habitants, les idées libertaires et les militants qui les portaient, autant que l'idée même de vivre en communauté n'ont guère rencontré de sympathie.
Les cheveux longs des garçons, les filles « qui fumaient la pipe », le drapeau noir sur la maison confortaient l'idée que chacun se faisait de l'anarchie : des a-sociaux, « toujours contre tout », sans doute un peu drogués, des terroristes en puissance, voire pour les plus positifs et les moins pervertis par les images d'Epinal négatives véhiculées aussi bien par les politiciens de droite que de gauche, de doux rêveurs.

Bien sûr, nous n'étions que des jeunes « de notre temps », de ceux qui rêvaient d'un monde meilleur après la grande déception de 1968 ; de ceux qui ont expérimenté comme tant d'autres, au travers de ce qu'on a appelé le mouvement communautaire, le « vivre autrement ».
Nos idées libertaires nous ont poussé très vite à nous dissocier de la conception « baba cool » de la majorité des communautés d'alors pour évoluer vers une structure plus organisée (l'ordre moins le Pouvoir). Les décisions se prenaient à l'unanimité. Une personne, une voix, une pièce. Des réunions avec comptes-rendus avalisés ou modifiés en début de réunions suivantes. Un côté « organisation » qui faisait sourire nos babas cool des communautés voisines, mais explique sans doute la durée notable de l'expérience qui a pris fin en 1998 après 25 ans d'existence.

Le Merlieux des années 70 était un village en train de mourir, comme tant d'autres des environs: une population vieillissante, pas de commerces, plus de bistrot, plus d'école. Encore trois fermes (il n'en reste qu'une aujourd'hui). Notre arrivée a correspondu avec la fin de la diminution du nombre d'habitants, constatée à chaque recensement. Aujourd'hui Merlieux compte 250 habitants.

http://kropotkine.cybertaria.org
kropotkine02@no-log.org

Groupe Pierre Kropotkine
8, rue de Fouquerolles
02000 Merlieux-et -Fouquerolles

Il y avait, dans ce village, un contexte un peu particulier. Le maire communiste Roland Durand avait fréquenté les idées anarchistes « *jusqu'en 36* ». Parce que, disait-il, les anars gueulaient « *Pas un sou, pas une arme pour la guerre* » et que les anarchistes espagnols n'avaient que leurs poitrines nues pour arrêter les balles franquistes sur les barricades, pour gueuler ensuite « *des canons, des avions pour l'Espagne* ». Il a rejoint les rouges à ce moment-là. Le Foyer Rural Populaire, au statut coopératif, avait été construit dimanche après dimanche par les habitants au sortir de la seconde guerre mondiale.
La Communauté anar n'avait rien d'autarcique, même si nous avions un grand jardin et des animaux, dont des cochons qui portaient des noms de ministres. Nous travaillions sur l'extérieur, principalement dans le social, et opérions une péréquation des salaires[1]. Nous avions une obligation morale, du fait de nos idées libertaires, à être des citoyens actifs. A chacun de choisir son lieu d'investissement : organisations politiques et syndicales, associations culturelles, mouvements humanitaires, écolo, pacifistes, féministes, etc.

L'implication du groupe dans le village s'imposait donc. Il se manifesta d'abord, via le Foyer Rural Populaire, dans la prise en charge d'activités. Ce ne fût pas facile. Les heurts ne manquèrent pas. Combien de séances houleuses du Conseil Municipal où nos prestations étaient évoquées ; comme ce jour où Fernand, un vieux de la vieille, intervint pour dire que « *ça ne plaisait guère aux habitants de voir la "buvette du pays" à la Fête communale, tenue par les anarchistes avec leurs cheveux longs tout dégueulasses qui pendouillaient dans les verres* », ce à quoi le maire rétorqua (en brandissant les comptes tenus au centime près annonçant 600 francs de bénéfice), que « *jusqu'ici les recettes de la buvette tenue par les conseillers municipaux n'avaient jamais permis de régler le brasseur et encore moins le tabac* », et que maire il n'avait « *jamais vu l'ombre d'un bilan financier et encore moins de bénéfices* ». Fernand était, de longue date le trésorier du Foyer !

L'affaire était entendue : les anars étaient honnêtes, efficaces et rendaient des comptes. Ils méritaient le respect, malgré les cheveux longs et leurs foutues idées.
Nous avons toujours soigné nos prestations dans la commune et l'hostilité s'est peu à peu transformée en curiosité «*Ils ont les cheveux longs mais ils savent travailler ! Ils sont anarchistes, mais on peut leur faire confiance. Quand ils s'engagent, ils s'engagent etc.*», et en amitié pour certains.
Le maire communiste venait régulièrement causer à la Communauté « *Parce que dans le village il n'y a que là qu'on peut causer politique !* »
Il nous avoua que, lors de notre installation au village, il avait vu débarquer la gendarmerie, les RG et même la DST parce qu'il y avait une voie militaire à proximité et qu'il fallait « *avoir l'œil sur les anarchistes* »...

Le temps fit son chemin et nos idées aussi. L'anarchie est une idée qui tient la route pour peu qu'on sache tenir le bon cap... Et de ce côté-là, nous n'avons pas dévié d'un pouce.
Nous vendions *Le Monde libertaire* sur les marchés de Soissons, et opérions des collages sur les villes et villages environnants.
Le siège de la Fédération anarchiste était alors rue Ternaux, à Paris et nous y allions acheter nos brochures auprès de Malsand, l'homme qui voyait si peu clair qu'on gagnait du temps à écrire ce qu'on achetait sur son carnet de vente. Nous allions quelquefois à Paris avec des copains du Groupe « *Maman* » (Mouvement Anti-Militariste et Anti-Nucléaire) pour suivre les conférences de Maurice Joyeux du fameux Groupe Louise Michel.

C'était le temps des manifs au Larzac, à Plogoff, à Chooz dans les Ardennes, à Maleville où un militant anti-nucléaire succomba. C'était le temps des LIP, des ventes sauvages de montres ; des Comités libération du temps où ce journal représentait encore quelque chose pour nous.
Nous étions sur tous les fronts et les années ont passées, entre luttes sociales, investissement local et expérimentation de nos idées dans notre quotidien. Les gens d'ici ont fini par nous accepter. La population âgée a disparue peu à peu, remplacée par de nouveaux habitants pour qui nous étions « *du village* » puisque arrivés avant eux.
Parmi ces nouveaux venus, un enseignant monta avec son père une exploitation agricole biologique. De l'aide apportée à cette expérience naquirent une solide amitié qui durera jusqu'à son décès survenu brutalement, et une étroite collaboration avec le père, devenu maire jusqu'à ce que, cédant aux sirènes du pouvoir, il trahisse ses engagements et par la même occasion les militants qui avaient fait sa renommée.

Pour les anarchistes que nous sommes, il est clair qu'un îlot autogestionnaire dans un océan capitaliste n'est guère possible. Il est évident que le système libéral ne laissera pas se développer des fonctionnements et des réalisations qui sapent ses fondations ; mais il est tout aussi évident que ces expériences se réclamant de la démocratie directe sont tout à fait supportables pour peu qu'elles restent exceptionnelles et ultra minoritaires. Elles lui servent souvent par ailleurs de caution démocratique, avant d'être digérées, via la manne financière des subventions et les sollicitations politiciennes auprès des protagonistes, sensibles aux honneurs.
Malgré cette récupération possible, ou le risque d'anéantissement de l'expérience collective si elle se trouve opposée frontalement au système capitaliste,

1 Tous les salaires étaient additionnés, la somme était divisée par le nombre de communautaires adultes pour obtenir le salaire moyen. Pour les communautaires non salarié-e-s ou non mensualisé-e-s, un salaire fictif de la valeur du smig (salaire minimum garanti) était pris en compte pour les calculs. Chacun-e gardait 60% du salaire moyen et versait le reste à la communauté. Ce budget était géré collectivement.

il est indéniable qu'il reste intéressant d'essayer de mettre en place d'autres fonctionnements que ceux proposés dans le cadre pyramidal de la hiérarchie, d'autres rapports humains que ceux de domination-soumission.
Pendant près d'une quinzaine d'années, dans notre petit village picard, nous avons pu œuvrer à la mise en pratique de nos idéaux libertaires, à notre échelle, avec les gens tels qu'ils sont, dans la société telle qu'elle est.

Des heures et des heures de discussion enflammée pour savoir par quoi il faut commencer, pour expliquer que nous ne sommes pas preneurs du pouvoir, que nous ne voulons pas décider à la place des habitants, pour affirmer que contrairement à ce que beaucoup pense, chacun peut faire beaucoup et qu'à plusieurs c'est encore mieux. Des projets en veux-tu en voilà et des habitants qui, timidement, à travers des réalisations concrètes se mobilisent, se réapproprient une parcelle de vie politique qu'ils avaient abandonnée à d'autres.

Amoureux de la culture, il n'était pas envisageable pour nous de commencer par autre chose que la création d'une bibliothèque.

Une réunion est programmée en mairie : quelques habitants se déplacent, c'est pas la foule. Pas de locaux disponibles, pas de livres, pas de sous... La communauté anarchiste propose un local, trois mille ouvrages (estampillés « Ni dieu,ni maître ») et de s'en occuper, mais à condition que la bibliothèque soit gérée comme une activité du Foyer rural populaire de Merlieux (de façon à n'être pas vécue comme la bibliothèque des anarchistes). À condition aussi que le Conseil municipal s'engage, si l'activité est pérenne, dans le cadre de futurs travaux à accueillir cette bibliothèque dans un local public, et, enfin, à condition qu'une politique d'acquisition d'ouvrages soit menée de façon à remplacer nos livres estampillés du drapeau noir par des ouvrages neutres seyant mieux à notre conception de service public. Ces conditions acceptées, nous ouvrons la bibliothèque.

Cet exemple illustre notre stratégie. A partir d'une simple initiative, voilà le secteur associatif et les élus du village mobilisés, voilà ouverte la porte à moult débats.
Certes, dans l'exemple cité, nous perdons notre local de groupe, mais en contrepartie de nombreux habitants qui ne seraient jamais venus dans un local anarchiste en franchiront la porte et notre drapeau noir voyage, via nos livres dans les maisons du village. Des repas sont organisés au profit de la bibliothèque pour constituer un fonds de livres neutres, des débats y sont organisés. La plupart des projets communaux y naîtront. Les commissions municipales « ouvertes » prendront l'habitude de s'y réunir. Ce local devient le lieu culturel du village. Presque tout le monde est inscrit à la bibliothèque.
Quelques années après, la bibliothèque sera transférée entre les deux classes de l'école, rouverte suite à la mobilisation des habitants et à un chantier collectif réunissant plus de cinquante personnes du village. Nous récupérons notre local qui restera pour les habitants un lieu culturel tout à fait fréquentable.

Cet exemple est significatif de notre façon d'agir : projet diffusé dans le village, réunion de mise en place, forte mobilisation de notre part pour faire émerger le projet, mobilisations des différents acteurs institutionnels du village (sous formes de questions ou conditions) avec de multiples ramifications pour toucher les habitants les moins concernés par le projet.
Dans l'exemple de la création de la bibliothèque, l'acquisition d'ouvrages mobilisera de nombreux non lecteurs au travers de l'organisation de manifestations amenant les recettes nécessaires aux achats de livres, et donnera l'habitude de créer des événements pour soutenir de nombreux autres projets. Ainsi l'école se verra dotée par les habitants bénévoles d'une cuisine adaptée aux enfants de façon à ce que ceux-ci puissent en tirer, par la vente d'entrées et de desserts, les subsides nécessaires au règlement de leur quote-part dans la prise en charge financière de voyages scolaires en Allemagne, en Angleterre ou l'organisation de spectacle grandiose tel que celui réalisé autour du livre « *L'Éloge de la vie* » de Jacquard, un spectacle où tous les élèves de l'école, transformés en acteurs expliqueront devant leurs parents l'origine de la vie, comment on fait des enfants...
Ainsi, un groupe d'habitants se chargea de produire des centaines de bouteilles de cidre vendues lors des Feux de la Saint-Jean, pour relancer cette fête ancestrale qui avait disparue depuis des années. Celle de Merlieux avec ses vingt stères de bois empilés à brûler provenant d'une coupe communale, réalisée par un groupe d'habitants, réunissait chaque année en juin plus de trois mille participants.

Le village connut à cette époque une véritable vie de famille, avec la convivialité et la solidarité qui va avec. Un militant de notre groupe fut confronté sur son lieu de travail à un conflit, du fait de ses idées politiques, avec son employeur, colonel de surcroît. Licencié de la manière la plus arbitraire qui soit, il entama une grève de la faim qui connut un certain retentissement. L'équipe municipale lança aussitôt un texte de soutien qui commençait par : « *L'un des nôtres est en danger. Nous savons tous qu'il ira jusqu'au bout...* ». La pétition villageoise recueillera la quasi-unanimité des signatures des habitants. Les deux seules familles qui manquèrent étaient celles de deux habitants, frère et sœur, qui venaient d'acheter chacun une maison dans le village et qui, tous deux permanents du Parti Socialiste jugèrent sans doute peu judicieux, comme premier acte politique dans la localité de soutenir un anarchiste... Ce manque de solidarité les mettra hors jeu durant de nombreuses années, d'autant que notre compagnon, après plusieurs licenciements cassés par le Tribunal administratif, et deux grèves de la faim de plus de quarante jours, obtiendra sa réintégration et le départ du colonel.

Bien sûr, l'éternelle question de la prise de pouvoir s'est posée.
Faut-il prendre la mairie ? Une équipe fort capable se dessinait, bon nombre d'entre nous y auraient eu leurs places. Ce ne sont pas les sollicitations qui ont manqué. Nous avons préféré poser nos conditions pour une participation active à une politique portée par des élus qui s'engageraient publiquement sur certains points.
Parmi ceux-ci, un certain nombre de propositions visant à transformer le Conseil municipal en chambre d'enregistrement des décisions prises par l'assemblée générale de la population. Ainsi tous projets ou décisions importants devaient être travaillées dans des commissions communales « ouvertes » et soumises à la réunion des habitants. De même, aucune décision en conseil municipal ne pouvait être soumise aux votes avant une participation du public, de façon à s'assurer qu'aucun argument ne serait occulté. Ce n'est certes pas l'anarchie, mais c'est un pas, un petit pas vers une démocratie plus directe.

Pour illustrer cette pratique, lorsque le gouvernement créa les « Tuc »[2], un débat

2 Désigne ce dispositif de « *Travaux d'utilité collective* » mis en place en 1984 par le gouvernement du « socialiste » Laurent Fabius. Ce statut dura jusqu'en 1990 et fut alors remplacé par le « *Contrat emploi solidarité* ».(NDLR)

s'engagea pour savoir s'il fallait profiter de l'opportunité (la commune n'avait pas les moyens de payer du personnel rétribué correctement avec un statut garanti, des habitants sans emploi étaient intéressées par ces possibilités de faire rentrer quelques sous, la commune avait des projets qui nécessitaient des bras) ou s'il fallait refuser ce statut précaire qui n'avait d'autre but que de contourner l'obligation du salaire minimum (Smig).
Le débat fut dense, et pour beaucoup ce fut un apprentissage pour des confrontations politiques qui dépassaient les frontières du village.
Lorsque le Conseil délibéra, l'option « *Pour* » ne recueillant qu'une voix de plus que l'option « *Contre* », il décida que la décision n'était pas mûre et qu'il fallait de nouveau débattre. Les anarchistes locaux proposèrent par un « *texte libre* » dans *l'Information communale* une solution légitime mais illégale qui réjouit tout le monde et qui fut appliquée : les habitants employés sous le statut de Tuc, ne faisaient que treize heures trente de service au lieu des vingt exigées par les textes, ce qui revenait à les payer au tarif du Smig.
La Commune employa simplement plus de Tucs...

Quinze ans de mobilisation active laissent des traces. Notre village, exemple de revitalisation en milieu rural, fit des envieux et créa des rancoeurs.
Comment expliquer qu'un président de Conseil général, par ailleurs maire d'un village voisin ne puisse empêcher une fermeture de classe dans sa localité, alors qu'à Merlieux on ouvrait une école complète...
Comment expliquer qu'une simple fête communale devienne en quelques années une manifestation culturelle de renommée régionale. En septembre 2012, la Fête du Livre fêtait son vingtième épisode.
Comment expliquer qu'un Café musiques d'un coût de six millions de francs d'époque, une structure occupant tout un corps de ferme, avec salle de spectacle, gîtes et bar-restaurant puisse naître dans ce village picard, après l'émergence de douze logements dont six d'habitats groupés autogérés, après la construction d'une salle polyvalente, la création d'un atelier de télétravail, après la transformation des maisons inoccupées du villages en logements sociaux, sans compter la réfection des locaux communaux, école, mairie et...église.
Si tout ce qui est réalisé dans ce petit village fait des envieux, il monte aussi à la tête de ceux qui, partis de rien, se voient cajoler par les notables locaux prompt à soutenir « *les projets qui marchent* » et à en voler une part de notoriété. En haut lieu, on s'intéresse aux réalisations de ce petit village pas comme les autres. On nous cite dans des « *documents sérieux* », et des ministres débarquent...
Bien sûr, la « reconnaissance » des autorités et des mandarins a un prix : celui de se séparer de ce qui pourrait faire tâche dans un si beau tableau, je veux parler de ces anars, de ces objecteurs de conscience, et autres militants de terrain sans qui, pourtant rien n'aurait été possible. Ces témoins et acteurs, fidèles à leurs idéaux libertaires, qui ne se présentant pas aux élections, n'ont pas de concession à faire, deviennent des empêcheurs de tourner en rond, qu'il faut absolument écarter, marginaliser.
S'ensuit un travail de sape pour discréditer celles et ceux qui refusent de cautionner le retour à un fonctionnement « normal » (entendre traditionnel), fonctionnement plus à même de recevoir honneur et subventions.
« *Le pouvoir est maudit* » disait Louise Michel pour justifier son anarchisme. Même un tout petit pouvoir de maire d'une cité de deux cents habitants peut mettre fin à une expérience collective des plus intéressantes. L'État, la justice sont là pour permettre à l'élu égaré dans des chimères de retrouver son autorité.
Les anars de Merlieux en savent quelque chose. De porteurs de projets, de forces vives de la collectivité, ils deviennent, pour avoir refusé de rentrer dans le rang, les ennemis à abattre.
Fini les commissions ouvertes, fini la commission information indépendante, fini les prises de paroles en Conseils municipaux.
Les élus démissionnaires ne sont pas remplacés. La représentation communale devient une caricature, avec cinq conseillers dont trois de la famille du maire. C'est le moment de prendre ses responsabilités.
Les anars se retrouvent, comme souvent ailleurs dans l'opposition.

Le virage sera pris suite au conflit opposant la municipalité et l'équipe gérant le Loup Noir, ce Café-Musiques qui au bout d'à peine deux ans d'existence occupe une place incontournable dans le panorama culturel. Le maire, qui n'avait vu dans ce projet porté par les anars locaux, que l'opportunité (via les subventions conséquentes alloués à de tels projets) d'obtenir des locaux pour l'ouverture d'un bar privé, se rendit vite compte que, contrairement à son analyse, le projet n'échouerait pas rapidement comme il l'espérait.
Par des magouilles dignes du plus vil des politiciens, il obtiendra, avec le soutien du député local René Dosière, un autre traître à sa cause[3], la liquidation du Café-Musiques mettant sur le pavé les trois employés, pour y installer une entreprise commerciale, à savoir un restaurant qui, de gérant en gérant n'en finit pas de crever. Les habitants ne verront jamais ce café de village tant promis et qu'aurait pu ouvrir l'équipe du Loup noir.
Le Café-Musiques *Nwer Leu* « *Le loup Noir*, en picard », Loup noir qui deviendra l'emblème du groupe Kropotkine, grâce à un dessin de Jacques Tardi est vidé de toute préoccupation culturelle

3 René Dosière militant socialiste, député sortant n'ayant pas été choisi par les militants locaux pour les représenter lors des dernières élections législatives, se présentera contre le candidat choisi Fawaz Karimet. Ici comme ailleurs on tient plus à son poste qu'à ses idées, faut croire que la soupe doit être bonne. Dans ce conflit Mairie-Loup Noir, René Dosière sera un soutien indéfectible du maire du village et du président de la Communauté de communes pour virer l'équipe du Loup noir et permettre à la mairie de récupérer les locaux pour une activité commerciale. Six millions de francs détournés de leur destination culturelle n'émeut pas ce député, qui se fait un honneur de dénoncer l'opacité des finances élyséennes et qui se fait l'apôtre d'une gestion honnête de l'Etat. Faites ce que je dis, pas ce que je fais pourrait être son créneau.

et devient une entreprise commerciale dans le plus grand mépris des fonds culturels affectés à sa création et dans l'indifférence générale des autorités peu enclines à y déceler ce qui ressemble fortement à un détournement de fonds.
Ce conflit, qui défraya la chronique locale, sera le point de non retour et toute participation des anars locaux à la vie communale se fera désormais en opposition à la municipalité.
Militer en milieu rural, ou ailleurs, nous amène à une confrontation avec les pouvoirs en place. L'avantage du milieu rural est de pouvoir identifier les responsables et de mettre des noms là où en ville les responsabilités sont dissoutes dans des organismes plus ou moins opaques.
Les anars de Merlieux ne craignent pas les confrontations. Plus de dix plaintes seront émises par la municipalité, la plupart n'auront jamais de suites. Quelques unes plus perfides, avec de faux témoignages, nous conduiront devant les juges nous donnant l'occasion de tribunes pour fustiger nos détracteurs avant d'avoir gain de cause. La presse locale avide de faits divers en fera ses choux gras.

Nous dressons une liste des personnes ne méritant plus notre confiance et nous annonçons notre retrait de la vie communale, tant que ces personnes assurent des fonctions municipales ou associatives.
Bien sûr, les résultats ne se font pas attendre. Le maire, général désormais sans troupe, doit renoncer. Nous ne lâchons rien. La bibliothèque communale, une superbe réalisation, sans personne pour l'animer ferme pour cinq ans. Les anars créent une Bibliothèque sociale. La Fête du Livre, d'année en année perd en qualité et en participation, tant au niveau des auteurs que du public. Les anars du Groupe Kropotkine crée un « Off », qui prend dès l'année suivante le nom de Salon du Livre anarchiste et qui, par sa qualité, redonne du souffle à la manifestation portée désormais par la Communauté de communes, la mairie s'étant dessaisie de sa compétence culturelle.
Les anars ne sont pas en manque d'idées, ni de moyens. Au moment où la mairie affirme en Conseil que nous ne représentons plus rien et que nous n'avons plus de capacité d'action, il se trouve que la manifestation prévue pour le week-end suivant ne peut avoir lieu, des montagnes de pneus formant des barricades hautes de trois mètres barrant les routes encaissées d'accès au village.

Une plainte est déposée, une de plus mais personne n'a rien vu. On peut, à Merlieux, amener le contenu de sept camions de pneus sans que personne ne voit rien, à moins que...

Nous ne renonçons pas à la promotion de la culture.
La Bibliothèque Sociale programme une rencontre mensuelle avec des écrivains, des artistes, des associations de janvier à juin. Des réunions publiques sont organisées dans la ville préfecture de Laon située à vingt kilomètres de Merlieux. Plusieurs fois par an nous nous retrouvons autour de Repas anars. Certains rassemblent plusieurs centaines de convives.
Des militants du groupe se sont mobilisés pour des réalisations telles que les colos de tonton Bakounine, appelées « *Échappées belles* » ou pour l'expérience pédagogiques de l'école Bonaventure sur l'île d'Oléron où naîtront aussi, sous l'égide de l'indestructible Jean-Marc Raynaud les *Éditions libertaires*. La liste serait longue des soutiens du groupe Kropotkine aux initiatives portées par d'autres groupes de la Fédération anarchiste, groupes portés comme celui de Merlieux vers le « faire ».
Le fédéralisme n'est pas un vain mot pour nous. Nous voulons mutualiser notre action avec celles des autres groupes fédérés au sein de notre organisation.

Le désinvestissement au niveau local nous permet d'intensifier un militantisme plus traditionnel.
Dans le cadre de notre investissement fédéral le groupe Kropotkine, qui s'est doté d'une Table de presse conséquente pour soutenir les *Éditions du Monde libertaire* (éditions fédérales), les *Éditions libertaires* (éditions portées par des membres de la FA) et notre boutique Publico, est de toutes les grands évènements fédéraux (rassemblement anti G8 d'Annemasse, rassemblement du Larzac, Salons du Livre Libertaire de Paris, Rencontres Internationales Anarchistes de Saint-Imier, etc.). Nous représentons la Fédération anarchiste sur de nombreux évènements culturels comme les Salons du livre d'Arras, de Gand en Belgique ou lors des Fêtes de la Compagnie Jolie Môme, près de Clermont Ferrand.
Nous avons eu aussi le plaisir d'accueillir à Merlieux le Congrès annuel de la Fédération en 2006. Ce congrès fut d'ailleurs d'un bon cru si l'on en juge par les résultats obtenus et par les retours reçus. Ce fut le premier congrès en milieu rural. Chaque année, selon les besoins nous accueillons un ou deux CFA (Rencontres libertaires de formation). Le groupe anime depuis deux ans des rencontres cinématographiques à Saint-Gobain, village voisin dans l'un des rares cinémas municipaux de l'Aisne, soit pour des avant premières soit dans le cadre de « *Bobines rebelles* » comme en Creuse ou à Saint-Denis.
Les « Kropots » ont investi cette année dans du matériel vidéo et ont monté dans leur local une vidéothèque. Ayant le souci de militer dans la joie de vivre, les actions du groupe peuvent déboucher sur, par exemple la pose d'une plaque à l'Athénée libertaire, commémorant le 90e anniversaire de la visite du philosophe Jean-Baptiste Botul, en mai 1921 au camarade anarcho syndicaliste Benoit Broutchoux. Inauguration réalisée en présence du Président du Conseil général et de deux maires dont celui du village qui, comme le veut la tradition « talqueront d'une manière sensuelle » l'enclume, symbole des botuliens. Cette farce nous a valu une page dans les Inrocks et des vidéos sur leur site. Il est possible de voir tout ça sur le site du groupe, création récente due à une nouvelle recrue. Le groupe Kropotkine, après l'imprimerie et le fil à couper le beurre, découvre la toile et entre dans la modernité !
Plus proche, et tout aussi potache, dans le cadre d'*Oraisons funèbres de Plein Air* (OPA), prononcées à la fête du Livre 2012, à l'instar et à la suite de Frédéric Pagès du Canard enchaîné, de Gérard Mordillat, de Bertrand Rothé et de Jean-Hugues Lime, un compagnon du groupe prononcera, devant un public ébahi l'éloge funèbre de la maire adjointe du village, présidente de la Communauté de communes. Il se trouve que cette personne est le dernier protagoniste de la liste noire établie en 2002, et que sa prochaine défaite tournera une nouvelle page de l'action des anars de ce petit village. De nouveau, nous allons pouvoir travailler dans la construction collective et expérimenter le bien fondé de nos idées. C'est un merveilleux challenge, le même qui se présentait à nous dans les années 70, mais comme dirait l'autre le monde ne se construit pas en un jour...

Groupe Kropotkine de Merlieux
octobre 2012

ALLEMAGNE, LES LIAISONS DANGEREUSES

Les services secrets allemands et les nazis

En novembre 2011, un braquage de banque fait la une en Allemagne : un trio de nazis en est les acteurs. Deux de ces personnes se livrent un à combat à coups d'armes à feu avec la police avant de se suicider. La troisième personne, une femme, se rend à la police. Très vite, on comprend qu'il s'agit d'un groupe terroriste qui a agi depuis des années en toute clandestinité.

Plus les investigations avancent, plus on se rend compte qu'il s'agit de beaucoup plus qu'un groupe de trois nazis. Petit à petit, un réseau est dévoilé, qui comprend des nazis, des policiers, des agents secrets et des politiciens. Berthold Brecht reste d'actualité quand il dit par rapport au fascisme : « Der Schoß ist fruchtbar noch, aus dem das kroch ! » (Le ventre dont cela sortait reste encore fertile).

V-Mann, désigne un «*verdekter Ermittler*» (un enquêteur masqué) du «*Verfassungsschutz*» (VS), un service secret allemand chargé de veiller sur la constitution allemande (Verfassung). Le VS a placé beaucoup d'agents dans les milieux d'extrême droite, soi-disant pour avoir ce milieu sous contrôle. Mais en réalité, ces agents, eux-mêmes en majorité des nazis (puisque recrutés dans le milieu d'extrême droite) organisent une grande partie des activités des groupes dans lesquels on les a placés. Ayant un salaire non négligeable, ils ont donc toute la journée pour militer pour leurs groupes, et obtiennent des moyens supplémentaires pour les organiser. Par exemple le V-Mann Tino Brandt a reçu environ 200 000 euros pour construire le «*Thüringer Heimatschutz*» (THS), une organisation militante d'extrême droite en Thüringen, proche du parti populiste d'extrême droite «Nationaldemokratische Partei Deutschlands» (NPD). On suppose même que 40 des 140 membres du THS sont payés par le VS.

Trois membres du THS étaient Uwe Bönhardt, Uwe Mundlos et Beate Zschäpe. En 1998, la police effectue une perquisition dans le garage de Zschäpe et trouve 1,4 kg d'explosifs et mortiers. On laisse échapper les trois personnes qui retournent alors à la clandestinité.

sources :
archives du journal «*Junge Welt*»
journal «*Geheim*» 04/2011
journal «*Gefangeneninfo*» April/Mai 2012
livre: «*Die BND-Zentrale in Berlin - Beobachtungen*» de Gotthold Schramm

Dans les années suivantes ont lieu plusieurs attentats avec explosifs, ainsi que des meurtres et des braquages de banques. Des victimes sont en majorité d'origines turque et grecque. La police crée alors le groupe « *Soko Bosporus* » qui enquête à partir de l'hypothèse suivante : il s'agit d'une guerre entre « *les mafias des kebabs* ».

En 2007, une policière, Michèle Kiesewetter, est assassinée en service.
Dans la matinée du 4 novembre 2011, Bönhard et Mundlos braquent une banque à Eisenach et s'échappent d'abord en vélo, puis dans avec un véhicule et une caravane. Quand la police retrouve la caravane, des coups de feu retentissent puis la caravane prend feu et brûle complètement. Trois heures plus tard, l'appartement de Bönhard, Mundlos et Zschäpe explose. Dans les ruines de la caravane, on retrouve les cadavres des deux nazis et l'arme de service de Kiesewetter, la policière assassinée.
Les enquêtes montrent vite qu'il y a une connection entre ces trois personnes et les meurtres. On trouve des vidéos de revendication. L'organisation « *Nationalsozialistischer Untergrund* » (NSU), une organisation étant issue du THS, apparaît alors pour la première fois dans les médias. Le 8 novembre 2011, Beate Zschäpe se livre à la police. Elle est alors arrêtée, entre autres pour être protégée, et la police accepte qu'elle ne fasse aucune déclaration. Suite à des disparitions de preuves et au refus du VS d'ouvrir ses dossiers sur le sujet, une commission d'enquête parlementaire est spécialement créée.

Beaucoup de questions ouvertes

Officiellement, on parle d'un « trio », mais il est beaucoup plus probable qu'il s'agisse d'au moins de 20 membres qui constituent le NSU avec 140 soutiens au minimum. Cela ressort de plusieurs dossiers et indications. Pour pouvoir réaliser leurs actions, il fallait aussi des moyens financiers et logistiques. Par exemple, les trois personnes ont eu des papiers légaux-illégaux, c'est-à-dire des papiers avec une fausse identité produite sur demande d'une administration étatique. D'où venait tout le matériel, les armes et l'argent (l'argent des braquages n'était pas suffisant et allait-il dans d'autres structures) ?
Entre 2000 et 2002, le ministère de l'intérieur a empêché plusieurs tentatives de la police d'arrêter les trois nazis clandestins. En 2003, les investigations s'arrêtent, alors que même un service secret italien livre des indices sur ce groupe terroriste-nazi. Pourquoi ?
La police dit qu'elle n'a pas réussi à poursuivre le trio et qu'ils n'étaient pas capables de les localiser alors que 130 agents étaient « *infiltrés* » dans le mouvement.
Pendant un des meurtres, en 2006, un V-Mann, avec le surnom « *kleiner Adolf* » se trouvait au moment du meurtre sur le lieu du crime et déclare d'avoir rien remarqué. En avril 2012, les enquêtes envers lui sont purement et simplement abandonnées.

L'assassinat de Kiesewetter, la policière, est lui aussi étrange. On sait que le NSU a obtenu son nom parmi d'autres par le VS, mais au moment du meurtre, elle travaillait dans une autre équipe que d'habitude. Seuls son supérieur et un collègue étaient au courant de ce changement. Suite à des investigations, on découvre que deux de ses collègues étaient des membres du « *European White Knights of the Ku-Klux-Klan* » (KKK) et que tout le commissariat était au courant. Il n'y aura cependant aucune accusation contre les policiers en question.

De même, les suicides de Bönhard et Mundlos ne sont pas clairs. Leurs visages étaient inconnus et sur les vidéos de revendication, ils déclaraient être fiers de leurs actions et vouloir en faire d'autres. De plus, il y a des témoins qui parlent d'un « *troisième homme* » qui serait parti de la caravane au moment où celle-ci prenait feu. S'agit-il d'une exécution ? Est-ce la raison pour laquelle Zschäpe s'est rendue aussi rapidement à la police, après plus que 10 ans de clandestinité ?
Et où est l'argent ? Dans tous les cas, il n'a pas brûlé dans la caravane. Le fait que celle-ci et l'appartement aient brûlé, confirme l'hypothèse qui consiste à penser qu'il fallait supprimer des preuves.

La commission d'enquête

À partir du moment où il était clair que les services secrets étaient impliqués dans cette affaire, une interdiction d'effacer des dossiers concernant l'extrême droite fut prononcée et une commission d'enquête fut créée.
La commission d'enquête fut constituée de membres parlementaires de plusieurs partis politiques. Leur travail consista à lire les dossiers et à interroger des suspects. Ils se virent plusieurs fois confrontés à des dossiers qui ont étrangement disparu ou qui ont été effacés par « malentendu ». Le dernier exemple, au moment de la rédaction du texte final de la commission d'enquête, fut la disparition d'un ordre du ministre de l'intérieur à Frank Henkel, qui lui a donné l'ordre d'effacer des dossiers sur le NSU (le 06.11.2012). Confronté aux médias et à la commission d'enquête il déclara qu'il avait s'agit d'un « *malentendu* ».
Un autre exemple fut Claudia Schmidt, chef du VS-Berlin, qui donna l'ordre d'effacer des dossiers sur le réseau Blood &

Honour[1] en Allemagne. Un V-Mann, Thomas Starke, qui était en contact direct avec le trio Zschäpe, Mundlos et Beinhard, était fonctionnaire en poste dans ce réseau. Entre autres, il a diffusé un « *Feldhandbuch* », c'est-à-dire un « livre de terrain », dans lequel il assure la « publicité » pour des groupes militants armés. Schmidt déclara qu'elle ne savait pas que ces dossiers pourraient être importants. Suite à la pression de l'opinion publique, elle a finalement récemment démissionné.

Mais il y a, malgré tout, des informations intéressantes qui remontent à la surface (24 dossiers en tout sont concernés dans cette affaire).
Par exemple, le « *Militärischer Abschirm-Dienst* » (MAD, service secret de la défense) a essayé de recruter Mundlos en 1990 et dissimule les traces depuis. Le VS avait d'ailleurs une copie du dossier sur Mundlos.
Dans quelques dossiers, on trouve des preuves que le VS était au courant de chaque mouvement du NSU, mais qu'il n'intervenait pas. Au contraire, un V-Mann avertissait le trio chaque fois que la police comptait faire une tentative d'arrestation ou de perquisition.
Dans plusieurs dossiers, on trouve des preuves que le NSU avait de bonnes relations avec le réseau « *Blood & Honour* », mais aussi avec des nazis de Belgique et jusqu'en Afrique du Sud. Cela est d'ailleurs confirmé par les services secrets des pays en question.

Connexions avec Gladio

Dans le contexte de la guerre froide, une des idées de l'Otan fut de créer des « stay behind structures » dans toute l'Europe. Leur but était de « rester derrière » (les lignes de l'ennemi) en cas d'une attaque communiste pour mener ensuite des actions de terrorisme et de sabotage sur le terrain. Un deuxième objectif était de créer un climat de tensions, si jamais un pays risquait d'accepter des communistes ou des socialistes au gouvernement. Pour cela, on recruta beaucoup dans le milieu de l'extrême droite à cause de leur anticommunisme, mais aussi pour leur capacité à se soumettre aux ordres et à l'esprit militaire. Le nom de cette armée secrète était « *Gladio* » (« glaive », en italien). Ces structures ont reçu des stocks d'armes de l'OTAN. Leur force et leur équipement sont d'ailleurs toujours tenus secret par l'OTAN à l'heure actuelle. Mais pour donner un ordre de grandeur, en 1981, la police a trouvé 33 dépôts d'armes dans le Land « Niedersachsen », avec un nombre important d'armes à feu automatiques (de quoi équiper 200 personnes pour chaque dépôt), 156 kg d'explosifs, 50 roquettes antichars, 258 grenades, ainsi que des équipements de protection contre des armes chimiques.
Il existe des connexions entre plusieurs attentats qu'on suppose d'être l'œuvre de Gladio et le NSU. Par exemple l'attentat du 26 septembre 1980 à l'Oktoberfest de Munich a été l'œuvre de la « *Wehrsportgruppe Hoffmann* ». Karl Heinz Hoffmann, vivait depuis 1989 en Thüringen, payait ses cotisations à la NPD et est membre du NSU.

Dans tous les cas, les informations retrouvées montrent que le VS n'a pas protégé la constitution, mais le NSU. Mais les capacités du VS n'étaient malgré tout pas suffisantes pour empêcher les enquêtes de la police pendant 13 ans. Pour cela, il fallait le soutien du ministère de l'intérieur. Plusieurs politiciens ont dû démissionner depuis, parce que des données ont prouvé leur connaissance des actions du NSU.

Le passé du VS

En Allemagne, il existe 19 services secrets différents : 16 agences, dont une pour chaque « Land », le « Verfassungsschutz » (VS) pour l'intérieur, le « Bundesnachrichtendienst » (BND) qui est plus orienté vers l'extérieur et le « Militärischer Abschirmdienst » (MAD), les services secrets de l'armée.
Bien qu'il s'agisse d'agences différentes, leurs histoires se ressemblent. Tous les 19 avaient des agents placés dans l'entourage du NSU. Pour donner un exemple, et parce que c'est un acteur important dans l'affaire autour le NSU, voilà quelques éléments plus précis sur le VS :
Le VS a été créé en 1950 sur la base du « Polizeibrief »[2] des alliés de 1949. Son but était de collectionner des informations sur des groupes subversifs ayant pour but de nuire à l'État. On craignait surtout la « *menace rouge* » et on poursuivait donc sévèrement les groupes communistes. Pour être sûr que le VS soit anticommuniste et ait déjà eu de l'expérience et des connaissances sur l'Union Soviétique, une majorité des membres fondateurs du VS étaient des anciens agents du « Reichssicherheitshauptamt » (RSHA). Le RSHA, durant le régime nazi, contrôlait la police judiciaire, la « Geheime Staatspolizei » (Gestapo) et la « Schutzstaffel » (SS). Une bonne partie entre eux continua donc cette activité comme avant 1945. Un des leitmotivs était « lieber tot als rot », (mieux mort que rouge). Ainsi, une partie de l'horreur du troisième Reich a pu continuer, en assurant une continuité même après la fin du conflit.
Par la suite, de nombreux scandales eurent lieu : surveillance de militants de gauche sans soupçons avérés, corruption et détournements financiers au profit de l'extrême droite, organisation de fourniture

1 Blood and Honour est un réseau activiste néo-nazi bone-head (skinhead néo-nazis). En Allemagne, il est sensé avoir été interdit en 2000, ce qui n'a, malgré quelques perquisitions, jamais empêché ses activités. Source : Réflexes, http://reflexes.samizdat.net

2 Le Polizeibrief a autorisé, durant l'après guerre, l'Allemagne à constituer à nouveau une police.

d'armes et de formations pour les milieux nazis, opposition à l'interdiction du NPD, etc. Quelques présidents du VS, au passage, nient l'holocauste, trouvent que le troisième Reich «*avait ses côtés positifs*», ou interviennent lors de meetings du NPD. On observe donc une continuité contre les organisations de gauche, tout en soutenant la droite.

Seulement la pointe de l'iceberg

Pourtant, le fait qu'une organisation terroriste néonazie bien équipée, formée et protégée par un service secret est en soi très inquiétant, mais il ne s'agit que de la partie visible de l'iceberg.
La position des grands médias est l'arrêt de toute divulgation d'information, depuis le moment où il a été clair qu'il s'agissait de bien plus que trois braqueurs de banques. Leur seule contribution est de créer et d'entretenir un climat de peur et de racisme en parlant de criminalité exercée par des étrangers et en alimentant la peur de la «*menace islamiste*». Les grands médias allemands, notamment la presse de «*Springer*»[3] demandent un renforcement de la sécurité intérieure avec encore davantage de moyens humains, financiers et matériels pour la police et les services secrets.
À l'heure actuelle, on assiste à une restructuration de la police, de l'armée et des services secrets. Contrairement aux leçons qu'on a tirées du troisième Reich, on est en train de fusionner à nouveau ces trois instances. La police obtient donc l'accès aux informations des services secrets et l'armée s'entraîne à lutter contre des manifestations et à briser des grèves.
La surveillance est montée à un niveau jamais connu. À Dresden, par exemple, on a surveillé 80 000 téléphones portables pendant trois mois à cause d'une manifestation antifasciste ou en rapport avec la journée anticapitaliste M31, et on a arrêté des personnes «*à titre préventif*» pour cause «*d'opinions anticapitalistes*».

Depuis 2011 existe l'« Extremismusklausel », une loi qui oblige chaque organisation qui demande un financement à promettre de suivre la constitution et à ne pas travailler avec des organisations qui sont anticonstitutionnelles. Une organisation est anticonstitutionnelle, si elle ne signe pas l' « Extremismusklausel », si elle figure dans le rapport du VS ou si elle est en contact avec une organisation anticonstitutionnelle. Donc le VS obtient ici un pouvoir décisif, car une simple citation d'une organisation dans son rapport suffit pour criminaliser celle-ci. Le but de cette loi est de fracturer les mouvements sociaux en créant un clivage entre « extrémistes » et « alignés ». De nombreuses personnes sont en train de se battre contre cette nouvelle loi. En passant, l' « Extremismusklausel » n'a pas empêché certains politiciens de la « Chrisdemokratische Partei Deutschland » (CDU, parti conservateur) de publier les vidéos du NSU sur leur compte Facebook.
En termes de racisme étatique, on constate de nombreuses expulsions et une grande impunité des violences policières contre les étrangers. On fait le tri entre « bon étranger » (comprendre utile pour l'économie) et « mauvais étranger » (comprendre pauvre, sans formation particulière). On ignore que de nombreuses personnes fuient des conflits ou des situations misérables causées par l'armée ou des entreprises allemandes.
L'Allemagne est très fière d'être un des plus grands exportateurs d'armes au monde, même si elle compte parmi ses clients un certain nombre de dictatures.

Parallèlement, l'armée est transformée en « armée d'intervention rapide » au niveau international dans le but officiel d'assurer l'accès aux ressources pour les entreprises allemandes. Cela est donc là aussi en opposition aux serments résultants de la seconde guerre mondiale qui stipulaient que «*plus jamais une guerre ne partirait du territoire allemand*» et qu'«*un soldat allemand n'a pas le droit de mettre son pied sur un autre territoire en tant que soldat*». Mais l'Allemagne poursuit malgré tout son programme impérialiste et hégémonique et on crée même des mémorials pour des soldats tombés à l'étranger. En même temps, les mémorials antifascistes disparaissent.
Des organisations sont créées pour découvrir et estimer des ressources et assurer leur exploitation par des entreprises allemandes (comme la « Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe » (BGR))[4].

Dans les faits, l'État allemand n'est pas menacé par un groupe de fachos qui rêvent d'un retour du troisième Reich, mais ce sont toutes les forces émancipatrices qui sont menacées par l'État allemand. Merkel sait très bien où elle veut arriver et comment imposer sa volonté (par exemple en Grèce). Les réseaux entre État et entreprises fonctionnent à merveille, les profits sont hauts et les salaires bas. Attention, car… « le ventre est encore fécond »…

Letschosauce

3 Un des principaux groupes de presse allemand, comprenant, entre autres, le journal Bild.

4 Une agence de prospection et de conseil spécialisée dans la détection et l'exploitation des ressources naturelles.

L'«HYSTÈRE» CHAMBRE 2806, Hôtel Sofitel, New York

«*On ne saura jamais...*». Cette bonne blague ! Rien n'est plus concret et plus précis que ce qui s'est passé dans la chambre 2806 de l'Hôtel Sofitel de New York : un acte de fellation consommé entre un client, DSK, et une femme de chambre, Mme Diallo. Les deux protagonistes n'ont livré là-dessus que peu de détails - suffisants cependant - vues la brièveté et l'économie du geste, pour «réaliser» ce que fut cette «rencontre» ou «circonstance» inattendue, qui appelle la qualification d'«incidence». Fellation incidente, à la sauvette : le client sort en nudité d'humeur légère de sa douche, à effet peu ou prou érotisant ; l'employée pénètre à ce même moment (maladresse, erreur, X ?) dans la chambre ; deux corps (plutôt que deux personnes) se retrouvent face à face ; [ici, suspens, laps de temps X, le seul susceptible d'être qualifié de «mystère», noué en version contradictoire : elle vient à lui ou lui à elle ?] ; la femme suce le sexe de l'homme ; gouttes de sperme s'éparpillent ; les deux corps se séparent, s'éloignent immédiatement. L'incidence n'a duré qu'à peine quelques minutes : 12 h 06 à 12 h 13, samedi 14 mai 2011. Soit, à quelques secondes près, le même temps qu'il aura fallu au juge civil pour articuler sa décision d'un accord financier et de confidentialité entre les deux parties, qui met fin à toute ultérieure investigation ou reconstitution (motion pulsionnelle forclose – et bouche cousue !).

L'occultation généralisée de l'«incidence» (ce qui s'est réellement passé entre deux personnes réelles) au bénéfice de l'«affaire» (brouillage et placage de jugements, approximations, mensonges, interprétations, projections-identifications, envies-frustrations de toutes sortes) est frappante. Que n'aurait-on appris si l'on avait pu procéder à une reconstitution judiciaire de ce moment-clé, qui se distingue comme l'unique temps fort et incontournable de toute l'«affaire» ? Se seraient dégagées, jusqu'à la caricature, les positions exactes des protagonistes et leurs congruentes motivations : regards, parcours et évolution des corps, gestes des mains, jambes et têtes, bouches et paroles éventuelles – bref, quelque chose comme une lumière rasante, à ras de réel, sur ce qui là se tient. On tiendra compte, d'emblée, du cadre, en dur, de l'Hôtel Sofitel, et, en mou, de tous les personnels concernés (hiérarchie allant du directeur à Mme Diallo). La chambre 2806 a livré des traces d'ADN de plusieurs personnes différentes. Un Hôtel est un lieu où l'on ne fait que passer : règne de la «passe», ici exactement nommée. Faut-il rappeler qu'à l'échelle de la planète, ce sont des torrents de sperme et autres sécrétions que l'hôtellerie envoie dans bidets, lavabos et laveries ? Qu'un certain personnel, féminin et masculin, en contact charnel constant indirect avec le client, ait quelque chose à y voir, il ne saurait en aller autrement. [Dans un court texte inédit de 1930, Robert Desnos rapporte quelques scènes égrillardes qui se déroulent «*dans un palace des environs de la place Vendôme*», Paris, 1er – livrées et vécues par un des «*Garçons d'étage*» de sa connaissance.]

L'acte de fellation chambre 2806 associe deux personnes. L'accent a été mis, quasi unanimement, sur leur statut social : un homme, parmi les puissants du jour, riche, quasi «invulnérable» et s'appréciant tel, se voit confronté à une «faible» femme, peut-être illettrée, taillable et corvéable à merci. Cette spectaculaire opposition a retenu la curiosité publique, manifestations à l'appui. Or, dans le bref moment X du déroulé de l'acte, ce sont avant tout deux structures caractérielles, dans leurs projections corporelles, qui sont en présence et se jaugent. Elles s'opposent radicalement. Recourons ici, avec toutes les réserves d'usage, à la classification de *Le Senne* (Traité de caractérologie, 1945). DSK apparaît comme étant du genre dit «*Passionné*» : Emotif-Actif-Secondaire (EAS) – fonceur, impérieux, impatient, «surdimensionné», à conscience «étroite» et avidité libidinale. Tout au contraire, Mme Diallo se range aisément dans la catégorie dite «*Apathique*» : non-Emotive, non-Active-Secondaire (nEnAS), caractère passif, à conscience «large» et mollesse libidinale, se pliant aux ordres et volontés d'autrui, facile à exploiter, manipuler, séduire, abuser (il faut voir comme son avocat la pilote, la commande, la traite – il est du type contraire : «*Sanguin*», non-Emotif-Actif-Primaire (nEAP), caractérisé par une certaine voracité et la minceur des scrupules. C'est sur le type «*Apathique*» que s'exercent le plus souvent les abus d'autorité et délits d'influence. Caractérologiquement parlant, DSK n'aurait pas eu besoin d'en venir aux mains (comme le prétend l'accusation d'«*agression sexuelle*» - l'unique délit dont il eut à répondre) pour obtenir de Mme Diallo un consentement qui correspondrait plutôt à une forme quasi socio-professionnelle de soumission (spontanée ou commanditée ?). Il suffit en effet d'un moment de surprise, éruptif, pressant, quasi mécanique, pour qu'un passage à l'acte, un acting out advienne. Le client aurait-il eu recours, par-delà la dimension caractérielle, à une agression caractérisée – Mme Diallo était en mesure d'y résister et de la repousser par sa seule et opaque présence physique (a-t-on évalué son poids ?) : femme forte et placide habituée aux travaux de force, face à un homme massif certes (quel poids ?), mais encombré et de son propre poids et de sa nudité (la chambre 2806 n'est pas le Jardin d'Eden) et de sa précipitation même, qu'imposait un lieu à risque. En pareille occurrence, seule une reconstitution bien ordonnée aurait permis d'apprécier la vraisemblance et l'adéquation des versions et "vécus" des deux sujets.

La mécanique caractérologique, squelette de facteurs élémentaires, reçoit consistance des viscosités libidinales et tissus sociaux qui l'enveloppent. C'est pourquoi il convient de se tourner, en l'occurrence, vers une modalité psychologique aussi originale qu'apparemment ringarde, celle qui fut à l'origine de la psychanalyse (*Etudes sur l'hystérie*, de Freud et Breuer, 1895) et qui, depuis, plus ou moins banalisée et tombée en désuétude, tend de plus en plus, du fait notamment des frénétiques pressions médiatiques, à occuper une place privilégiée dans l'analyse tant individuelle que collective : l'HYSTÉRIE. Freud avait souligné, contre la dogmatique médicale, qu'elle concerne autant les hommes que les femmes – nous dirions aujourd'hui, au vu de l'évolution sociale : plus les hommes que les femmes. L'hystérisation des réactions, discours et comportements est patente. Comment, pour rester au plus près, au ras des expressions, ne pas prendre en compte ces brèves et moléculaires motions hystériques (mimiques, gestuelles, lapsus, dérapages, «petites phrases», mensonges, éclats, tons, dénis, etc.), dont nous sommes tous les cibles, patients et agents quotidiens, et qui sont comme les précipités, portés à terme ou avortés, d'une «libido flottante», «nomade», sursollicitée ? Ces motions, bouffées asthmatiques d'énergie libidinale, aussi imprévisibles et passagères qu'ordinaires et omniprésentes, peuvent être nommées, pour préserver une continuité psychique, anthropologique et lexicale : «HYSTÈRES».

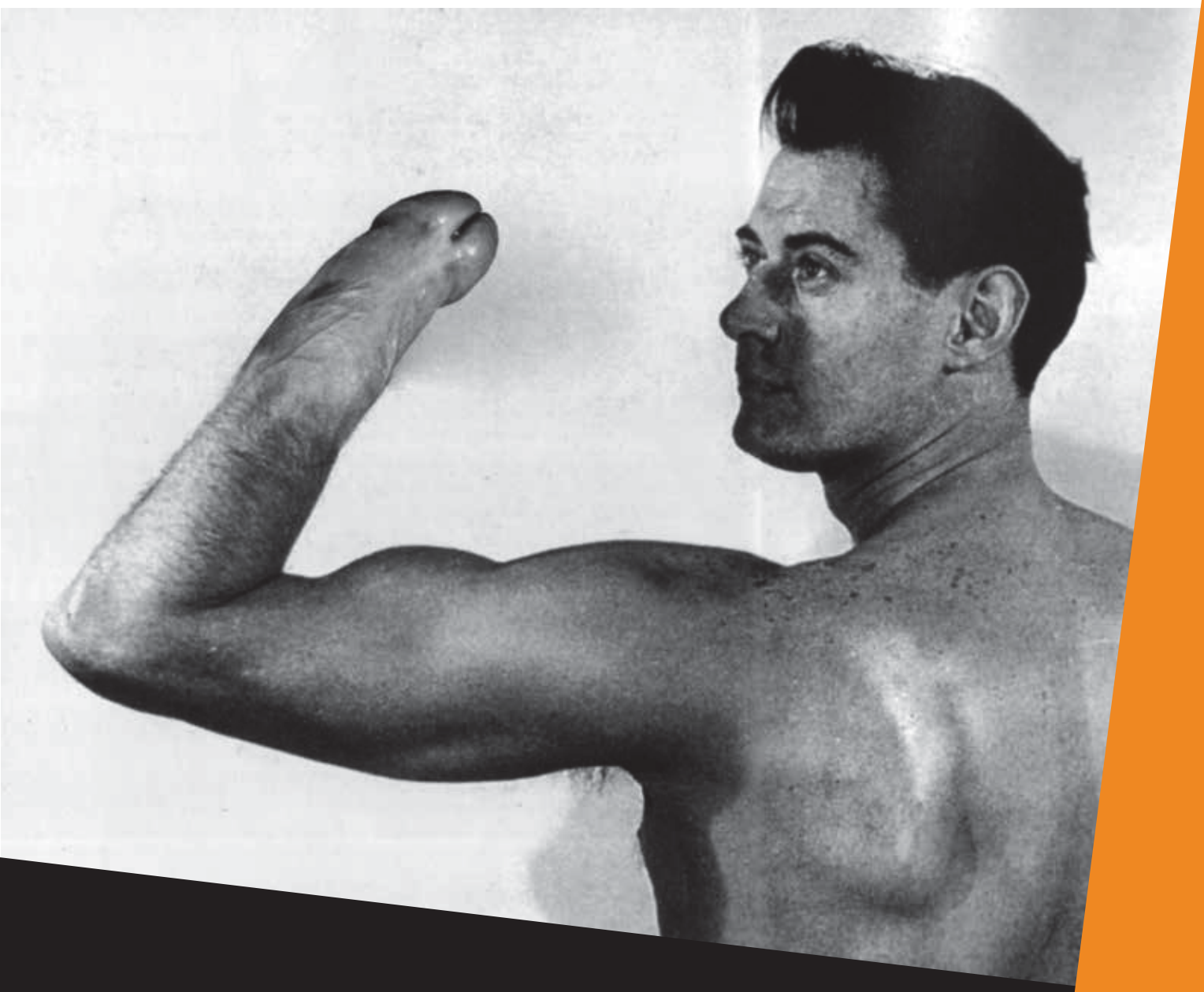
Le mot «hystérie», longtemps utilisé pour désigner un trouble psychique se manifestant par des comportements «déplacés"» (généralement sexuels), maintenant passé de mode, peut être

repris pour définir des comportements universels caractérisés par les déplacements permanents de la libido (sexuelle) – «flottante» ou «nomade». Pour écarter les termes «hystérie» et «hystérique», galvaudés et mal définis, on peut désigner ces comportements par le terme «hystère» : réaction inattendue, brusque, limitée, de courte durée, telle que nous en avons à chaque instant et pour toutes sortes de circonstances ; la télévision est un tsunami d'hystères (les rires «hystériques» ou non, les sourires, colères, voix fortes, mimiques, etc). Dans le cas DSK, l'hystère est net et clair : une envie sexuelle brusque, un objet de désir qui semble à sa portée, un passage à l'acte immédiat, conclusion rapide. Il suffit d'ouvrir les yeux et les oreilles, et les hystères déferlent. C'est un phénomène psycho-social généralisé tel que nous en voyons à la télé dans les émissions de jeux, de distractions, de sports, de débats…

Aussi truffée soit-elle de rumeurs, mensonges, calomnies, haines, manipulations politiques et infiltrats idéologiques en tous genres, l'«affaire» du Sofitel ne tient donc qu'à un fil, qu'à un unique point de capiton : le simple et fugitif hystère de l'homme DSK, c'est-à-dire une espèce de frasque libidinale brusque qui s'empare du sujet et s'engouffre dans la voie rêvée, prenant soudain corps, d'une gratification immédiate et rapide, et qui aurait pu (aurait dû), à peine profilée, s'évanouir. L'accablement dont a fait montre DSK dans les premiers moments de l'«affaire» prend sa source, probablement, dans l'intuition ravageante de cet hystère qui a subitement «pris» – alors même que le moindre ressac de conscience l'aurait réduit à néant, comme cela nous arrive à tous et à tout moment. Chercher l'hystère – avant que de touiller on ne sait quels ténébreux mystères et autres pompants clystères du sexe.

Roger Dadoun
Philosophe, psychanalyste[1]

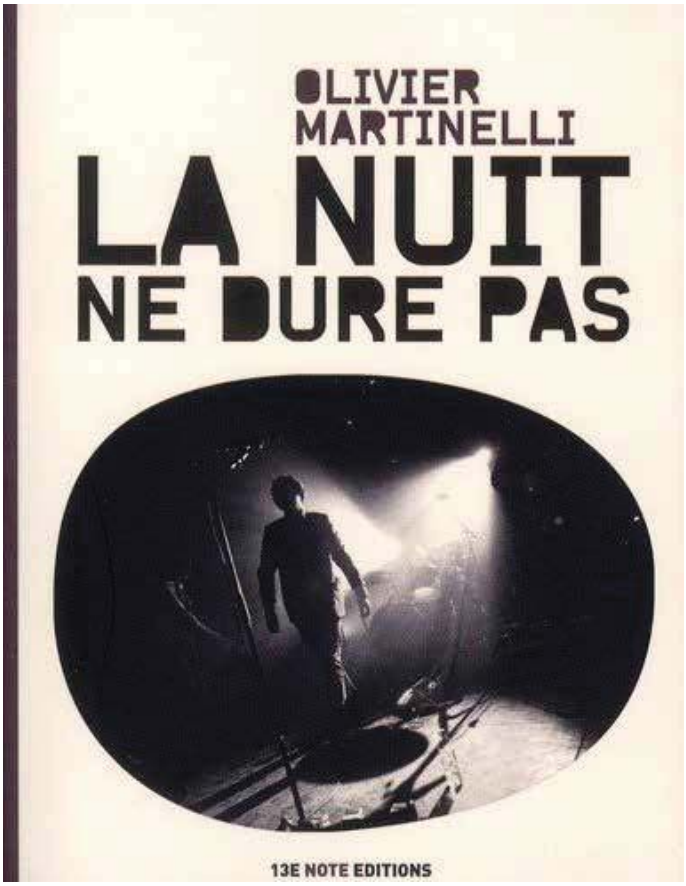
1 Cf. notamment, *Freud*, Belfond, 1982. *L'érotisme. De l'obscène au sublime*, PUF, 2010.

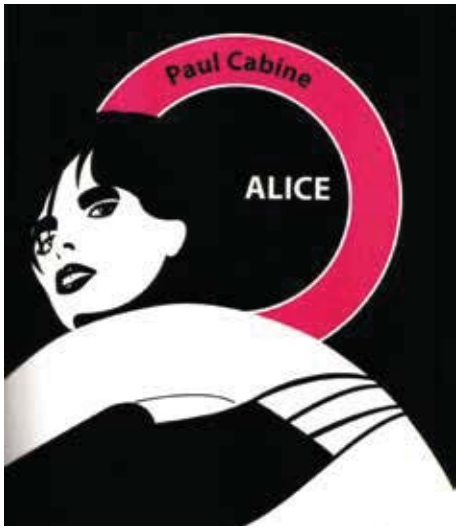


LA NUIT NE DURE PAS
Olivier Martinelli

13e Note Éditions

Cet éditeur n'édite que des romans traduits de l'américain, en temps normal, et le plus souvent issus du courant underground, beat et post-beat. Là, c'est un roman français consacré au milieu du rock. À travers les yeux de trois frères membres des « Kids Bombardos », Olivier Martinelli nous offre un roman en trois parties successives racontant l'épopée rock'n'roll d'un groupe et de ses membres. Si les premières pages ne sont guère convaincantes, et pour tout dire assez « cliché » avec la figure du rocker-looser pris dans ses histoires de couple et de drogues, on finit par se laisser séduire par l'écriture. Petit à petit, celle-ci arrive à nous emmener, à nous pousser à lire de façon toujours plus addictive, jusqu'à véritablement ne plus pouvoir lâcher le roman des mains. La scène rock qui y est décrite n'est pas « la nôtre », puisque les anarchistes préfèrent généralement les musiques alternatives et engagées, que l'auteur méprise copieusement, visiblement. On peut donc être indifférent à cette scène presque dandy, où les groupes adulés sont ceux, faussement rebelles, de gosses de riches, ou de rock stars. Pourtant, l'histoire de ce groupe de frères est bien plus proche, sociologiquement, de la scène que nous connaissons, que nous côtoyons et à laquelle, pour certains d'entre nous, nous participons. Celles de jeunes adultes qui découvrent et se construisent, qui rêvent et se désillusionnent, mais qui avancent avec cette énergie désespérée et salvatrice du rock. Car monter un groupe de rock reste une de ces aventures modernes à portée de mains d'une jeunesse qui, osons l'espérer, voudra toujours tutoyer les étoiles, et vibrera toujours sous l'énergie électrique des guitares.





ALICE Paul Cabine

Éditions Baleine

Roman d'anticipation écris à la première personne, Alice est plutôt singulier dans le paysage littéraire actuel. Et plutôt surprenant chez les Éditions Baleine, dont le champs d'action est plutôt le polar et le roman noir. Pourtant, ce premier roman, signé Paul Cabine, est plutôt convaincant.

De chapitres en chapitres, courts et efficaces, on suit, depuis la classe de CE1 dans un futur proche, la dérive totalitaire d'une société qui ressemble terriblement à la nôtre. Alice, une élève de primaire, plongée dans un univers scolaire de plus en plus sécuritaire et répressif, va se construire et grandir en tenant vers l'insoumission et la rébellion. Face à l'institution, face aux adultes, y compris ses propres parents, elle va arpenter les chemins sinueux de la révolte et de la vengeance. Émancipation, découverte chaotique de la sexualité, espoirs et désillusions, Alice la révoltée est une ultra-minoritaire dans une masse résignée à l'asservissement. En ce sens, elle n'est pas « représentative » d'une jeunesse ou d'une génération quelconque, mais est davantage une figure rebelle et libertaire si rare aujourd'hui. Elle est l'image d'une fuite en avant individuelle, contrainte à aller jusqu'au bout plutôt que de rejoindre les attentes sociales et les injonctions faites à chacun par un système de plus en plus totalitaire. En porte à faux permanent tant avec les soumis qu'avec la Résistance, Alice est seule, ou presque. Bien sûr, dans cette critique d'une société orwellienne, on y retrouve une critique du sarkozisme dans ce qu'il a eu de plus réactionnaire et liberticide, mais la présidence actuelle est tellement dans cette continuité de la répression tous azimuts, que ce petit roman est encore d'une cruelle actualité. *Bibo*

SAVAGE RIPOSTE

«*À l'heure où le monde est toujours gangrené par de nouvelles formes de guerres mondiales, la fureur déchaînée par les puissants repousse toujours plus le seuil de tolérance des peuples et nivelle la condition humaine vers le bas. Conscient des dangers de l'aliénation moderne sous toutes ses formes, Savage Riposte est la bande-son d'une fiction révoltée et révoltante. Créez votre propre riposte.*» Au moins, le message est clair. Le son, lui, est beaucoup plus vers la saturation. Du punk-rock à 100 à l'heure, qui renoue avec une rage qui avait semble-t-il un peu trop disparu parmi les groupes actuels. Les Lyonnais balancent des titres incendiaires à décoiffer les chauves. De la basse qui claque, un chant teigneux, une batterie rapide et des riffs de guitares rageuses. Rien d'étonnant, par conséquent, que Savage Riposte écume actuellement les scènes à travers la France et bien au-delà. On vous aura prévenus !

BÉRURIER NOIR
Concerto pour détraqués
Viva Bertaga
Archives de la Zone Mondiale

Archives de la Zone Mondiale nous livre ses premières productions, ou plutôt rééditions en fait. Il s'agit du retour (en disques vinyles s'il vous plaît) des célèbres albums de Bérurier Noir : *Concerto pour Détraqués* et *Viva Bertaga*. Si le premier avait déjà bénéficié d'une réédition il y a quelques années, le second, cet enregistrement live mythique des concerts d'adieux à l'Olympia en 1989, nous revient presque 25 ans après sa sortie originale. Du bon son qui a, peut être perdu quelques cheveux, mais qui n'a pas pris une ride. À poser d'urgence sur sa platine.
www.archivesdelazonemondiale.fr

DREXCIYA
Journey Of The Deep Sea Dweller
Réédition / Clone Records

Petit rappel historique : oui, la techno est une musique noire américaine, née dans les années 80, avec un message politique et social clair et radical, dénonçant les discriminations faites aux afro-américains dans leur propre pays. Drexciya est un duo originaire de Detroit, appartenant à la seconde génération du mythique collectif *Underground Resistance*. Anonymat revendiqué et mythologie afro-futuriste en guise de message politique, Drexciya s'invente un univers aquatique, habité par les Drexciyans, le peuple des esclaves jetés à la mer entre l'Afrique et l'Amérique durant la Traite des Noirs. Chez eux, c'est l'électro qui prime, plus subtile et mélodique que l'image que l'on se fait habituellement de la techno. Une musique électronique et psychédélique devenue culte, toujours aussi excitante 20 ans après, à écouter autant qu'à danser. Incontournable, même pour les néophytes.

LUNDI

09h00 - Les enfants de Cayenne : avec des morceaux de vrais anarchiste dedans

11h00 - Lundi matin : infos et revue de presse

13h00 - En alternance
→ **Je suis une ville** : actualités urbaines
→ **Pause musicale** :

14h30 - En alternance
→ **Ondes de choc** : magazine culturel, poésie, chanson et littérature
→ **Pause musicale** :

16h00 - Trous noirs : luttes sociales

18h00 - En alternance
→ **Les mangeux d'terre** : écolo-libertaire - 1er lundi
→ **Focus** : émission débat avec deux invités sur un sujet actuel et un live musical - 2ème lundi
→ **La santé dans tous ses états** : l'actualité du milieu de la santé - 3ème lundi
→ **Pause musicale** : - 4ème lundi

19h30 - Le monde merveilleux du travail : des syndicats de la CNT

21h00 - Ça urge au bout de la scène : actualité de la chanson

22h30 - De la pente du carmel, la vue est magnifique : comme son nom l'indique

MARDI

08h00 - Et toi, tu la sens la cinquième puissance : Contre propagande, état des lieux, et ...

10h00 - Court-Circuit : scènes philosophiques

11h00 - Artracaille : débat de la condition de l'artiste dans la cité

12h30 - Wreck this mess : cocktail de musiques radicales

14h30 - Pause musicale :

16h00 - En alternance
→ **Les amis d'Orwell** : émission contre les techniques de surveillance et les sytèmes de contrôle des individus
→ **Un peu d'air frais** : écologie au quotidien

17h00 - Des oreilles avec des trous (dedans) : des fusiques molles pour tous les trous

18h00 - En alternance
→ **Idéaux et débats** : émission littéraire
→ **Pas de quartiers...** : ça se passe près de chez vous

19h30 - Paroles d'associations : magazine de la vie associative et culturelle

20h30 - En alternance
→ **Émission de la CNT**
→ **Lumière noire** : portraits d'anarchistes

22h00 - Ça booste sous les pavés : musique, reportages, actu et le CSPB tous les derniers mardis du mois

MERCREDI

09h30 - L'entonnoir : antipsychiatrie

10h30 - Blues en liberté : émission musicale blues

12h00 - Sans toit ni loi : émission sur les mal-logés et la précarité

14h00 - Le manège : littérature, cinéma

17h00 - En alternance
→ **Jus d'airelle** : reportage sonore et militant - 4ème et 5ème mercredis
→ **Pause musicale** :

18h30 - Femmes libres : femmes qui luttes, femmes qui témoignent

20h30 - Ras les murs : actualité des luttes des prisonniers

22h30 - Traffic : musiques urbaines et libres propos

00h30 - Les rendez vous soniques : le magazine libertaire du rock, rendez vous live

JEUDI

09h00 - Niarg : l'émission qui mord et qui rit

10h00 - Chronique hebdo : analyse libertaire de l'actualité

12h00 - De rimes et de notes : actualité du spectacle et de la chanson

14h00 - Radio cartable : la radio des enfants des écoles d'Ivry

15h00 - Bibliomanie : autour des livres

16h30 - En alternance
→ **Radio Lap** : émission du Lycée autogéré de Paris - 2ème et 4ème jeudis
→ **Radio Goliard(s)** : histoire populaire par tous et pour tous - 5ème jeudi

18h00 - Si vis pacem : émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France

19h30 - En alternance
→ **Cosmos** : - 1er et 5ème jeudis
→ **Jeudis noirs** : - 2e et 4ème jeudis
→ **Pause musicale** :

20h30 - Entre chiens et loups : expressions artistiques et libertaires

22h30 - Epsilonia : musiques expérimentales et expérimentations sonores

VENDREDI

08h00 - For a few sixties more : musique populaire des années 60

10h00 - Zones d'attraction : philosophie witz et performance

13h00 - Place au fous : musiques, disciplines de l'indiscipline

14h30 - Les oreilles libres : musiques engagées

16h00 - En alternance
→ **Sortir du colonialisme** : décolonisation - 1ère, 3ème et 5ème vendredis
→ **Pause musicale** :

17h30 - Radio espéranto : émission de l'association Sat Amikaro

19h00 - L'invité du vendredi
→ **Des droits et des hommes** : la LDH - 1er et 5e vendredis
→ **Raison présente** : l'union rationaliste de France - 2ème vendredi
→ **L'antenne du social** : autour des acteurs du social - 3ème vendredi
→ **Trait d'union** : le mouvement des idées - 4ème vendredi

21h00 - En alternance
→ **Offensive ...** libertaire et sociale
→ **La grenouille noire** : anarchisme et écologie

22h30 - Transbords : qui fait bouger la ligne

00h00 - Les nuits musicales
→ **Sure shots** : 1er et 5e vendredi
→ **Nuit Léo** : 2ème et 4ème vendredi
→ **SoundRadioExpérience** : 3ème vendredi

SAMEDI

08h00 - Réveil hip-hop : hip-hop au saut du lit ou dans le lit

10h00 - La philanthropie de l'ouvrier charpentier : comme son nom ne l'indique point

11h30 - Chronique syndicale : luttes et actualités sociales

13h30 - Chroniques rebelles : débats dossiers et rencontres

15h30 - Deux sous de scène : le magazine de la chanson vivante

17h00 - En alternance
→ **Bulles noires** : BD et polar
→ **Bulle de rêve** : cinéma d'animation

19h00 - En alternance
→ **Tribuna latino america** : actualité de l'amérique latine
→ **Contre-bande** : cinéma
→ **Longtemps je me suis couché de bon heure** : magazine des livres, de la musique et du cinéma

21h00 - Les nuits libertaires
→ **Orpheas Antissa, les jardins d'Orphée** : chronique artistique, musique classique et contemporaine
→ **Tormentor** : musiques alternatives

23h00 - En alternance
→ **Nuit off** : topologies sonores, rocks et chronique
→ **Hôtel paradoxe** : pratique de la poésie sonore et de la performance

DIMANCHE

08h00 - Goloss Trouda, la voix du travail : émission franco-russe

10h00 - En alternance
→ **Pause musicale** :
→ **Pause musicale** :

12h00 - Folk à lier, le magazine des musiques traditionnelles

14h00 - En alternance
→ **Symbiose** : le monde du libre sous tous ses aspects : informatique, artistique... - 1er dimanche
→ **Tempête sur les planches** : actualité du théatre et de la danse - 2ème, 4ème et 5ème dimanches
→ **Cris et murmures** : la radio sort des murs pour monter sur les scènes slam - 3ème dimanche

15h30 - En alternance
→ **Chants, contrechamps** : cinéma d'ateur(s) et chansons à texte(s) - 1er dimanche
→ **Wide side** : relecture et découverte du rock par des ados - 2ème dimanche
→ **Des mots, une voix** : des mots, des auteurs - 3ème dimanche
→ **La plume noire** : nos nouveautés éditoriales anarchistes - 4ème dimanche

17h00 - Le mélange, musique et actualité du spectacle

18h30 - En alternance
→ **Echos et frémissements d'Irlande** : émission de l'association Irlandaise
→ **Il y a de la fumée dans le poste** : émission du CIRC

20h30 - En alternance
→ **Les désaxés** : ciné en zone libre - 1er dimanche
→ **Détruire l'ennui** : anarcho punk et diy (do it yourself)
→ **Pause musicale** : - 3ème dimanche

22h30 - En alternance
→ **Rudie's back In town** : les rudies boys et les rudies girls de retour en ville
→ **Seppuku** : musiques électroniques

Permanence du secrétariat le mardi à partir de 19h
au siège social 145 rue Amelot 75011 Paris
Tél. studio : 01 43 71 89 40
radio-libertaire@federation-anarchiste.org

Les 106 groupes et liaisons de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

Au 29 janvier 2013.
Si un groupe ou une liaison ne possède ni adresse postale ni courriel, ou s'il n'existe pas de groupe ou liaison dans votre région, contactez le secrétariat aux relations intérieures de la FA : FA-RI 145 rue Amelot 75011 Paris relations-interieures@federation-anarchiste.org

01 AIN
Liaison de Bourg-en-Bresse
bourg-en-bresse@federation-anarchiste.org

02 AISNE
Groupe Kropotkine
Athénée Libertaire & Bibliothèque Sociale
8, rue Fouquerolles 02000 MERLIEUX
Permanence les 1er 3eme 5eme jeudi du mois de 18h à 21h
Tél : 03 23 80 17 09
kropotkine02@no-log.org
http://kropotkine.cybertaria.org/

03 ALLIER
Groupe de Montluçon
allier@federation-anarchiste.org

04 ALPES DE HAUTE PROVENCE
Liaison Alpes de Haute Provence
alpes-de-haute-provence@federation-anarchiste.org

05 HAUTES-ALPES
Groupe GEL-05
BP 111 05003 Gap Cedex
gel-05@wanadoo.fr

06 ALPES-MARITIMES
Liaison de Nice
nice@federation-anarchiste.org

07 ARDECHE
Groupe d'Aubenas
FA-groupe-daubenas@wanadoo.fr

10 AUBE
Liaison de Troyes
troyes@federation-anarchiste.org

12 AVEYRON
Liaison Sud-Aveyron
c/o SAP BP 42560 12400 Ste-Affrique

13 BOUCHES-DU-RHONE
Groupe Germinal - Marseille
germinal@federation-anarchiste.org

Liaison La Ciotat
germinal@federation-anarchiste.org

Groupe George Orwell – Martigues
groupe-orwell-martigues@federation-anarchiste.org
http://groupemartiguesfederationanarchiste.wordpress.com

14 CALVADOS
Groupe Sanguin - Caen
groupesanguinfa14@laposte.net

15 CANTAL
Groupe Marguerite Agutte
cantal@federation-anarchiste.org
http://fa-cantal.blogspot.com/

Liaison Walden
walden@federation-anarchiste.org

17 CHARENTE-MARITIME
Groupe Nous Autres
c/o ADIL BP 3 17350 Port d'Envaux
nous-autres@federation-anarchiste.org

19 CORREZE
Liaison Jose Fortuny

21 COTE-D'OR
Groupe La Mistoufle
Maison des associations
Groupe la Mistoufle
c/o les Voix sans maître BP 8 2 rue des Corroyeurs 21000 DIJON
Réunion et permanence le premier lundi de chaque mois à partir de 20h30 au 6 impasse Quentin (proche du marché à Dijon)
lamistoufle@federation-anarchiste.org

22 COTES-D'ARMOR
Groupe Jean Souvenance
C/O CEL 1 rue Yves Creston 22000 Saint-Brieux
souvenance@no-log.org

23 CREUSE
Liaison Arthur Lehning
alayn.dropsy@yahoo.fr
http://anarchie23.centerblog.net

Liaison GranitE 23
granite23@federation-anarchiste.org
http://liaisongranit.eklablog.com/

24 DORDOGNE
Groupe Drapeau Noir Périgord
c/o ADCS 24 Le Peuch 24290 St-Amand de Coly
groupe-dnp@federation-anarchiste.org
http://dnp.lautre.net

Groupe Emma Goldman - Périgueux
emma.goldman@no-log.org
http://fa-perigueux.blogspot.com/

25 DOUBS
Groupe Pierre Joseph Proudhon
c/o CESL BP 121 25014 Besançon Cedex
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org

http://www.lautodidacte.org
Librairie L'Autodidacte
5 rue Marulaz 25 000 Besançon
http://www.lautodidacte.org

Liaison Nord-Doubs
liaison-nord-doubs@federation-anarchiste.org

26 DROME
Groupe La Rue Râle (St Marcellin-Royans)
laruerale@no-log.org
http://vercors-libertaire.blogspot.com/
Vente du Monde libertaire le samedi au marché de St Marcellin de 10h30 à 12h30

27 EURE
Groupe d'Evreux
evreux.fa@gmail.com
http://FAgroupedEvreux.monsite-orange.fr

28 EURE-ET-LOIRE
Groupe libertaire Le Raffut de Chartres
fa.chartres@gmail.com

29 FINISTERE
Groupe de Brest
brest@federation-anarchiste.org

30 GARD
Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com
http://www.fa-30-84.org

Liaison d'Alès
ales@federation-anarchiste.org

31 HAUTE-GARONNE
Groupe Libertad - Toulouse
toulouse@federation-anarchiste.org
http://www.fatoulouse.lautre.net/

32 GERS
Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@federation-anarchiste.org

33 GIRONDE
Cercle libertaire Jean Barrué
c/o Athénée libertaire
7 rue du Muguet 33000 Bordeaux
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org
http://cerclelibertairejb33.free.fr/

34 HERAULT
Groupe de Montpellier-Hérault
montpellier@federation-anarchiste.org

35 ILLE-ET-VILAINE
Groupe La Sociale
Local « la Commune »
17 rue de Chateaudun 35000 Rennes
contact@farennes.org
http://www.farennes.org

Librairie associative « La Commune «
17 rue de Chateaudun 35000 Rennes
ouverte le mercredi & samedi
de 14 heures à 18 heures

Groupe La Digne Rage
http://anartoka.com/la-digne-rage/portal.php
ladignerage@riseup.net

Liaison Géronimo - Redon
geronimo@federation-anarchiste.org

36 INDRE
Liaison d'Issoudun
issoudun@federation-anarchiste.org

38 ISERE
Groupe FA Vercors (Lans en Vercors)
fa.vercors@no-log.org
http://vercors-libertaire.blogspot.com/

Groupe La Rue Râle (St Marcellin-Royans)
laruerale@no-log.org
http://vercors-libertaire.blogspot.com/
Vente du Monde libertaire le samedi au marché de St Marcellin de 10h30 à 12h30

39 JURA
Liaison Jura
jura@federation-anarchiste.org

40 LANDES
Liaison Elisée Reclus
elisee-reclus@federation-anarchiste.org
http://libertaire-landes.blogspot.fr/

42 LOIRE
Groupe Nestor Makhno
de la région Stéphanoise
Bourse du Travail
Salle 15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint Etienne cédex 1
groupe.makhno42@gmail.com

43 HAUTE-LOIRE
Liaison Sébastien Faure
- Langeac/Le Puy-en-Velay
sebastien-faure@federation-anarchiste.org

44 LOIRE ATLANTIQUE
Groupe de Saint-Nazaire
saint-nazaire@federation-anarchiste.org

Groupe de Nantes
nantes@federation-anarchiste.org
http://fa-nantes.over-blog.com/

45 LOIRET
Groupe Gaston Couté (Orléans-Montargis)
groupegastoncoute@netcourrier.com
http://www.yagoa.fr/loiret-libertaire

46 LOT
Liaison de Gourdon
gourdon@federation-anarchiste.org

49 MAINE-ET-LOIRE
Liaison d'Angers
angers@federation-anarchiste.org

50 MANCHE
Liaison de Cherbourg
cherbourg@federation-anarchiste.org

53 MAYENNE
Liaison de Laval
laval@federation-anarchiste.org

56 MORBIHAN
Groupe Libertaire René Lochu
6 rue de la Tannerie 56000 Vannes
fedeanar56@yahoo.fr
http://anars56.over-blog.org/

57 MOSELLE
Groupe de Metz
Association Culturelle Libertaire
BP 16 57645 Noisseville
groupedemetz@federation-anarchiste.org
metz.bibliothequesociale1@orange.fr

Groupe de Thionville
groupedemetz@federation-anarchiste.org

59 NORD
Groupe de Lille
lille@federation-anarchiste.org
Vente du Monde libertaire chaque dimanche de 11h à 12h au Marché de Wazemmes
Réunion publique chaque 1er jeudi du mois, à 20h30 au CCL, 4, rue de Colmar à Lille, M° Porte des Postes.

60 OISE
Liaison Oise - Compiègne
fa-oise-somme@no-log.org

Liaison Beauvais
scalp60@free.fr

62 PAS-DE-CALAIS
Groupe de Béthune-Arras
bethune@federation-anarchiste.org
arras@federation-anarchiste.org
http://www.noirgazier.lautre.net/

66 PYRENEES-ORIENTALES
Groupe John Cage
john-cage@federation-anarchiste.org
édite la revue Art et Anarchie :
http://artetanarchie.com

67 BAS-RHIN
Groupe de Strasbourg
ACLS c/o Lucha y fiesta
BP 41017 67027 Strasbourg cedex 01
groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org
http://fastrasbg.lautre.net

Liaison Bas Rhin
c/o REMON
BP 35 67340 Ingwiller
liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org

68 HAUT-RHIN
Groupe du Haut-Rhin
groupe-haut-rhin@federation-anarchiste.org

Liaison Centre-Alsace (Ribeauvillé)
centre-alsace@federation-anarchiste.org

Liaison Sundgau
sundgau@federation-anarchiste.org

69 RHONE

Groupe Vivre Libre
c/o La Maison des passages
44 rue Saint Georges 69001 Lyon
groupe@vivre-libre.org
http://vivre-libre.org

Liaison Bernard Lazare de Villeurbanne
villeurbanne@federation-anarchiste.org
http://fa-villeurbanne.blogspot.fr/

Liaison Mornant et Monts du Lyonnais
mornant@federation-anarchiste.org

71 SAONE-ET-LOIRE

Groupe La Vache Noire
C/O ADCL Le retour 71250 Jalogny
leperepeinard@no-log.org

72 SARTHE

Groupe Lairial
L'épicerie du Pré
31 rue du Pré 72000 Le Mans
Permanence libertaire le samedi à 18 heures et «Café libertaire» le troisième samedi du mois à 15h.

73 SAVOIE

Groupe de Chambéry
c/o La salamandre - Maison des associations
67 Rue St François de Sales Boite X/33
73000 Chambéry
FA73@no-log.org
http://fa73.lautre.net

74 HAUTE-SAVOIE

Liaison Haute-Savoie
haute-savoie@federation-anarchiste.org

75 PARIS

Groupe Pierre Besnard
groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org
Diffusion et vente du Monde libertaire tous les dimanche matin de 10h30 à midi Place des Fêtes dans le 19e

Groupe Regard noir
regardnoir.fa@gmail.com
http://regard-noir.blogspot.com/

Groupe Cable Street Beat Strictly Antifascist
cable-street@federation-anarchiste.org

Groupe Voltairine de Cleyre
groupedecleyre@yahoo.fr

Groupe CLAAAAAASH
groupe.claaaaaash@federation-anarchiste.org
http://claaaaaash.over-blog.org
Diffusion et vente du Monde libertaire tous les jeudis de 19h à 20h devant la gare Saint-Lazare

Groupe Louise Michel
groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org
http://www.groupe-louise-michel.org/

Groupe Berneri
Tous les mercredis sur Radio Libertaire, de 20H30 à 22H30, Emission «Ras-les-Murs», actualites prison/répression, lutte contre tous les enfermements !

Groupe La Rue
bibliothequelarue@no-log.org
http://bibliotheque-larue.over-blog.com/
Bibliothèque libertaire La Rue 10 rue Planquette 75018 Paris
Permanence tous les samedi de 15h00 à 18h00

Groupe Salvador Segui
groupe-segui@federation-anarchiste.org
www.salvador-segui.blogspot.com

Groupe Quartier pirate Paris/Banlieues
quartier.pirate@gmail.com
http://quartier-pirate.blogspot.com/
Diffusion et vente du Monde libertaire tous les dimanche matin place de la Bastille

Groupe Artracaille
artracaille@orange.fr
pour le groupe : http://www.artracaille.fr/
pour l'émission radio :
http://artracaille.blogspot.com/

Groupe Anartiste
an.artiste@yahoo.fr
http://anartiste.hautetfort.com/

Groupe No Name
no-name@federation-anarchiste.org

Librairie du Monde libertaire
145 rue Amelot 75 011 PARIS
Tél : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59
Ouverture :
du lundi au vendredi : 14 h à 19 h 30
le samedi : 10h à 19 h 30
librairie-publico@sfr.fr
http://www.librairie-publico.com/

Radio Libertaire
89.4 Mhz et sur le net sur
http://rl.federation-anarchiste.org/
radio-libertaire@federation-anarchiste.org

76 SEINE-MARITIME

Groupe de Rouen
c/o Librairie l'Insoumise
128 rue St Hilaire 76000 Rouen
farouen@no-log.org
Vente et diffusion du Monde libertaire chaque dimanche de 11h à 12h au marché du Clos-St-Marc

Librairie l'Insoumise
128 rue St Hilaire 76000 Rouen
Ouverture :
Mercredi 16h. à 18h., Vendredi 17h. à 19h.,
Samedi 14h. à 18h.
Pendant les vacances scolaires les Samedi de 14h. à18h.
http://www.insoumise.lautre.net/

Groupe d'Elbeuf-sur-Seine
elbeuf@federation-anarchiste.org

77 SEINE-ET-MARNE

Liaison Meaux

Liaison Melun

78 YVELINES

Groupe Gaston Leval
gaston-leval@federation-anarchiste.org

Liaison de Mantes-la-Jolie
mantes-la-jolie@federation-anarchiste.org

80 SOMME

Groupe Alexandre Marius Jacob
amiens@federation-anarchiste.org
contact@fa-amiens.org
http://fa-amiens.org/

Liaison Abbeville
abbeville@federation-anarchiste.org

81 TARN

Groupe Les ELAF
elaf@federation-anarchiste.org

84 VAUCLUSE

Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com
http://www.fa-30-84.org

86 VIENNE

Groupe Pavillon Noir de Poitiers
pavillon-noir@federation-anarchiste.org
http://fa86.noblogs.org/

91 ESSONNE

Groupe Evry-Corbeil
fa.evry.corbeil@gmail.com
http://fa-evry-corbeil.blogspot.com/

92 HAUTS-DE-SEINE

Groupe Fresnes-Antony Anar'tiste
fresnes-antony@federation-anarchiste.org

93 SEINE-ST-DENIS

Groupe Henry Poulaille
c/o La Dionyversité 4, Place Paul Langevin
93200 - SAINT DENIS
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr
http://poulaille.org/

Groupe Albert Camus
camusfa@no-log.org

Groupe de Saint-Ouen
saint-ouen-93@federation-anarchiste.org
http://seenthis.net/people/saint_ouen

Groupe Marx Sisters and Brothers - Montreuil
http://groupefamontreuil.blogspot.com/
famontreuil@gmail.com

94 VAL-DE-MARNE

Groupe Elisée Reclus d'Ivry-sur-Seine
faivry@no-log.org
http://fa-ivry.forlogaj.tk/

Groupe Tous les maquis
touslesmaquis@voila.fr

Liaison L'Avenir
nosotros36@free.fr

95 VAL-D'OISE

Groupe Makhno de Cergy-Pontoise
makhno-cergy@tele2.fr

98 NOUVELLE-CALEDONIE

Liaison Nouvelle-Calédonie
nouvelle-caledonie@federation-anarchiste.org

BELGIQUE

Groupe Ici et maintenant
groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org
Le groupe édite avec d'autres le trimestriel «A voix autre»
http://www.avoixautre.be

SUISSE

Liaison de Saint-Imier
st-imier@federation-anarchiste.org

LE MONDE LIBERTAIRE

VOUS ABONNER

en LIGNE sur www.monde-libertaire.fr
ou via le formulaire ci-dessous :

POUR CONTACTER L'ADMINISTRATION

administration-ml@federation-anarchiste.org
Publications Libertaires
% Maison des passages, 44 rue Saint-Georges, 69005 Lyon

Tarifs — **France et étranger**
(hors-série inclus)

3 mois, 12 nos hebdos, 1 no hors série, les gratuits ○ 25 €
6 mois, 18 nos hebdos, 2/3 nos hors série, les gratuits ○ 50 €
1 an, 35 nos hebdos, 5/6 nos hors série, les gratuits ○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépôt légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDIGB – Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien
1 an ○ **95 €**

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN : FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Bulletin à remplir et à renvoyer à
Les Publications libertaires
% Maison des passages, 44 rue Saint-Georges, 69005 Lyon

ABONNEMENT À DURÉE LIBRE

Avec le prélèvement automatique, vous n'avez plus à vous soucier des règlements. *Le Monde libertaire* s'occupe de tout !
Cett formule vous permet d'échelonner votre règlement au lieu d'effectuer le paiement en une seule fois.
Votre abonnement est prolongé chaque trimestre tacitement, ainsi vous ne courez plus le risque de voir le service suspendu pour cause de simple oubli.
À tout moment, vous pouvez annuler le service de prélèvements automatiques. Un simple courrier suffit.

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENTS

○ 18,75 € par trimestre (abonnement normal)
○ 23,75 € par trimestre (abonnement de soutien)

N° NATIONAL ÉMETTEUR	ORGANISME CRÉANCIER
N° 58 50 98	PUBLICATIONS LIBERTAIRES

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *le Monde libertaire*. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal *le Monde libertaire*.

Date
Signature obligatoire

IMPORTANT merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER
(en lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse
Code postal Localité

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU CC
(votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)
Nom
Adresse
Code postal Localité

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

code établis.	guichet	n° de compte	clé RIB

Nous dédions ce numéro du hors série du Monde libertaire
à Bernard MARCON, dit «Nanar»,
qui nous a quitté brutalement le 06 février à l'âge de 54 ans,
au moment où nous étions en train de boucler ce numéro.
C'était un grand syndicaliste de Sud Éducation Savoie.
Nous avons perdons un ami très cher et un compagnon de lutte...
Nous ne t'oublierons pas,
tu seras à jamais dans nos cœurs et nos mémoires.

#48